

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	900 fr.	500 fr.
Etranger	1200 fr.	650 fr.

(An comptant, à l'imprimerie : 50 fr.
 Par porteur ou par la poste :
 Togo, France et Colonies : 65 fr.
 Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

la ligne	50 f
Minimum	200 f
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	200 f

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du reste du journal.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1955

- 15 novembre — Décret n° 55-1480 relatif à la franchise militaire des personnels militaires participant aux opérations du maintien de l'ordre en Algérie et au Maroc. (Arrêté de promulgation n° 1039-55/C. du 28 décembre 1955). 43
- 18 novembre — Arrêté ministériel fixant les conditions de rétribution du transport des dépêches postales sur les navires libres du commerce dans les relations des territoires de la France d'outre-mer avec la métropole. (Arrêté de promulgation n° 1038-55/C. du 28 décembre 1955). 44
- 30 novembre — Décret n° 55-1589 portant modification de l'article 254 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer. Arrêté de promulgation n° 1040-55/C. du 28 décembre 1955). 45
- 4^{er} décembre — Arrêté ministériel portant organisation des services de l'Office de la recherche scientifique et technique outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 1041-55/C. du 28 décembre 1955). 46
- 6 décembre — Décret n° 55-1627 modifiant les dispositions du décret du 13 juin 1912 relatif au régime des déplacements des fonctionnaires, employés et agents civils des services coloniaux ou locaux voyageant isolément dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 1042-55/C. du 28 décembre 1955). 48

- 9 décembre — Arrêté ministériel portant modification des statuts de la Société d'Etat dite Bureau d'études pour le développement de la production agricole dans les territoires d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 1044-55/C. du 28 décembre 1955). 54
- 16 décembre — Décret n° 55-1654 modifiant le décret n° 55-803 du 18 juin 1955 fixant les conditions d'attribution des indemnités pour frais de représentation aux fonctionnaires servant dans les territoires de la France d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 1071-55/C. du 31 décembre 1955). 50
- 20 décembre — Arrêté ministériel fixant les dates de la cessation de la perception de la surtaxe supplémentaire sur les boissons visées au paragraphe IV de l'article 1^{er} de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953. (Arrêté de promulgation n° 1066-55/C. du 30 décembre 1955). 56
- 20 décembre — Arrêté ministériel portant création d'une commission de la jeunesse dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 1072-55/C. du 31 décembre 1955). 57
- 23 décembre — Décret n° 55-1668 modifiant le décret n° 52-531 du 10 mai 1952 fixant, dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, les modalités de remboursement par l'Etat des frais de propagande électorale pour les élections à l'assemblée nationale. (Arrêté de promulgation n° 1073-55/C. du 31 décembre 1955). 57
- 29 décembre — Décret n° 55-1679 portant règlement d'administration publique pour la fixation du statut particulier des inspecteurs généraux et inspecteurs du travail et des lois sociales de la France d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 5-56/C. du 5 janvier 1956). 51

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1955

8 décembre	N° 1000-55/F. — Arrêté rendant exécutoire la délibération n° 45/ATT. du 9 décembre 1955 donnant délégation à la Commission Permanente pour examiner le Compte Administratif de l'exercice 1954	58
8 décembre	N° 1000 bis-55/F. — Arrêté rendant exécutoire la délibération n° 55/ATT. du 9 décembre 1955 portant ouverture de crédits supplémentaires au Budget Local — Exercice 1955.	59
23 décembre	N° 1025-55/F. — Arrêté fixant le montant de l'indemnité de frais de représentation allouée au Président de l'Assemblée Territoriale du Togo.	60
26 décembre	N° 1028-55/IA. — Arrêté autorisant l'ouverture de classes et d'écoles de la Mission Catholique	61
26 décembre	N° 1029-55/CFT. — Arrêté portant modification de certaines dispositions de l'arrêté n° 940-54/ITLS. du 14 octobre 1954, fixant les conditions d'adaptation de la Convention Collective ferroviaire, en vigueur à la Régie des Chemins de fer de l'A.O.F. aux agents non fonctionnaires du Chemin de Fer du Togo	61
28 décembre	N° 1036-55/Gendar. — Arrêté portant création d'une brigade routière à Lomé	66
28 décembre	N° 1045-55/CFT. — Arrêté portant prorogation de crédits de l'Exercice 1955	62
29 décembre	N° 1052-55/EF. — Arrêté rendant exécutoire la délibération n° 47/ATT. du 9 décembre 1955 réglementant la pêche sur le Lac Togo et les lagunes des cercles d'Anécho et de Tsévié	66
29 décembre	N° 1053-55/EF. — Arrêté portant classement de la Forêt dite de Sadjé (Cercle de Bassari)	67
29 décembre	N° 1054-55/CFT. — Arrêté rendant exécutoire la délibération n° 58/ATT. du 9 décembre 1955 arrêtant le Budget Annexe du Chemin de Fer et du Wharf pour l'Exercice 1956.	63
29 décembre	N° 1055-55/CFT. — Arrêté rendant exécutoire la délibération n° 57/ATT. du 9 décembre 1955 portant règlement du Compte définitif des recettes et des dépenses du Budget Annexe du Chemin de fer et du Wharf du Togo — Exercice 1954	64
29 décembre	N° 1056-55/SG. — Arrêté rendant exécutoire la délibération n° 48/ATT. 9 décembre 1955 fixant pour 1956 la liste des impôts et taxes dont le montant sera ristourné aux Communes-Mixtes du Territoire	68
29 décembre	N° 1057-55/CFT. — Arrêté accordant une prime de rendement aux agents en service au Wharf de Lomé	64
29 décembre	N° 1058-55/F. — Arrêté étendant aux retraités de la Caisse locale de retraites certaines dispositions de l'arrêté n° 790-55/F. du 29 septem-	

bre 1955 fixant le régime des prestations familiales applicables aux personnels des cadres généraux, supérieurs et locaux en service au Togo.

29 décembre	N° 1060-55/F. — Arrêté portant prorogation des crédits — Exercice 1955	69
29 décembre	N° 1060-bis-55/Dis./Aéro. — Arrêté portant création d'une commission d'homologation des aérodromes civils du Territoire du Togo	70
29 décembre	N° 1936-D/CFT. — Décision portant résiliation du marché SCOA n° 9 du 22 novembre 1954 pour fourniture d'une chaloupe à vapeur	65
29 décembre	N° 1941/D/PTT. — Décision portant création d'une cabine téléphonique publique à Abrewanko (Cercle d'Atakpamé)	70
29 décembre	N° 1942/D/PTT. — Décision portant création d'une cabine téléphonique publique à Kpété-Bena (Cercle d'Atakpamé)	70
29 décembre	N° 1943/D/PTT. — Décision portant création d'une cabine téléphonique publique à Kpété-Maflo (Cercle d'Atakpamé)	71
29 décembre	N° 1944/D/PTT. — Décision portant création d'une cabine téléphonique publique à Ahouenhounen (Cercle d'Atakpamé)	71
30 décembre	N° 1061-55/SD. — Arrêté rendant exécutoire la délibération n° 44/ATT. du 25 novembre 1955 portant refonte des textes institutifs de la taxe sur les transactions	74
31 décembre	N° 1068-55/AE/PLAN/1 — Arrêté fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat des arachides de la récolte 1955-1956	83
31 décembre	N° 1069-55/AE/PLAN/1 — Arrêté fixant les valeurs mercuriales pour le calcul des droits fiscaux d'entrée et de sortie pendant le premier trimestre 1956	83
31 décembre	N° 1070-55/AE/PLAN/1 — Arrêté prescrivant la frappe et l'émission de pièces de cinq francs	87

1956

1 ^{er} janvier	N° 1-56/F. — Arrêté ouvrant des crédits provisoires pour le compte du Budget Etat — Exercice 1956	87
Personnel	. . . . .	88
Divers	. . . . .	90

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Avis de concours (Assistants d'élevage)	. . . . .	1
Domaine minier	. . . . .
Domaines	. . . . .	1
Avis de perte	. . . . .	1

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Postes et télécommunications**

ARRETE N° 1039-55/C. du 28 décembre 1955 promulguant au Togo le décret n° 55-1480 du 15 novembre 1955.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la D.M. n° 5971 P-308/PT/3 du 10 décembre 1955 du ministre de la France d'outre-mer;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 55-1480 du 15 novembre 1955 relatif à la franchise militaire des personnels militaires participant aux opérations de maintien de l'ordre en Algérie et au Maroc.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 28 décembre 1955

J. BÉRAUD.

DECRET N° 55-1480 du 15 novembre 1955 relatif à la franchise militaire des personnels militaires participant aux opérations de maintien de l'ordre en Algérie et au Maroc.

Le président du conseil des ministres :

Sur le rapport du ministre de la défense nationale et des forces armées, du ministre de l'intérieur, du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre des postes, télégraphes et téléphones et du secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,

Vu l'article 102 de la loi du 31 décembre 1945 portant fixation du budget général pour l'exercice 1946;

Vu l'article 2 de la loi n° 51-633 du 24 mai 1951,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — A titre provisoire et jusqu'à une date qui sera fixée par décret, les militaires et marins de tous grades des armées de terre, de l'air et de mer, en service en Algérie et au Maroc, bénéficient des franchises postales ci-après :

1° Franchise pour les lettres simples de caractère familial expédiées ou reçues par ces militaires ou marins;

2° Exemption du droit de commission pour les mandats-poste dont le montant n'excède pas 500 F

adressés à ces militaires et marins ou expédiés par eux;

3° Franchise postale pour deux paquets de 3 kg par mois.

En dehors des envois visés à l'alinéa précédent, les paquets expédiés à ces militaires et marins bénéficient du tarif spécial des paquets à l'adresse des militaires prévu au décret n° 48-1984 du 31 décembre 1948.

ART. 2. — Le ministre de la défense nationale et des forces armées, le ministre de l'intérieur, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre des postes, télégraphes et téléphones et le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 novembre 1955.

Edgar FAURE.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la défense nationale
et des forces armées,

Pierre BILLOTTE.

Le ministre de l'intérieur,
Maurice BOURGÈS-MAUNOURY.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
Pierre PELIMLIN.

Le ministre des postes, télégraphes et téléphones,
Edouard BONNEFOUS.

Le secrétaire d'Etat aux finances
et aux affaires économiques,
Gilbert-JULES.

ARRETE N° 1038-55/C. du 28 décembre 1955 promulguant au Togo l'arrêté ministériel du 18 novembre 1955.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo l'arrêté ministériel du 18 novembre 1955 fixant les conditions de rétribution du transport des dépêches postales sur les navires libres du commerce dans les relations des territoires de la France d'outre-mer avec la métropole.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 28 décembre 1955

J. BÉRAUD.

ARRETE ministériel du 18 novembre 1955 fixant les conditions de rétribution du transport des dépêches postales sur les navires libres du commerce dans les relations des territoires de la France d'outre-mer avec la métropole.

Le ministre de la France d'outre-mer;

Vu le décret du 4 décembre 1935 fixant les conditions de rétribution du transport des dépêches par les navires libres du commerce dans les relations des colonies et territoires sous mandat avec la France et dans les relations intercoloniales;

Vu l'arrêté n° 349 du 21 mars 1949 fixant les conditions de rémunération du transport des dépêches postales au départ des territoires de la France d'outre-mer;

Vu l'arrêté du ministre des postes, télégraphes et téléphones du 15 juillet 1955 fixant, pour compter du 1^{er} janvier 1955, la rémunération du transport des dépêches postales par les navires libres français et étrangers sur certaines lignes de navigation;

Vu l'avis conforme du ministre de la marine marchande,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} janvier 1955, le transport des dépêches postales par les navires libres français et étrangers dans les relations indiquées ci-après sera rémunéré conformément aux indications du tableau suivant :

RELATIONS	TARIF A APPLIQUER en francs métropo- litains au mètre cube
A. — Relations	
<i>Côte occidentale d'Afrique — France</i>	
Au départ des escales de :	
1° Dakar (Sénégal) :	
A destination de Bordeaux et Mar- seille	5.714
A destination du Havre	6.145
2° Conakry (Guinée)	6.145
3° Sassandra-Tabou (Côte d'Ivoire)	6.577
4° Abidjan (Côte d'Ivoire) :	
A destination de Bordeaux et Mar- seille	6.577
A destination du Havre	7.008
5° Lomé (Togo) et Cotonou (Dahomey)	7.008
6° Douala (Cameroun), Libreville, Port- Gentil (Gabon) et Pointe-Noire (Mo- yen-Congo)	7.439
B. — Relations	
<i>Madagascar et dépendances — France.</i>	
Au départ des escales de :	
Dzaoudzi, Moroni et Mutsamudu (ar- chipel des Comores)	7.439
2° Tamatave	8.733
3° Autres escales malgaches	8.086

RELATIONS	TARIF A APPLIQUER en francs métropo- litains au mètre cube
C. — Relations	
<i>Terres australes — France.</i>	
Au départ des îles Kerguelen, Saint- Paul et Nouvelle-Amsterdam	9.595
D. — Relations	
<i>Territoires du Pacifique — France.</i>	
Au départ des escales des établisse- ments français de l'Océanie, de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et des Nouvelles-Hébrides	9.595
E. — Relations	
<i>Côte française des Somalis — France.</i>	
Au départ de l'escale de Djibouti	6.145

ART. 2. — La prise en charge des dépêches dans le port d'embarquement et la livraison de ces mêmes envois au service des postes du port de débarquement sont assurées par les compagnies de navigation sur le quai maritime.

Les sacs de dépêches doivent être embarqués et débarqués par priorité sur le reste de la cargaison.

Les tarifs prévus à l'article 1^{er} correspondent à la rémunération des opérations de transport et de manutention nécessaires pour faire parvenir les dépêches du quai maritime du port de départ jusqu'au quai maritime du port de destination.

ART. 3. — Le volume des dépêches sera déterminé contradictoirement entre les représentants de l'administration des postes et télécommunications et ceux des compagnies de navigation. Ce volume pourra être révisé tous les ans à la demande de l'une ou l'autre des parties.

ART. 4. — La révision des rétributions prévues à l'article 1^{er} sera, en cas de variation de la valeur du franc français par rapport au franc or, effectuée en faisant application de la formule :

$$P = T \times C \times \frac{9}{10}$$

dans laquelle T représente le taux de base en franc or et C la valeur nouvelle du franc or exprimée en francs français.

L'application de la formule de révision ci-dessus ne pourra avoir pour effet, en cas de dévaluation du franc français par rapport au franc or, de fixer des tarifs inférieurs à ceux en vigueur au jour de la révision.

La valeur du franc or par rapport au franc français, est, au 1^{er} janvier 1955, de : 1 franc or = 115 francs français.

ART. 5. — Les hauts commissaires de la République en Afrique équatoriale française, en Afrique occidentale française, au Cameroun, à Madagascar et dépendances, le commissaire de la République au Togo, les gouverneurs de la Côte française des Somalis, des Etablissements français de l'Océanie, de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et les administrateurs supérieurs de l'archipel des Comores et des Terres australes et antarctiques françaises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 18 novembre 1955.

Pour le ministre de la France d'outre-mer
et par délégation :

Le directeur du cabinet,
Adolphe TOUFFAIT.

Régime financier

ARRETE N° 1040-55/C. du 28 décembre 1955 promulguant au Togo le décret n° 55-1589 du 30 novembre 1955.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
CHEVALIER DE LA LÉSION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 55-1589 du 30 novembre 1955 portant modification de l'article 254 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 28 décembre 1955.

J. BÉRARD.

DECRET N° 55-1589 du 30 novembre 1955 portant modification de l'article 254 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer.

Le président du conseil des ministres :

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques,

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer et les textes qui l'ont modifié, notamment le décret n° 54-672 du 11 juin 1954 modifiant ses articles 254 et 255,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 254 du décret du 30 décembre 1912 est ainsi complété.

Il est ajouté après l'alinéa 3 l'alinéa suivant :

« Au cas où les crédits nécessaires ne pourraient être mis en place dès l'ouverture de l'exercice, les ordonnateurs principaux pourront, dans la limite du quart des crédits sous-délégés pour les mêmes dépenses au titre de l'exercice précédent, autoriser le chef du service administratif central, sous-ordonnateur, à procéder au règlement des dépenses de personnel ».

L'alinéa 4 ancien devient l'alinéa 5 nouveau.

ART. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, aux *Journaux officiels* des territoires et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 30 novembre 1955.

Edgar FAURE.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,

Pierre-Henri TEITGEN.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Pierre PFLIMLIN.

*Le secrétaire d'Etat aux finances
et aux affaires économiques,*

Gilbert-JULES.

Recherche scientifique et technique outre-mer

ARRETE N° 1041-55/C. du 28 décembre 1955 promulguant au Togo l'arrêté ministériel du 1^{er} décembre 1955.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER
CHEVALIER DE LA LÉSION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo l'arrêté ministériel du 1^{er} décembre 1955 portant organisation des services de l'office de la recherche scientifique et technique outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 28 décembre 1955.

J. BÉRARD.

ARRETE ministériel du 1^{er} décembre 1955 portant organisation des services de l'office de la recherche scientifique et technique outre-mer.

Le ministre de la France d'outre-mer,

Vu le décret du 17 novembre 1953 portant réorganisation de la recherche scientifique et technique outre-mer;

Vu le décret du 3 septembre 1955 portant organisation administrative et financière de l'office de la recherche scientifique et technique outre-mer,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Conformément aux dispositions de l'article 11 du décret n° 55-1172 du 3 septembre 1955 organisant le régime administratif et financier de l'office de la recherche scientifique et technique outre-mer, les services de cet établissement comprennent, outre les services de la direction, des services scientifiques généraux et des services de recherches techniques, parmi lesquels les services des recherches agronomiques tropicales.

TITRE PREMIER

DES SERVICES DE LA DIRECTION

ART 2. — La direction comporte :

Une division administrative et financière et un bureau des travaux immobiliers;

Des secrétariats scientifiques et un bureau des programmes et de l'organisation scientifique;

Une division des enseignements et de la formation des chercheurs;

Un centre de documentation, dont l'organisation intérieure est fixée par le directeur de l'office de la recherche scientifique et technique outre-mer.

ART. 3. — La division administrative et financière est chargée de l'administration générale, de la préparation et de l'exécution du budget, de la gestion du personnel et du matériel.

Le bureau des travaux immobiliers est chargé d'étudier et préparer les plans de constructions et des installations, de préparer et assurer les appels d'offres, adjudications, etc., d'exécuter ou de faire exécuter les travaux immobiliers décidés par la direction, etc.

ART. 4. — Les secrétariats scientifiques et le bureau des programmes et de l'organisation scientifique sont chargés de réunir tous les moyens permettant à la direction de susciter, d'orienter et de coordonner les travaux de recherche.

Le bureau des programmes et de l'organisation scientifique a pour objet de centraliser les projets de programmes et d'études des différents services, de les instruire et de les coordonner, de rechercher les moyens à mettre en œuvre pour les réaliser.

Les secrétariats scientifiques suivent l'activité individuelle des chercheurs. Ils centralisent leurs rapports et travaux et diffusent auprès d'eux les directives générales de travail et la documentation qui leur sont nécessaires; ils assurent le secrétariat des commissions scientifiques prévues à l'article 11.

ART. 5. — La division des enseignements et de la formation des chercheurs est chargée de spécialiser dans une discipline déterminée et d'initier à la recherche et aux techniques le personnel nécessaire à l'exécution des recherches.

Les programmes d'enseignement sont arrêtés par le directeur de l'office. En ce qui concerne les disciplines agronomiques, les programmes sont arrêtés en accord avec le directeur de l'agriculture, de l'élevage et des forêts au ministère de la France d'outre-mer.

Cette division comporte un bureau des enseignements et de la formation des chercheurs et des centres de formation. Le bureau des enseignements et de la formation des chercheurs est chargé d'organiser les centres de formation, d'en assurer et d'en suivre le fonctionnement (commission des professeurs; programmes de formation, horaire des cours et des stages, recrutement des élèves et des stagiaires, discipline, sanction des études, etc.).

Les centres de formation sont organisés en fonction des besoins par le directeur de l'O. R. S. T. O. M. dans le cadre des diverses disciplines. Ils comprennent notamment des centres de pédologie, climatologie, phytogénétique; entomologie agricole, phytopathologie, physiologie végétale, chimie et technologie agricoles, entomologie médicale et vétérinaire, océanographie physique, océanographie biologique et pêche, industries de transformation des produits de la mer, hydrobiologie, physique du globe, hydrologie fluviale; nutrition et alimentation, etc.

ART. 6. — Le centre de documentation est chargé d'assurer le dépouillement, la conservation et la diffusion de la documentation scientifique et technique se rapportant aux activités de l'O. R. S. T. O. M.

TITRE II

DES SERVICES SCIENTIFIQUES GÉNÉRAUX

a) Organisation générale.

ART. 7. — Les services scientifiques généraux institués par l'article 11 du décret du 3 septembre 1955, et dont le rôle est défini par le même article, sont dirigés par le chef des services scientifiques, nommé par arrêté du ministre de la France d'outre-mer, sur présentation du directeur de l'office de la recherche scientifique et technique outre-mer. Le chef des services scientifiques propose au directeur de l'O. R. S. T. O. M. toute mesure ayant trait à la création, l'organisation et la gestion de ses services, ainsi qu'à la nomination du personnel. Il propose de même toute mesure se rapportant à la création, à l'organisation et au fonctionnement des centres de formation des chercheurs.

Les services scientifiques généraux disposent d'installations outre-mer et dans la métropole.

ART. 8. — Dans chaque discipline, les chercheurs sont placés sous l'autorité scientifique d'un spécialiste nommé par le directeur de l'O. R. S. T. O. M. et responsable devant ce dernier de l'ensemble des travaux de recherche concernant cette discipline, tant à la métropole qu'outre-mer.

Au point de vue administratif, les chercheurs sont placés sous l'autorité du chef de l'établissement auquel ils sont affectés.

ART. 9. — Le personnel de recherche est affecté par décision du directeur de l'O.R.S.T.O.M. dans la métropole et outre-mer suivant les besoins découlant des programmes, soit dans le service général de recherches correspondant à sa spécialité, soit dans un service de recherche technique.

Dans les centres outre-mer, le personnel à statut local est affecté par le directeur du centre intéressé.

ART. 10. — Des commissions scientifiques sont constituées par le directeur de l'O.R.S.T.O.M.; spécialisées chacune dans une discipline scientifique. Elles sont réunies à sa diligence au moins une fois par an. Elles lui donnent leur avis sur les programmes et les activités des chercheurs et sur la qualité de leurs travaux.

b) Des installations outre-mer.

ART. 11. — Les instituts, centres et laboratoires créés antérieurement par l'O.R.S.T.O.M. gardent leur vocation générale et conservent leur organisation. Des aménagements ultérieurs pourront intervenir.

TITRE III

DES SERVICES DES RECHERCHES AGRONOMIQUES TROPICALES

a) Organisation générale.

ART. 12. — Conformément aux dispositions de l'article 11 du décret du 3 septembre 1955 instituant des services de recherches techniques à l'office de la recherche scientifique et technique outre-mer et définissant leur rôle, les services des recherches agronomiques tropicales ont pour objet d'exécuter, directement ou avec le concours des services scientifiques généraux, les recherches et les études scientifiques et techniques intéressant le développement de la production agricole des régions tropicales.

ART. 13. — Les services des recherches agronomiques tropicales sont dirigés par le chef des recherches agronomiques tropicales, nommé par arrêté du ministre de la France d'outre-mer sur présentation du directeur de l'O.R.S.T.O.M. fait en accord avec le directeur de l'agriculture, de l'élevage et des forêts au ministère de la France d'outre-mer. Le chef des recherches agronomiques tropicales propose au directeur de l'O.R.S.T.O.M. toute mesure ayant trait à la création, l'organisation et la gestion de ses services, ainsi qu'à la nomination du personnel.

ART. 14. — Pour exécuter les tâches qui leur sont dévolues, les services des recherches agronomiques tropicales comportent :

Des services de recherches d'agronomie générale.

Des services de recherches d'agronomie spécialisée.

Ils disposent outre-mer et dans la métropole de laboratoires, de stations et d'installations diverses.

ART. 15. — Les installations, laboratoires et stations des services des recherches agronomiques tropicales constituent, dans la métropole, le centre technique d'agriculture tropicale et, outre-mer, les centres de recherches agronomiques outre-mer.

Le centre technique d'agriculture tropicale continue à jouer, vis-à-vis de la direction de l'agriculture du département, le rôle de bureau d'étude antérieurement dévolu à la S.T.A.T.

ART. 16. — Les services de recherches d'agronomie générale ont pour objet d'exécuter les travaux de recherche d'ordre général pouvant intéresser l'ensemble de la production agricole :

Phytotechnie;

Agrologie et écologie;

Défense des cultures et des produits (entomologie; phytopathologie; etc.);

Génie rural (hydraulique, machinisme; etc.);

Technologie; normalisation et répression des fraudes.

Créés et organisés par le directeur de l'O.R.S.T.O.M., les services de recherches d'agronomie générale peuvent comporter chacun un ou plusieurs laboratoires spécialisés. Pour chacun de ces services, il pourra être constitué un comité technique consultatif.

ART. 17. — Les services de recherches agronomiques spécialisés ont pour objet l'exécution des travaux de recherche afférents à un certain nombre de productions ou groupes de production qui ne sont pas actuellement couverts par les instituts spécialisés.

Il est créé quatre services de recherches spécialisés se rapportant aux productions suivantes :

Riz et cultures vivrières;

Café; cacao et thé;

Plantes aromatiques, médicinales, à épices et à parfums;

Cultures annuelles industrielles.

Chacun de ces services de recherches spécialisés est dirigé par un chef de service, nommé par le directeur de l'office de la recherche scientifique et technique outre-mer, après accord du directeur de l'agriculture, de l'élevage et des forêts au ministère de la France d'outre-mer.

Pour chacun de ces services de recherches spécialisés, il est constitué un conseil technique composé de représentants de la profession, des services techniques de la production et de la recherche.

Les membres de ce conseil sont nommés par le directeur de l'O.R.S.T.O.M., avis pris du directeur de l'agriculture, de l'élevage et des forêts au ministère de la France d'outre-mer. Ce conseil délibère sur l'orientation générale des recherches à entreprendre, sur le programme de travail du service et sur les résultats obtenus.

L'organisation de chaque service est arrêtée par le directeur de l'O.R.S.T.O.M.

Chaque service peut comporter en propre un certain nombre de sections (agronomique, technologi-

que, économique, etc.) et s'adresse pour les études et les recherches ne pouvant être poursuivies par ces sections, aux services de recherches d'agronomie générale et aux services scientifiques généraux.

b) *Des installations outre-mer.*

ART. 18. — Les centres de recherches agronomiques outre-mer ont pour objet d'effectuer, dans le cadre des services des recherches agronomiques tropicales, les recherches et les études scientifiques et techniques nécessaires à l'accroissement et à l'amélioration de la production agricole des régions intéressées. Ils sont maintenus ou créés et leur organisation générale est fixée par arrêté du ministre de la France d'outre-mer, pris sur proposition du directeur de l'O. R. S. T. O. M., faite en accord avec le haut commissaire ou le chef du territoire autonome intéressé.

Chacun d'eux est constitué :

D'une station agronomique centrale;

De stations secondaires et de points annexes d'expérimentation.

Chaque centre est dirigé par un directeur nommé par arrêté du ministre de la France d'outre-mer, pris sur proposition du directeur de l'O. R. S. T. O. M., après agrément du haut commissaire ou du chef de territoire autonome intéressé.

ART. 19. — Ce directeur est assisté d'un conseil technique présidé par le chef des services de l'agriculture de la fédération ou du territoire autonome intéressé. La composition de ce conseil est fixée par décision du directeur de l'O. R. S. T. O. M., après accord du haut commissaire ou du chef de territoire autonome intéressé. Ce conseil discute, donne son avis et fait toutes propositions sur les projets de programmes de recherches établis par le directeur du centre, compte tenu de l'orientation de la politique agricole de la région intéressée. En outre, ce conseil discute des résultats obtenus, de leur possibilité d'application et des conditions de leur diffusion.

Après délibération, le programme de chaque centre est transmis à la direction de l'O. R. S. T. O. M. pour être repris dans son programme général et soumis à l'approbation du conseil d'administration.

Le programme de chaque centre est également transmis aux comités locaux chargés de la coordination des recherches et de la production.

ART. 20. — Le directeur de l'office de la recherche scientifique et technique outre-mer est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 1^{er} décembre 1955.

Pierre-Henri TEITGEN.

Personnel

Régime des déplacements

ARRETE N° 1042-55/C. du 28 décembre 1955 promulguant au Togo le décret n° 55-1627 du 7 décembre 1955.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 55-1627 du 7 décembre 1955 modifiant les dispositions du décret du 13 juin 1912 relatif au régime des déplacements des fonctionnaires, employés et agents civils des services coloniaux ou locaux voyageant isolément dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 28 décembre 1955.

J. BÉRARD.

DECRET N° 55-1627 du 7 décembre 1955 modifiant les dispositions du décret du 13 juin 1912 relatif au régime des déplacements des fonctionnaires, employés et agents civils des services coloniaux ou locaux voyageant isolément dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer.

Le président du conseil des ministres :

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu le décret du 3 juillet 1897 portant règlement sur les indemnités de route et de séjour, les concessions de passage et frais de voyage à l'étranger des officiers, fonctionnaires, employés et agents civils et militaires des services coloniaux ou locaux;

Vu le décret du 13 juin 1912 relatif aux indemnités allouées aux fonctionnaires, employés et agents civils des services coloniaux ou locaux voyageant isolément dans les colonies ou pays de protectorat, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété, notamment les décrets n° 48-433 du 10 mars 1948 et 50-1112 du 1^{er} septembre 1950;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions des articles 3; 8 et 10 du décret du 13 juin 1912, modifiés par les décrets des 10 mars 1948 et 1^{er} septembre 1950, sont abrogées et remplacées provisoirement par les dispositions suivantes :

« Art. 3. — Les déplacements par ordre pour le service dans les territoires d'outre-mer se divisent en deux catégories :

- « 1° Les déplacements temporaires ou provisoires;
- « 2° Les déplacements définitifs.

« Les conditions de remboursement des frais de déplacement sont déterminées en fonction du groupe dans lequel l'intéressé se trouve classé à la date où le déplacement s'effectue; aucun rappel en diminution ou en augmentation ne peut être accordé à raison d'une modification de la situation de l'agent intervenant avec effet rétroactif. »

« Art. 8. — En cas de déplacement temporaire, les dépenses diverses occasionnées par le déplacement (nourriture; logement, etc.), à l'exception des frais de transport visés à l'article 7, sont remboursées par l'attribution d'indemnités forfaitaires dites de mission, de tournée ou d'intérim.

« a) Les indemnités pour frais de mission sont allouées soit pour les déplacements de caractère accidentel effectués par les fonctionnaires en dehors de leurs attributions normales, soit pour les déplacements effectués hors des limites de la circonscription territoriale de leur compétence;

« b) Les indemnités pour frais de tournée sont allouées aux fonctionnaires pour les déplacements nécessités pour l'exécution de leurs attributions normales dans l'intérieur de la circonscription territoriale de leur compétence;

« c) Les indemnités pour intérim sont allouées aux fonctionnaires distraits de leurs attributions normales pour assurer l'intérim d'un poste temporairement vacant. Les taux sont ceux des indemnités de mission si le poste vacant est situé hors de la circonscription territoriale de la compétence de l'intérimaire, des indemnités de tournée s'il est situé dans la circonscription territoriale de sa compétence.

« Les indemnités prévues aux alinéas a, b, c ci-dessus ne peuvent se cumuler entre elles ou avec d'autres indemnités ayant le même objet.

« Il est dû une fois le taux de base de l'indemnité de mission ou de tournée pour chaque repas ou chaque découcher intervenant au cours de la mission ou de la tournée.

« Pour l'application de l'alinéa précédent, l'obligation de prendre un repas ou de découcher est établie par le simple fait que l'agent s'est trouvé en mission ou en tournée pendant la totalité de la période de temps comprise :

« Entre onze heures et quatorze heures, pour le repas de midi;

« Entre dix-huit heures et vingt et une heures, pour le repas du soir;

« Entre zéro heure et cinq heures, pour le découcher.

« La mission ou la tournée commence à l'heure du départ de la résidence prévue pour le moyen de transport utilisé et finit à l'heure du retour à la résidence.

« Le temps passé à bord des navires ou avions ne donne droit à aucune attribution d'indemnité de repas ou de découcher.

« Les indemnités pour intérim se comptent par journées complètes du lendemain du jour de l'arrivée au poste où doit s'effectuer l'intérim jusqu'à la veille du jour de son départ.

« Il n'est dû aucune indemnité d'intérim si le fonctionnaire intérimaire bénéficie de prestations en nature attachées au poste occupé dans les conditions prévues pour le titulaire, et notamment du logement et de l'ameublement.

« Lorsque les fonctionnaires en déplacement bénéficient de la gratuité du logement ou de la nourriture, les taux d'indemnité à leur allouer sont réduits du montant de l'allocation de découcher ou de repas. Aucune indemnité n'est allouée aux fonctionnaires nourris et logés.

« Le fonctionnaire n'est réputé avoir bénéficié du logement que si l'administration a mis gratuitement à sa disposition dans un bâtiment définitif ou provisoire au sens du décret du 26 mai 1937 au moins une chambre comportant un ameublement sommaire déterminé dans les conditions prévues aux articles 8 et 9 du décret du 26 mai 1937, modifié par décret du 11 octobre 1951.

« Art. 8 bis. — En cas de déplacement définitif prononcé dans l'intérêt du service et entraînant un changement de résidence administrative, le fonctionnaire a droit au remboursement des dépenses, autres que celles résultant des frais de transport visés à l'article 7; dans les conditions prévues ci-après.

« Cependant, lorsque la mutation dans l'intérêt du service est liée à un avancement de classe ou de grade, le remboursement est réduit dans la proportion de 20 p. 100.

« L'agent n'a droit à aucun remboursement dans tous les autres cas et notamment en cas de déplacement pour convenance personnelle et de déplacement d'office prononcé conformément à la procédure disciplinaire.

« a) Si le fonctionnaire a un mobilier à transporter, pendant la durée du transport dudit mobilier, déterminée par la date de remise figurant sur la lettre de voiture ou la pièce en tenant lieu et la date de l'avis portant notification de l'arrivée du mobilier, augmentée d'une journée au départ et d'une journée à l'arrivée, il est remboursé forfaitairement des frais de l'hôtel et de restaurant qu'il expose par l'attribution des indemnités suivantes :

« Pour lui-même : 1° indemnité de tournée par journée complète lorsque l'ancienne et la nouvelle résidence administratives sont dans la même circonscription territoriale; 2° indemnité de mission par journée complète dans le cas contraire.

« Pour son conjoint : deux tiers de l'indemnité allouée à l'agent.

« Pour chaque enfant ou ascendant ouvrant droit au remboursement de leurs frais de transport personnel : moitié de l'indemnité allouée à l'agent.

« Quelle que soit la durée réelle du transport du mobilier, ces indemnités ne peuvent normalement être attribuées pendant une durée supérieure à un mois. Cette durée peut, toutefois, être portée à deux mois au maximum sur décision individuelle du chef de territoire lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient.

« b) Si le fonctionnaire n'a pas de mobilier à transporter, il a droit, pendant la durée du trajet pour aller de l'ancienne à la nouvelle résidence, aux mêmes indemnités, calculées par journées complètes, que celles prévues au paragraphe a ci-dessus.

« Quelle que soit la durée réelle du voyage, ces indemnités ne peuvent être attribuées pendant une période supérieure à vingt jours.

« Lorsque le transport ou le voyage est effectué au moins partiellement par voie maritime ou aérienne, le temps passé par les intéressés à bord du navire ou avion, pendant leur passage personnel, ne donne lieu à l'attribution d'aucune indemnité de frais d'hôtel ou de restaurant ».

« Art. 10. — Les taux de base des indemnités de mission susceptibles d'être attribuées au personnel des cadres régis par décret sont fixés, dans la limite des taux prévus en métropole pour les agents de l'Etat classés dans les mêmes groupes; pris pour leur contre-valeur en monnaie locale et multipliés par l'index de correction utilisé pour le calcul du traitement ou de la solde par arrêtés des chefs de groupes de territoires ou chefs de territoire autonome soumis à l'approbation préalable du ministre de la France d'outre-mer.

« Les taux de base des indemnités de tournées susceptibles d'être allouées aux mêmes personnels sont fixés dans la même forme, sans pouvoir être supérieurs à 80 p. 100 des taux de base des indemnités de mission prévus ci-dessus ».

ART. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et prendra effet à compter du 1^{er} octobre 1955.

Fait à Paris, le 7 décembre 1955.

Edgar FAURE.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,
Pierre-Henri TEITGEN.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
Pierre PÉLIMLIN.

Le secrétaire d'Etat aux finances
et aux affaires économiques,
Gilbert-JULES.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
Jean MÉDECIN.

Frais de représentation

ARRETE N° 1071-55/C. du 31 décembre 1955 promulguant au Togo le décret n° 55-1654 du 16 décembre 1955.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 55-1654 du 16 décembre 1955 modifiant le décret n° 55-803 du 18 juin 1955 fixant les conditions d'attribution des indemnités pour frais de représentation aux fonctionnaires servant dans les territoires de la France d'outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 31 décembre 1955.

J. BÉRARD.

DECRET N° 55-1654 du 16 décembre 1955 modifiant le décret n° 55-803 du 18 juin 1955 fixant les conditions d'attribution des indemnités pour frais de représentation aux fonctionnaires servant les territoires de la France d'outre-mer.

Le président du conseil des ministres :

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu la loi n° 48-488 du 21 mars 1948 portant prise en charge par l'Etat de certains personnels relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu l'article 28 de la loi n° 51-598 du 24 mai 1951 qui porte prise en charge par l'Etat du personnel du contrôle financier dans les territoires d'outre-mer;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires et agents des services coloniaux;

Vu le décret du 15 avril 1949 fixant les conditions d'attribution des indemnités pour frais de représentation aux fonctionnaires servant dans les territoires de la France d'outre-mer, complété par les décrets n° 50-558 du 17 mai 1950, 50-1113 du 1^{er} septembre 1950, 54-324 du 15 mars 1954 et 54-1279 du 27 décembre 1954;

Vu le décret n° 55-803 du 18 juin 1955 fixant les conditions d'attribution des indemnités pour frais de représentation aux fonctionnaires servant dans les territoires de la France d'outre-mer;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La rubrique 1 du tableau A annexé au décret n° 55-803 du 18 juin 1955 sus-visé est modifiée comme suit :

Taux annuels
(en monnaie locale)

1. — Gouverneurs généraux :	
Afrique occidentale française	1.500.000
Afrique équatoriale française et Madagascar	1.250.000
La rubrique 3 du même tableau est modifiée comme suit :	
3. — Gouverneurs et commissaires de la République :	
Côte d'Ivoire, Dahomey, Guinée, Sénégal, Soudan, Haute-Volta, Gabon, Tchad, Moyen-Congo, Oubangui-Chari, Togo	440.000
Niger	400.000
Mauritanie	360.000
(Le reste sans changement.)	

ART. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui prendra effet au 1^{er} janvier 1955 et sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 16 décembre 1955.

Edgar FAURE.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,

Pierre-Henri TEITGEN,

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Pierre PFLIMLIN,

Le secrétaire d'Etat aux finances

et aux affaires économiques,

Gilbert-JULES.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Jean MÉDECIN.

Statut particulier

ARRETE N° 5-56/C. du 5 janvier 1956 promulguant au Togo le décret n° 55-1679 du 29 décembre 1955.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER.

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 55-1679 du 19 décembre 1955 portant règlement d'administration publique pour

la fixation du statut particulier des inspecteurs généraux et inspecteurs du travail et des lois sociales de la France d'outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 5 janvier 1956.

J. BÉRARD.

DECRET N° 55-1679 du 29 décembre 1955 portant règlement d'administration publique pour la fixation du statut particulier des inspecteurs généraux et inspecteurs du travail et des lois sociales de la France d'outre-mer.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,

Vu la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires, notamment l'article 2;

Vu la loi n° 50-772 du 30 juin 1950 fixant les conditions d'attribution des soldes et indemnités des fonctionnaires civils et militaires relevant du ministère de la France d'outre-mer, les conditions de recrutement, de mise en congé ou à la retraite de ces mêmes fonctionnaires, ensemble les décrets n° 51-509 et 51-510 du 5 mai 1951 pris pour l'application de ladite loi;

Vu la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un code du travail dans les territoires et territoires associés relevant du ministère de la France d'outre-mer en ses articles 145 et suivants;

Vu le décret du 17 août 1944, instituant le corps des inspecteurs du travail aux colonies, ensemble les décrets qui l'ont modifié;

Vu le décret n° 50-1348 du 27 octobre 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 19 octobre 1946 aux fonctionnaires de certains cadres régis par décret, exerçant normalement leur activité dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 50-1353 du 30 octobre 1950 portant réorganisation de l'école nationale de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 53-294 du 31 mars 1953 relatif à la notation et à l'avancement des fonctionnaires de certains cadres civils exerçant normalement leur activité dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 53-711 du 9 août 1953 relatif au régime des retraites des personnels de l'Etat;

Le conseil d'Etat entendu,

DECRETE :

CHAPITRE PREMIER.

Dispositions générales.

ARTICLE PREMIER. — Le cadre général des inspecteurs du travail aux colonies est remplacé par le cadre général des inspecteurs du travail et des lois sociales de la France d'outre-mer.

ART. 2. — Les inspecteurs du travail et des sociales de la France d'outre-mer sont chargés de toutes les questions intéressant le travail, la main-d'œuvre, la sécurité et la prévoyance sociales outre-mer. Ils procèdent à toutes études et enquêtes ayant trait aux différents problèmes sociaux intéressant les territoires d'outre-mer et ressortissant à leur compétence.

Les inspecteurs du travail et des lois sociales en service outre-mer participent à l'élaboration de la réglementation locale de leur compétence. Ils font assurer l'application des dispositions législatives et réglementaires en faveur des travailleurs. Ils éclairent de leurs conseils et recommandations les employeurs et les travailleurs. Ils coordonnent et contrôlent les services et organismes concourant à l'application de la législation sociale.

Les inspecteurs généraux auprès des hauts commissaires et les inspecteurs territoriaux auprès des chefs de territoire sont leurs conseillers pour les questions relevant de leurs attributions.

Les inspecteurs du travail et des lois sociales en service à l'administration centrale du ministère de la France d'outre-mer sont chargés de mettre en œuvre les directives générales du ministre en matière de travail, de main-d'œuvre, de sécurité et de prévoyance sociales, de préparer les projets de lois, les règlements et décisions ministérielles et d'établir les instructions nécessaires à leur exécution.

L'inspecteur général, chef de service, assure l'exécution des directives ministérielles. Il dirige et contrôle l'activité des inspecteurs et en rend compte au ministre.

ART. 3. — La carrière des fonctionnaires du corps des inspecteurs du travail et des lois sociales de la France d'outre-mer comporte deux grades :

Inspecteur.

Inspecteur général.

Le grade d'inspecteur comprend trois classes :

Inspecteur de 3^e classe, avec quatre échelons.

Inspecteur de 2^e classe, avec trois échelons.

Inspecteur de 1^{re} classe, avec trois échelons, et une classe exceptionnelle qui comprend un échelon unique.

Le grade d'inspecteur général comporte trois classes d'un échelon.

ART. 4. — La répartition des emplois d'inspecteur entre les trois classes et la classe exceptionnelle est soumise aux limites maxima ci-après, par rapport à l'ensemble des emplois du grade :

Inspecteur de classe exceptionnelle . . . 10 p. 100.

Inspecteur de 1^{re} classe 24 —

Inspecteur de 2^e classe 30 —

Inspecteur de 3^e classe 36 —

L'effectif des inspecteurs est fixé par arrêté concerté du ministre de la France d'outre-mer et du ministre des finances et des affaires économiques.

L'effectif des inspecteurs généraux est déterminé, compte tenu de l'effectif des inspecteurs, par décret pris sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer et du ministre des finances et des affaires économiques.

ART. 5. — Les inspecteurs du travail et des lois sociales de la France d'outre-mer sont nommés par décret pris sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer.

CHAPITRE II.

Recrutement.

ART. 6. — Les inspecteurs du travail et des lois sociales sont recrutés parmi les élèves inspecteurs brevetés de l'école nationale de la France d'outre-mer titulaires de la licence en droit.

Peuvent seuls être nommés élèves inspecteurs, 1^{er} échelon, les élèves de l'école nationale de la France d'outre-mer reconnus aptes après un stage probatoire outre-mer. Ce stage doit être accompli dans un service de l'inspection du travail et des lois sociales.

Les élèves inspecteurs sont nommés en qualité d'inspecteurs de 3^e classe, 1^{er} échelon, à compter de la veille de leur départ pour leur territoire d'affectation ou du jour de leur prise de service dans la métropole.

CHAPITRE III.

Avancement.

ART. 7. — Les avancements de classe et de grade se font exclusivement au choix.

Pour les avancements d'échelon, la durée moyenne du temps normalement passé dans chaque échelon est de deux ans. Cette durée peut être réduite à dix-huit mois dans les conditions prévues par le décret susvisé du 31 mars 1953.

Le temps passé en qualité d'inspecteur de 3^e classe, 1^{er} échelon, est au minimum d'une année et ne peut être réduit. Il peut être augmenté pour les fonctionnaires dont les notes professionnelles seraient insuffisantes.

ART. 8. — Peuvent seuls être promus :

A la 2^e classe du grade d'inspecteur, les inspecteurs de 3^e classe qui ont accompli une année de service à l'échelon le plus élevé de cette classe et comptent trois ans de service effectif outre-mer dans le corps, dont dix-huit mois dans une inspection territoriale, provinciale, interrégionale ou régionale du travail et des lois sociales;

A la 1^{re} classe du grade d'inspecteur, les inspecteurs de 2^e classe qui ont accompli une année de service à l'échelon le plus élevé de cette classe et comptent cinq ans de service effectif outre-mer dans le corps, dont trente mois comme inspecteur territorial, provincial, interrégional ou régional du travail et des lois sociales;

A la classe exceptionnelle, les inspecteurs de 1^{re} classe comptant deux ans de service à l'échelon le plus élevé de cette classe.

Peuvent seuls être nommés inspecteurs généraux :

Les inspecteurs de classe exceptionnelle sans conditions d'ancienneté dans ladite classe ou les inspecteurs de 1^{re} classe ayant accompli deux ans de service à l'échelon le plus élevé. Ces inspecteurs doivent avoir rempli pendant deux ans au moins les fonctions d'inspecteur territorial ou d'inspecteur provincial ou celles d'adjoint à un inspecteur général.

Peuvent seuls être promus :

A la 2^e classe du grade d'inspecteur général, les inspecteurs généraux de 3^e classe qui ont accompli deux ans de service dans cette classe;

A la première classe du grade d'inspecteur général, les inspecteurs généraux de 2^e classe qui ont accompli deux ans de service dans cette classe.

CHAPITRE IV.

Dispositions spéciales et transitoires.

ART. 9. — Les services accomplis outre-mer dans le corps des administrateurs de la France d'outre-mer entrent en ligne de compte pour le calcul de la durée de service effectif outre-mer visée aux deux premiers alinéas de l'article 8 dans les mêmes conditions que ceux accomplis dans le corps des inspecteurs du travail et des lois sociales de la France d'outre-mer.

A titre exceptionnel et pendant une période venant à expiration du 1^{er} janvier 1958, les inspecteurs du travail et des lois sociales qui ont été maintenus en affectation au département en raison des nécessités de service sont dispensés, dans la limite maximum d'un an pour les inspecteurs de 3^e classe et de deux ans pour les inspecteurs de 2^e classe, de la condition de service effectif outre-mer prévue aux premier et deuxième alinéas de l'article 8.

Egalement à titre transitoire et pendant le même délai, ne sont pas applicables les dispositions des premier et deuxième alinéas de l'article 8 ci-dessus concernant les durées de services de dix-huit mois et trente mois qui doivent être accomplis dans une inspection territoriale, provinciale, interrégionale ou régionale.

ART. 10. — Sauf le cas où il sera fait application aux intéressés des dispositions prévues par l'article 2, 1^o, du décret du 9 août 1953 susvisé, la limite d'âge des inspecteurs généraux, des inspecteurs de classe exceptionnelle et de 1^{re} classe et celle des autres fonctionnaires du corps est respectivement celle des gouverneurs de la France d'outre-mer, celle des administrateurs en chef et celle des administrateurs de la France d'outre-mer.

ART. 11. — Les inspecteurs du travail et des lois sociales de la France d'outre-mer sont reclassés dans le nouveau cadre à l'échelon affecté d'un indice égal à celui dont ils bénéficient antérieurement. Ils conservent l'ancienneté qu'ils avaient acquise dans l'ancien échelon.

Toutefois les inspecteurs principaux de 1^{re} classe sont reclassés selon le tableau ci-après :

Inspecteur principal de 1 ^{re} classe avant trois ans.	Inspecteur de 1 ^{re} classe, 1 ^{er} échelon, ancienneté d'échelon conservée.
Inspecteur principal de 1 ^{re} classe après trois ans.	Inspecteur de 1 ^{re} classe, 2 ^e échelon; ancienneté d'échelon conservée avec maximum d'un an.
Inspecteur principal de 1 ^{re} classe après six ans.	Inspecteur de 1 ^{re} classe, 3 ^e échelon; sans ancienneté d'échelon.

Inspecteur principal de 1^{re} classe, 1^{re} classe après huit ans.

Inspecteur de 1^{re} classe, 3^e échelon, ancienneté d'échelon conservée.

Les inspecteurs principaux de 2^e classe comptant au moins six ans d'ancienneté dans cette classe sont reclassés comme inspecteur de 2^e classe, 3^e échelon, avec une ancienneté dans cet échelon prenant effet à la date à laquelle ils avaient atteint l'indice correspondant dans leur ancien cadre.

Les inspecteurs de 1^{re} classe de l'ancien cadre comptant deux ans d'ancienneté dans l'échelon après trois ans sont reclassés inspecteur de 3^e classe, 4^e échelon, avec une ancienneté dans cet échelon prenant effet à la date à laquelle ils avaient atteint l'indice correspondant dans leur ancien cadre.

ART. 12. — A titre exceptionnel, pourront être promus pendant un délai de deux ans :

Inspecteur de 2^e classe, les inspecteurs de 3^e classe justifiant de l'appartenance au 4^e échelon et de neuf années de service dans les cadres des inspecteurs du travail aux colonies ou des administrateurs des colonies ou des services civils de l'Indochine;

A la classe exceptionnelle, les inspecteurs de 1^{re} classe comptant un an d'ancienneté dans le 3^e échelon de cette classe.

En outre, les dispositions de l'article 8 ci-dessus ne sont pas opposables aux inspecteurs qui, à la date d'application du présent décret, remplissent les conditions requises par le décret du 17 août 1944 pour être nommés au grade supérieur ou promus à la classe supérieure.

ART. 13. — A titre exceptionnel, les administrateurs de la France d'outre-mer et les administrateurs civils remplissant les conditions requises des candidats à l'école nationale d'administration par les alinéas 1 à 5 de l'article 5 de l'arrêté du 30 juillet 1953 et qui, entre le 1^{er} janvier 1950 et la date de publication du présent décret, ont exercé pendant deux ans au moins, et à titre principal, les fonctions d'inspecteur du travail et des lois sociales outre-mer ou dans un service du département de la France d'outre-mer, pourront demander à être intégrés dans le corps des inspecteurs du travail et des lois sociales de la France d'outre-mer à égalité d'indice.

Cette demande devra être formulée avant le 1^{er} janvier 1958.

Ces fonctionnaires conservent le bénéfice de l'ancienneté de service acquise dans leur cadre d'origine et, le cas échéant, celui de l'inscription au tableau d'avancement.

ART. 14. — La période de stage accomplie par les inspecteurs recrutés conformément aux dispositions des articles 12 et 13 du décret du 17 août 1944, qui, pour le temps passé outre-mer, est considérée comme service outre-mer au regard des conditions d'avancement, entre en compte pour une année au plus dans le calcul de l'ancienneté exigée des inspecteurs de 3^e classe, 1^{er} échelon, pour être promus au 2^e échelon de leur classe.

ART. 15. — Le nombre d'inspecteurs du travail et des lois sociales placés en position de détachement

de longue durée ou en disponibilité ne peut excéder 20 p. 100 de l'effectif total du corps. Toutefois, ne sont pas compris dans ce pourcentage les inspecteurs détachés auprès d'un Etat associé ou dans un emploi relevant du ministère de la France d'outre-mer ou pour exercer une fonction publique élective ou un mandat syndical.

ART. 16. — Sont abrogées les dispositions contraires au présent règlement, et notamment les dispositions contraires du décret modifié du 17 août 1944.

ART. 17. — Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat aux finances et aux affaires économiques et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 29 décembre 1955.

Edgar FAURE.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,
Pierre-Henri TEITGEN.

Le ministre des finances,
et des affaires économiques,
Pierre RUFFIN.

Le secrétaire d'Etat aux finances
et aux affaires économiques,
Gilbert-JULES.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
Jean MÉDECIN.

Production agricole

ARRETE N° 1044-55/C. du 28 décembre 1955 promulguant au Togo l'arrêté ministériel du 9 décembre 1955.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo l'arrêté ministériel du 9 décembre 1955 portant modification des statuts de la société d'Etat dite Bureau d'études pour le développement de la production agricole dans les territoires d'outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 28 décembre 1955.

J. BÉRARD.

ARRETE ministériel du 9 décembre 1955 portant modification des statuts de la société d'Etat dite Bureau d'études pour le développement de la production agricole dans les territoires d'outre-mer.

Le ministre de la France d'outre-mer;

Vu la loi du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution des plans d'équipement et de développement des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu l'arrêté du 29 avril 1950 portant création du Bureau d'études pour le développement de la production agricole dans les territoires d'outre-mer,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les statuts de la société d'Etat dite Bureau d'études pour le développement de la production agricole dans les territoires d'outre-mer sont modifiés ainsi qu'il suit :

Article Premier. — Remplacer « Bureau d'études pour le développement de la production agricole dans les territoires d'outre-mer » par « Bureau pour le développement de la production agricole d'outre-mer ».

« Art. 2. — Le Bureau pour le développement de la production agricole outre-mer a pour objet général d'effectuer toutes études et toutes opérations tendant à l'aménagement et au développement de la production végétale et animale et à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales des territoires d'outre-mer.

« A cet effet, il pourra notamment :

« 1° Participer à la mise en place d'organismes d'action rurale et coopérer à leur activité;

« 2° Etudier des projets de développement agricole nécessitant en particulier d'installation de nouveaux exploitants et participer à leur exécution.

« En outre, il pourra prêter son concours pour des opérations de même nature que son objet à toutes collectivités ou à tous organismes, français ou étrangers; publics ou privés. Chacune des actions particulières confiées au B.D.P.A. devra faire l'objet d'une convention spéciale, approuvée par le ministre de la France d'outre-mer. L'exécution de chacune des conventions spéciales pourra être suivie par un comité *ad hoc* ».

« Art. 6. — Le B.D.P.A. est géré par un conseil d'administration de onze à quatorze membres, qui comprend :

« Le directeur de l'agriculture, de l'élevage et des forêts au ministère de la France d'outre-mer.

« Un représentant du directeur du contrôle au ministère de la France d'outre-mer désigné par le ministre.

« Un représentant du directeur des affaires économiques et du plan au ministère de la France d'outre-mer désigné par le ministre.

« Un représentant du directeur des affaires politiques au ministère de la France d'outre-mer désigné par le ministre.

« Un représentant de l'O. R. S. T. O. M. désigné par le ministre de la France d'outre-mer.

« Un représentant du ministre des finances.

« Un représentant du ministre chargé des affaires économiques.

« Un représentant du ministre de l'agriculture.

« Un représentant de la caisse centrale de la France d'outre-mer.

« Un représentant du commissariat général au plan.

« Deux à quatre personnalités désignées en raison de leur compétence, par le ministre de la France d'outre-mer.

« Lorsque le conseil d'administration délibère sur les opérations faisant l'objet du dernier alinéa de l'article 2, il s'adjoint un représentant de chacun des ministres intéressés, qui ne seraient pas déjà représentés au conseil.

« Ces représentants ont voix délibérante.

« Les administrateurs sont nommés par décision du ministre de la France d'outre-mer.

« Art. 6 bis. — Le conseil d'administration est présidé par le directeur de l'agriculture, de l'élevage et des forêts au ministère de la France d'outre-mer.

« En cas de vacance, le conseil désigne le président parmi les administrateurs pendant la durée de cette vacance sous réserve de l'agrément du ministre de la France d'outre-mer.

« Le conseil se réunit sur convocation du président aussi souvent qu'il est nécessaire pour statuer sur les mesures qui lui sont soumises.

« Art. 7. — Le président du conseil d'administration assume la responsabilité générale de l'activité du bureau. Il est assisté d'un directeur général nommé sur sa proposition par le conseil et agréé par le ministre de la France d'outre-mer. Le directeur général assure, sous l'autorité et le contrôle du président du conseil d'administration, le fonctionnement des services du bureau. Il est responsable de l'exécution des décisions du conseil qui fixe ses pouvoirs.

« Dans le cas où le président se trouve empêché d'exercer ses fonctions, il peut déléguer tout ou partie de celles-ci à un administrateur. Cette délégation, toujours renouvelable, est donnée pour une durée limitée.

« Si le président est dans l'incapacité temporaire d'effectuer cette délégation, le conseil peut y procéder d'office dans les mêmes conditions.

« Le conseil d'administration délègue, notamment pour l'exécution de ses propres décisions, tous pouvoirs avec faculté de substitution.

« Les émoluments du directeur général et l'indemnité de fonction du président sont fixés, sur proposition du conseil d'administration, par le ministre de la France d'outre-mer.

« Les administrateurs peuvent se voir attribuer des jetons de présence dont le montant est fixé par le conseil d'administration avec l'approbation du ministre de la France d'outre-mer ».

Art. 8. — Deuxième alinéa à modifier comme suit :

« Le conseil délibère valablement lorsque la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés... ».

(Le reste de l'article sans changement.)

Art. 10. — Modifier comme suit :

« 2° Il peut créer des comités spécialisés pour telle action particulière; notamment pour l'application des conventions prévues à l'article 2, dernier alinéa.

« Il peut déléguer à ces comités les pouvoirs nécessaires pour l'exécution des sections particulières prévues par ces conventions.

« Il peut, en accord avec les chefs de territoire intéressés, susciter la création locale de comités techniques consultatifs chargés de suivre les opérations engagées par le B.D.P.A. dans ces territoires.

« Il détermine les avantages de toute nature attribués aux personnes chargées par lui de fonctions ou de missions.

« 4° Il approuve l'inventaire; le bilan; les comptes de profits et pertes de la société. Pour ce faire, il évalue les créances, valeurs mobilières et immobilières composant l'actif social. Il fixe toute dépréciation. Il fait tous amortissements et toutes provisions, de la manière qu'il juge le plus convenable.

« 6° Il peut déléguer ses pouvoirs pour des objets déterminés, même à titre permanent ».

« Art. 11. — Les membres du conseil qui, en cours de fonctions, cessent de représenter la personne morale ou l'organisme sur la présentation desquels ils ont été désignés, doivent être remplacés.

Les fonctions d'un administrateur peuvent encore prendre fin en cours de mandat soit par suite de démission, soit sur demande de remplacement émanant de la personne morale ou de l'organisme qui l'avait proposé, soit en cas de dissolution.

Art. 11 bis. — Il est créé au sein du B.D.P.A.; un comité de direction dont le président du B.D.P.A. assure la présidence et qui comprend en outre :

« Le représentant de la direction des affaires économiques et du plan au conseil d'administration;

« Le représentant du ministre chargé des affaires économiques au conseil d'administration;

« Le représentant de la caisse centrale de la France d'outre-mer au conseil d'administration;

« L'une des quatre personnalités, membres du conseil; choisies par celui-ci.

« Le conseil d'administration délègue au comité de direction les pouvoirs qu'il juge utiles.

« Art. 18. — En cas de dissolution du bureau; la réalisation de l'actif et le règlement du passif sont poursuivies conformément au droit des sociétés commerciales.

« La dévolution de l'actif sera réglée par décision du ministre de la France d'outre-mer ».

Art. 9, 12 et 14. — Remplacer : « le directeur » par : « le directeur général ».

ART. 2. — A titre transitoire, les activités actuelles du B.D.P.A. en matière de migration seront poursuivies dans le cadre d'une section spéciale de cet organisme, section placée sous l'autorité d'un administrateur désigné, sur proposition du conseil d'administration, par le ministre de la France d'outre-mer.

ART. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 9 décembre 1955.

Pierre-Henri TEITGEN.

Douanes

ARRETE N° 1066-55/SD. du 30 décembre 1955 promulguant au Togo l'arrêté interministériel du 20 décembre 1955 fixant au 1^{er} janvier 1956 la date d'application de la Délibération N° 24/ATT. du 12 juillet 1955 instituant une surtaxe d'entrée sur certaines boissons alcooliques.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration pour l'application de la loi du 16 avril 1955 précitée;

Vu le décret n° 55-486 du 30 avril 1955, relatif à diverses dispositions d'ordre financier;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté n° 933-55/SD. du 24 novembre 1955, rendant exécutoire la délibération n° 24/ATT. du 12 juillet 1955, instituant une surtaxe d'entrée sur certaines boissons alcooliques;

Vu l'arrêté interministériel du 20 décembre 1955, fixant au 1^{er} janvier 1956 la date d'application de la délibération n° 24/ATT. du 12 juillet 1955 instituant une surtaxe d'entrée sur certaines boissons alcooliques;

Vu le télégramme ministériel n° 50.155/AE. du 23 décembre 1955;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo l'arrêté interministériel du 20 décembre 1955, fixant au 1^{er} janvier 1956 la date d'application de la surtaxe d'entrée sur certaines boissons alcooliques, instituée par la Délibération de l'Assemblée Territoriale du Togo N° 24/ATT. du 12 juillet 1955.

ART. 2. — Le Directeur des Finances et le Chef du Service des Douanes sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui, vu l'urgence, sera rendu applicable par voie

d'affichage dans tous les bureaux des Cercles et Subdivisions et dans tous les bureaux ou postes de douane du Togo.

Lomé, le 30 décembre 1955.

J. BÉRARD.

ARRETE interministériel du 20 décembre 1955 fixant les dates de la cessation de la perception de la surtaxe supplémentaire sur les boissons visées au paragraphe II de l'article 1^{er} de la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953.

BOISSONS A DESTINATION DU TOGO

Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de la France d'outre-mer et le secrétaire d'Etat au finances et aux affaires économiques,

Vu la loi n° 53-611 du 11 juillet 1953 portant redressement économique et financier;

Vu l'article 29 du décret n° 55-466 du 30 avril 1955 relatif à diverses dispositions d'ordre financier;

Vu la délibération n° 24 du 12 juillet 1955 de l'Assemblée territoriale du Togo instituant une surtaxe à l'entrée sur les boissons soumises au régime fiscal de l'alcool,

ARRETENT :

ARTICLE PREMIER. — Les surtaxes supplémentaires prévues au paragraphe IV de la loi susvisée n° 53-611 du 11 juillet 1953 cesseront d'être perçues dans la métropole et les départements d'outre-mer à compter du 1^{er} janvier 1956, lorsque les boissons visées audit paragraphe de la loi seront exportées à destination directe du Togo, pour la mise à la consommation locale.

ART. 2. — La surtaxe fixée par la délibération n° 24 du 12 juillet 1955 de l'Assemblée territoriale du Togo sur les boissons soumises au régime fiscal de l'alcool sera applicable au Togo à partir de la date précitée du 1^{er} janvier 1956, fixée à l'article 1^{er}.

Toutefois, en ce qui concerne les marchandises en cours d'expédition à la date du 1^{er} janvier 1956, la surtaxe instituée par la délibération n° 24 du 12 juillet 1955 de l'Assemblée territoriale du Togo ne sera pas appliquée si l'importateur justifie du paiement dans la métropole ou dans les départements d'outre-mer de la surtaxe supplémentaire prévue par le paragraphe IV de l'article 1^{er} de la loi du 11 juillet 1953; si aucune justification du paiement de cette surtaxe supplémentaire n'est apportée, la surtaxe instituée au Togo par la délibération n° 24 du 12 juillet 1955 sera applicable à l'entrée au Togo.

ART. 3. — Le directeur général des douanes et droits indirects et le commissaire de la République au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* du Togo.

Fait à Paris, le 20 décembre 1955.

Le ministre de la France d'outre-mer)

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,
Adolphe TOUFFAIT.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Pour le Ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,

Pierre BESSE.

*Le secrétaire d'Etat aux finances
et aux affaires économiques*

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le directeur du cabinet,

Martial-SIMON.

Enseignement

ARRETE N° 1072-55/C. du 31 décembre 1955 promulguant au Togo l'arrêté ministériel du 20 décembre 1955.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo l'arrêté ministériel du 20 décembre 1955 portant création d'une commission de la jeunesse dans les territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 31 décembre 1955.

J. BÉRARD.

ARRETE ministériel du 20 décembre 1955 portant création d'une commission de la jeunesse dans les territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer.

Le ministre de la France d'outre-mer,

Vu le décret n° 55-814 du 22 juin 1955 relatif aux commissions ministérielles de la jeunesse;

Vu l'arrêté n° 1474 Cam portant constitution de la commission de la jeunesse au ministère de la France d'outre-mer,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé dans chaque territoire relevant du ministre de la France d'outre-mer une commission chargée de l'examen des problèmes susceptibles d'intéresser la jeunesse.

Cette commission, présidée par le chef de territoire ou son représentant, comprend au maximum dix membres choisis tant parmi les fonctionnaires que parmi les personnalités et membres d'organisations, mouvements ou institutions de jeunesse, spécialement qualifiés pour l'examen des problèmes visés à l'alinéa précédent.

ART. 2. — La composition et le mode de fonctionnement de chaque commission territoriale de la jeunesse sont fixés par arrêté du chef de territoire.

Les membres de la commission sont nommés dans la même forme.

Chaque commission tient la commission de la jeunesse du ministère de la France d'outre-mer régulièrement informée de ses travaux et lui présente périodiquement un rapport sur ses activités.

ART. 3. — Les chefs de territoires ou groupes de territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 20 décembre 1955.

Pierre-Henri TEITGEN.

Propagande électorale

ARRETE N° 1073-55/C. du 31 décembre 1955 promulguant au Togo le décret n° 55-1668 du 23 décembre 1955.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi n° 51-586 du 23 mai 1951 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, promulguée au Togo le 26 mai 1951;

Vu le décret n° 52-531 du 10 mai 1952, promulgué au Togo le 17 mai 1952;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 55-1668 du 23 décembre 1955 modifiant le décret n° 52-531 du 10 mai 1952 fixant, dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, les modalités de remboursement par l'Etat des frais de propagande électorale pour les élections à l'Assemblée nationale.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 31 décembre 1955.

J. BÉRARD.

DECRET N° 55-1668 du 23 décembre 1955 modifiant le décret n° 52-531 du 10 mai 1952 fixant, dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, les modalités de remboursement par l'Etat des frais de propagande électorale pour les élections à l'Assemblée nationale.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre de la France d'outre-mer,

Vu la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée nationale, ensemble le décret n° 46-2189 du 9 octobre 1946 pris pour son application;

Vu la loi n° 51-586 du 23 mai 1951 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, et notamment son article 12;

Vu le décret n° 51-596 du 24 mai 1951 fixant, en ce qui concerne la propagande électorale, les modalités d'application de l'article 12 de la loi du 23 mai 1951;

Vu le décret n° 52-531 du 10 mai 1952 fixant, dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, les modalités de remboursement par l'Etat des frais de propagande électorale pour les élections à l'Assemblée nationale;

Le conseil d'Etat, section des finances, entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau, annexé au décret susvisé du 10 mai 1952, des quantités d'essence attribuées à chaque candidat ou liste de candidats dans les circonscriptions électorales déterminées par la loi du 23 mai 1951, est modifié comme suit :

CIRCONSCRIPTIONS	COLLÈGES	QUANTITÉS EN LITRES attribuées à chaque candi- dat ou liste de candidats.
Sénégal	Collège unique.	1.400
Guinée	Idem	2.200
Côte d'Ivoire	Idem	2.100
Dahomey	Idem	1.000
Soudan	Idem	4.200
Haute-Volta	Idem	2.800
Niger	Idem	2.400
Cameroun :		
1 ^{re} circonscription	Collège des ci- toyens de sta- tut personnel.	900
2 ^e circonscription.	Idem	600
3 ^e circonscription.	Idem	700
Ensemble du ter- ritoire.	Collège des ci- toyens de sta- tut français .	1.000
Tchad	Collège des ci- toyens de sta- tut personnel.	2.400
Madagascar :		
1 ^{re} circonscription (centre).	Collège des ci- toyens de sta- tut personnel.	800
2 ^e circonscription. (Est).	Idem	1.000

(Le reste sans changement).

ART. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre de la France d'outre-mer

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et aux *Journaux officiels* des territoires d'outre-mer et des territoires sous tutelle et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 23 décembre 1955.

Edgar FAURE.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,

Pierre-Henri TEITGEN.

Le ministre des finances et des affaires économiques;

Pierre PFLIMLIN.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Budget Local

ARRETE N° 1000-55/F. du 8 décembre 1955 rendant exécutoire la délibération n° 45/ATT. du 9 décembre 1955 donnant délégation à la Commission Permanente pour examiner le Compte Administratif de l'Exercice 1954.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER;

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative au Togo;

Vu la loi n° 52-130 du 6 février 1952, relative à la formation des Assemblées de groupes et des Assemblées locales;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des territoires d'outre-mer et les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu la loi n° 54-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1955 précitées;

Vu la délibération n° 45/ATT. du 9 décembre 1955;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

Sous réserve des dispositions de l'article 35 du décret du 25 octobre 1946;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire la délibération n° 45/ATT. du 9 décembre 1955 donnant délégation à la Commission Permanente pour examiner le Compte Administratif de l'Exercice 1954.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 8 décembre 1955

*Pour le Commissaire de la République au Togo et
par délégation*

Le Secrétaire Général

J. RIGAL

DELIBERATION N° 45/ATT. du 9 décembre 1955
donnant délégation à la Commission Permanente pour examiner le Compte Administratif de l'Exercice 1954.

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative au Togo;

Vu la loi n° 52-130 du 6 février 1952, relative à la formation des Assemblées de groupes et des Assemblées locales;

Délibérant conformément aux dispositions du décret du 25 octobre 1946 portant création de l'Assemblée représentative;

Vu le rapport de présentation n° 103/AD/F. du 26 novembre 1955 d'un projet de délibération donnant délégation à la Commission Permanente pour examiner le Compte administratif du Budget local pour l'exercice 1954;

A adopté dans sa séance du 9 décembre 1955 les dispositions dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE — L'Assemblée Territoriale donne délégation expresse et spéciale à sa Commission Permanente pour examiner et arrêter le Compte Administratif du Budget Local pour l'exercice 1954.

Fait et délibéré en séance publique à Lomé, le 9 décembre 1955.

Le Président de l'A.T.T.,
Dermann AYEVA.

Le Secrétaire,
Lazarus LAWSON.

ARRETE N° 1000 bis 55/F. du 8 décembre 1955
rendant exécutoire la délibération n° 55/ATT. du 9 décembre 1955 portant ouverture de crédits supplémentaires au Budget Local, exercice 1955.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative au Togo;

Vu la loi n° 52-130 du 6 février 1952, relative à la formation des Assemblées de groupes et des Assemblées locales;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des territoires d'outre-mer et les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1955 précitée;

Vu la délibération n° 55/ATT. du 9 décembre 1955 portant ouverture de crédits supplémentaires au Budget local — Exercice 1955;

Le conseil de Gouvernement entendu;

Sous réserve des dispositions de l'article 35 du décret du 25 octobre 1946;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire la délibération n° 55/ATT. du 9 décembre 1955 portant ouverture de crédits supplémentaires au Budget Local, exercice 1955.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 8 décembre 1955

Pour le Commissaire de la République au Togo et
par délégation
Le Secrétaire Général
J. RIGAL

DELIBERATION N° 55/ATT. du 9 décembre 1955
portant ouverture de crédits supplémentaires au Budget Local, exercice 1955.

L'Assemblée Territoriale du Togo,

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative au Togo;

Vu la loi n° 52-130 du 6 février 1952, relative à la formation des Assemblées de groupes et des Assemblées locales;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des territoires d'outre-mer et les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu la loi 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1955 précitée;

Vu le rapport de présentation n° 113/AD/F. du 8 décembre 1955 du Commissaire de la République au Togo;

Délibérant en matière budgétaire conformément aux articles 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46 et 47 du décret du 25 octobre 1946;

Sous réserve des prescriptions de l'article 35 du décret du 25 octobre 1946 précité;

A adopté dans sa séance du 9 décembre 1955, les dispositions dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Sont ouverts au chapitres et articles du Budget Local, exercice 1955, les crédits supplémentaires suivants :

CHAPITRE IV — Représentations Parlementaires et Assemblée Territoriale

Article 1 — Assemblée Territoriale — Dépenses de Matériel 6.000.000

CHAPITRE XXVI — Dépenses communes de matériel

Article 7 — Fournitures de bureau, imprimé etc... 1.000.000

CHAPITRE XXIX — Entretien et réparation des bâtiments

Article 3 — Grosses réparations sur les ressources du Budget local

Paragraphe 2 — Entretien à usage d'habitation du chef-lieu 1.600.000

Total des crédits ouverts 8.600.000

ART. 2. — Cette ouverture de crédits supplémentaires sera gagée par une augmentation des recettes du même budget aux chapitres, articles et paragraphes suivants :

CHAPITRE I — Impôts directs.

Article 2 — Impôts proportionnels et progressifs sur le revenu

Paragraphe 5 — Impôt Général sur le revenu 7.600.000

CHAPITRE II — Impôts indirects.

Article 4 — Taxes de recherches et de conditionnement 1.000.000

Total des augmentations de recettes 8.600.000

Fait et délibéré en séance publique à Lomé, le 9 décembre 1955.

Le Président de l'A.T.T.
D. AYÉVA.

Le Secrétaire,
L. LAWSON.

ARRETE N° 1060-55/F. du 29 décembre 1955 portant prorogation des crédits, exercice 1955.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 précitée;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des territoires d'outre-mer, ensemble les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 1055-54/F. du 9 décembre 1954 rendant exécutoire la délibération n° 62/ATT. du 26 novembre 1954 arrêtant le budget local du Togo pour l'exercice 1955;

Vu les demandes du Chef du Service des Travaux Publics et des Commandants des Cercles;

Sur la proposition du Directeur des Finances, Ordonnateur-Délégué;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est prorogé jusqu'au 28 février 1956, la période pendant laquelle pourront se régler les dépenses afférentes aux travaux ci-après désignés :

Budget de Fonctionnement

Chap. 29 Art. 3 Parag. 1 — Aménagement bâtiment n° 24.

Chap. 29 Art. 3 Parag. 2 — Aménagement de 2 logements à l'ancien pavillon des contagieux.

Chap. 30 Art. 2 Parag. — Travaux de routes d'intérêt local sur les ressources de la taxe de Circonscription dans les subdivisions de Lomé et de Kandé.

Budget d'Équipement et d'investissement

Titre 2 Sect. 3 Parag. 1 a — Construction d'un tennis de compétition. Aménagement central automatique. Construction d'une cuisine à l'hôtel des Délégués.

Aménagement ancienne maternité.

Aménagement logement économe Lycée Bonnetcarrière.

Exécution leviers topographiques de Lama-Kara.

Construction 2 nouveaux pavillons d'hospitalisation à Sokodé.

Construction logements Douanes à Kpadapé.

Construction dispensaire Badou.

Construction campement et logement des médecins à Mango.

Construction bureaux Cercle à Dapango.

Titre 2 Sect. 3 Parag. 2 — Construction logement Ecole Normale Atakpamé.

Achèvement logement Ingénieur T.P. à Atakpamé.

Titre 4 Sect. 7 — Ouvrages entrepris sur les fonds de la taxe de Circonscription dans les subdivisions de Lomé et Kandé et dans le Cercle de Lama-Kara.

Travaux électrification et construction logement adjoint à Dapango.

ART. 2. — L'Ordonnateur-Délégué, le chef de Service des Travaux Publics, le Trésorier-Payeur et les chefs de circonscription intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 29 décembre 1955.

Pour le Commissaire de la République au Togo et par délégation

Le Secrétaire Général

J. RIGAL

Frais de représentation

ARRETE N° 1025-55/F. du 23 décembre 1955 fixant le montant de l'indemnité de frais de représentation allouée au Président de l'Assemblée Territoriale du Togo.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955, relative aux institutions territoriales et régionales du Togo notamment son article 67;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi précitée;

Vu la délibération n° 33/ATT. en date du 25 novembre 1955 rendue exécutoire par arrêté n° 1002-55/F. du 10 décembre 1955;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'indemnité de frais de représentation allouée au Président de l'Assemblée Territoriale du Togo est fixée à Deux Cent Quarante Mille Francs (240.000) l'an. Cette indemnité sera payée mensuellement.

ART. 2. — Le présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera, aura effet pour compter du 16 avril 1955.

Lomé, le 23 décembre 1955.

*Pour le Commissaire de la République au Togo
en tournée.*

*Le Secrétaire Général
Chargé des Affaires Courantes
J. RIGAL*

Enseignement

ARRETE N° 1028-55/IA. du 26 décembre 1955 autorisant l'ouverture de classe et d'écoles de la Mission Catholique.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1955 précitée;

Vu l'arrêté n° 653/E. du 30 novembre 1943 portant réorganisation de l'Enseignement privé au Togo;

Vu l'avis favorable du Directeur de l'Enseignement au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La Mission Catholique est autorisée à ouvrir les écoles ou classes ci-après désignées et ouvrant droit à subvention :

1° — une école ménagère supplémentaire à une classe

pour compter du 1^{er} décembre 1955 à Sokodé

ART. 2. — La Mission Catholique est autorisée à ouvrir les écoles ou classes ci-après désignées mais n'ouvrant pas droit à subvention :

1° — une école supplémentaire du 1^{er} degré à une classe

pour compter du 1^{er} décembre 1955 à Kodjoviakopé (Cercle de Lomé).

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 26 décembre 1955.

J. BÉRARD.

Réseau des CFT et Wharf

ARRETE N° 1029-55/CFT du 26 décembre 1955 portant modification de certaines dispositions de l'arrêté n° 940-54/ITLS du 14 octobre 1954, fixant les conditions d'adaptation de la Convention Collective Ferroviaire, en vigueur à la Régie des Chemins de Fer de l'A.O.F. aux agents non Fonctionnaires du Chemin de Fer du Togo.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un code de Travail dans les Territoires d'outre-mer et Territoires Associés relevant du ministère de la France d'outre-mer, promulguée au Togo par arrêté n° 947-52/Cab. du 24 décembre 1952 et ses arrêtés d'application au Territoire;

Vu l'arrêté n° 940-54/ITLS. du 14 octobre 1954, fixant les conditions d'adaptation de la convention collective ferroviaire, en vigueur à la Régie des Chemins de Fer de l'A.O.F. aux agents non fonctionnaires du Chemin de Fer du Togo et les textes modificatifs subséquents;

Sur la proposition du Directeur du Réseau des Chemins de Fer et du Wharf du Togo et de l'Inspecteur du Travail et des lois sociales;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'Annexe I — Catégorie d'emploi — Tableau II Personnel des Chantiers — Ateliers et Assimilés — est complétée par l'inscription des Dockers à l'échelle C — Wharf.

ART. 2. — L'Annexe III — Tableau I — tableau des salaires horaires est complétée par l'indication, aux observations inscrites en dessous des échelles A B C « Les Dockers peuvent être nommés à C après 5 ans d'ancienneté. »

ART. 3. — Le présent arrêté qui aura effet pour compter du 1^{er} octobre 1955 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 décembre 1955.

J. BÉRARD.

ANNEXE III — TABLEAU I

Tableau des salaires horaires (Barème de 45 H. par semaine).
Dans le montant des salaires, il a été décompté la majoration d'ancienneté.

ECHELLES — ECHELONS	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Ancienneté	Début	ap. 2a	ap. 4a ½	ap. 7a	ap. 9a ½	ap. 12a	ap. 15a	ap. 18a ½	ap. 22a
A	20,90	21,40	21,90	22,40	22,90	23,40	23,90	24,40	24,90
B	23,00	24,00	24,60	25,20	25,80	26,40	27,00	27,60	28,20
C	27,50	28,50	29,20	29,90	30,60	31,30	32,00	32,70	33,40

Le passage des Echelles A à B et B à C est au choix avec minimum d'ancienneté de deux ans — L'accès à l'échelle D est soumis à un examen professionnel — Les agents stagiaires recrutés à l'échelle C seront nommés à l'échelle D s'ils sont confirmés dans leur emploi à la fin du stage — Les Dockers seront nommés à l'échelle C après 5 ans d'ancienneté de service.

D 1 ^{re} catégorie	29,10	30,20	31,30	32,40	33,50	34,60	35,70	36,80	37,90
E 2 ^e catégorie	35,20	36,30	37,40	38,50	39,60	40,70	41,80	42,90	44,00

Le passage de l'échelle D à E est au choix avec minimum d'ancienneté de deux ans — L'accès à l'échelle F est soumis à un examen portant sur les connaissances générales et un essai professionnel.

F 3 ^e catégorie	44,00	45,10	46,20	47,30	48,50	49,60	50,80	51,90	53,00
G 4 ^e catégorie	53,00	54,40	55,80	57,20	58,60	60,00	61,40	62,80	64,20
H 5 ^e catégorie	63,00	65,00	67,00	69,00	71,00	73,00	75,00	77,00	79,00

Le passage des échelles F à G et G à H est au grand choix et subordonné au nombre de places disponibles suivant le tableau des emplois.

Dans toutes les échelles d'avancement en échelon est automatique et part du 1^{er} du mois suivant.

Les emplois des échelles hors catégories sont tenus en principe par les agents fonctionnaires appartenant au cadre du C.F.T. et du Wharf.

L'accès à ces emplois ne pourra se faire qu'exceptionnellement soit par voie de nomination dans les cadres après concours, soit par contrat après examen professionnel sur proposition des Chefs de Services.

ARRETE N° 1045-55/CFT. du 28 décembre 1955 portant prorogation de crédits de l'exercice 1955.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française, notamment son titre premier, promulguée dans le Territoire par arrêté n° 436-55/C. du 24 avril 1955;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 susvisée;

Vu l'article 65 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est prorogée jusqu'au dernier février 1956 la période d'exécution des travaux ci-après désignés n'ayant pu être terminés avant le 31 décembre 1955 :

Budget Annexe du Chemin de Fer et du Wharf

Chap. 4 — Art. 1 — Parag. 3 et 4;

Achèvement réparations courbes et dégâts d'hivernage.

Ligne du centre.

Chap. 4 Art. 1 parag. 5 :

Achèvement des ouvrages d'Art — Lignes du centre et de Palimé.

ART. 2. — Le Directeur du Réseau des Chemins de fer et du Wharf, Ordonnateur Secondaire du Budget Annexe et le Trésorier-Payeur du Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 28 décembre 1955.

Pour le Commissaire de la République et

par délégation

Le Secrétaire Général;

J. RIGAL.

ARRETE N° 1054-55/CFT. du 29 décembre 1955 rendant exécutoire la délibération n° 58/ATT. du 9 décembre 1955 arrêtant le Budget Annexe du Chemin de fer et du Wharf pour l'exercice 1956.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création de l'Assemblée Représentative du Togo notamment son article 38;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française, notamment son titre premier, promulguée dans le Territoire par arrêté n° 436-55/C. du 24 avril 1955;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 susvisée;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des territoires d'outre-mer et les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu la délibération n° 58/ATT. du 9 décembre 1955 arrêtant le Budget Annexe du Chemin de fer et du Wharf du Togo Exercice 1956;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire la délibération n° 58/ATT. du 9 décembre 1955 arrêtant comme suit le Budget Annexe du Chemin de fer et du Wharf du Togo — Exercice 1956 :

Recettes. — Quatre cent neuf millions trois cent trente mille francs : 409.330.000

Dépenses — Quatre cent soixante onze millions sept cent vingt et un mille francs : 471.721.000

soit un Déficit de — Soixante deux millions trois cent quatre vingt onze mille francs : 62.391.000

ART. 2. — La somme de Soixante deux millions trois cent quatre vingt onze mille francs (62.391.000) nécessaire pour réaliser l'équilibre du Budget Annexe du Chemin de fer et du Wharf du Togo, Exercice 1956 sera prélevée sur les ressources du Territoire.

ART. 3. — Le Directeur du Réseau des Chemins de Fer et du Wharf, Ordonnateur Secondaire du Budget Annexe et le Trésorier-Payeur du Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 29 décembre 1955.

J. BÉRARD.

DELIBERATION N° 58/ATT. du 9 décembre 1955 arrêtant le Budget Annexe du Chemin de fer et du Wharf du Togo — Exercice 1956.

L'Assemblée Territoriale du Togo,

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative au Togo;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française, notamment son titre premier, promulguée dans le Territoire par arrêté n° 436-55/C. du 24 avril 1955;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 susvisée;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des territoires d'outre-mer et les actes subséquents qui l'ont modifié;

Délibérant en matière budgétaire conformément aux articles 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46 et 47 du décret du 25 octobre 1946;

Vu le rapport n° 107/AD/CFT. du 15 décembre 1955 du Commissaire de la République au Togo;

A adopté dans sa séance du 9 décembre 1955, sous réserve des prescriptions de l'article 35 du décret du 25 octobre 1946 précité, les dispositions dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Le Budget Annexe du Chemin de fer et du Wharf du Togo pour l'exercice 1956 est arrêté :

en Recettes — à la somme de Quatre Cent neuf Millions Trois Cent Trente Mille Francs. 409.330.000

et en Dépenses — à la somme de Quatre Cent Soixante Onze Millions Sept Cent Vingt et Un Mille Francs . . . 471.721.000

soit un Déficit de — Soixante deux millions trois cent quatre vingt onze mille francs : 62.391.000

ART. 2. — La somme de Soixante deux millions trois cent quatre vingt onze mille francs (62.391.000) nécessaire pour réaliser l'équilibre du Budget Annexe du Chemin de fer et du Wharf du Togo Exercice 1956 sera prélevée sur les ressources du Territoire.

Fait et délibéré en séance publique à Lomé, le 9 décembre 1955.

Pour le Président de l'ATT.
Le vice-Président,

B. PALANGA.

Le Secrétaire,
Lazarus LAWSON.

ARRETE. N° 1055-55/CFT. du 29 décembre 1955
rendant exécutoire la délibération n° 57/ATT. du 9 décembre 1955 portant règlement du compte définitif des recettes et des dépenses du budget annexe du Chemin de fer et du Wharf du Togo Exercice 1954.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR.

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création de l'Assemblée Représentative du Togo notamment son article 38;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française, notamment son titre premier, promulguée dans le Territoire par arrêté n° 436-55/C. du 24 avril 1955;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 susvisée;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer et les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu la délibération n° 57/ATT. du 9 décembre 1955 portant règlement du compte définitif du budget annexe du Chemin de fer et du Wharf — Exercice 1954;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire la délibération n° 57/ATT. du 9 décembre 1955 portant règlement du compte définitif du Budget Annexe du Chemin de fer et du Wharf du Togo — Exercice 1954.

Le Compte définitif est arrêté comme suit :

Recettes. — Trois Cent Cinquante Six Millions Cinq Cent Quatre Mille Six Cent Soixante et Un Francs 356.504.661

Dépenses. — Trois Cent Quatre Vingt Treize Millions Cent Quatre Vingt Quatre Mille Deux Cent Quatre Vingt Sept Francs 393.184.287

Excédent des dépenses. — Trente Six Millions Six Cent Soixante Dix Neuf Mille Six Cent Vingt Six Francs 36.679.626

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 29 décembre 1955.

J. BÉRARD.

DELIBERATION N° 57/ATT. du 9 décembre 1955.

L'Assemblée Territoriale du Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française, notamment son titre premier, promulguée dans le Territoire par arrêté n° 436-55/C. du 24 avril 1955;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 susvisée;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer plus spécialement l'article 267;

Vu l'arrêté interministériel du 2 juillet 1923 instituant un Fonds de roulement, un Fonds de renouvellement et un Fonds de réserve spécial du Service des Voies de pénétration et du Wharf du Togo modifié par l'arrêté n° 321/Cab. du 1^{er} mai 1946 promulguant au Togo l'arrêté interministériel du 14 février 1946 pour compter du 1^{er} janvier 1945;

Vu l'arrêté n° 199 du 10 septembre 1922 réglementant le fonctionnement du Fonds de renouvellement, modifié par l'arrêté n° 229 du 22 avril 1931 et par l'arrêté n° 262 du 24 mai 1932;

Vu la délibération n° 52/ATT. du 14 novembre 1953 arrêtant le Budget Annexe du Chemin de fer et du Wharf pour l'exercice 1954;

Vu le rapport de présentation n° 112/AD/CFT. du 8 décembre 1955 du Commissaire de la République au Togo;

A adopté dans sa séance du 9 décembre 1955, la délibération dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — Les résultats définitifs du Budget Annexe du Chemin de fer et du Wharf exercice 1954 sont fixés en recettes et en dépenses ainsi qu'il suit :

Recettes. — Trois Cent Cinquante Six Millions Cinq Cent Quatre Mille Six Cent Soixante et Un Francs 356.504.661

Dépenses. — Trois Cent Quatre Vingt Treize Millions Cent Quatre Vingt Quatre Mille Deux Cent Quatre Vingt Sept Francs 393.184.287

Excédent des dépenses. — Trente Six Millions Six Cent Soixante Dix Neuf Mille Six Cent Vingt Six Francs 36.679.626

Fait et délibéré en séance publique à Lomé, le 9 décembre 1955.

Le Président de l'A.T.T.;
Dermann AYEVA.

Le Secrétaire;
Lazarus LAWSON.

ARRETE N° 1057-55/CFT. du 29 décembre 1955
accordant prime de rendement.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu l'arrêté n° 147-52/P. du 13 février 1952, fixant le statut général des cadres supérieurs et locaux du Togo;

Vu le procès-verbal du Comité du Réseau en date du 8 décembre 1955;

Sur la proposition du Directeur du Réseau des C.F.T. et Wharf du Togo;

Le Conseil du Gouvernement entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est alloué aux agents en service au Wharf de Lomé dans les conditions ci-après, les primes suivantes :

I. — Prime au tonnage — A — Agents de l'Appontement

ART. 2. — Cette prime est calculée par application à chaque demi-journée de travail effectuée par une équipe au barème suivant par rapport au tonnage fictif T effectué :

To	P	To	P
241 à 260	5.00	301 à 320	25
261 à 280	10.00	321 à 350	35
281 à 300	15.00	au-dessus de 350	50

Le Tonnage fictif To est la somme du Tonnage à l'exportation, du tonnage à l'importation majoré de moitié, du tonnage correspondant au nombre N de passagers manutentionnés — chaque passager comptant pour 0T,100.

$$To = To + Ti \times 1,5 + N \times 0,1$$

ART. 3. — La prime unitaire P étant déterminée comme il est dit ci-dessus, elle est attribuée aux agents suivants, ayant pris part effectivement aux opérations, en la multipliant par un coefficient d'application pour chaque emploi déterminé comme suit :

Adjoint au Chef du Service du Wharf . . .	5
Chef pointeur	2,50
Pointeur	1,50
Maître de manutention	2,00
Second Maître	1,75
Chef d'Equipe	1,50
Manœuvre	1,00
Mécanicien de Grue	1,00
Chauffeur de Grue	0,50

A. — Agents de magasin

ART. 4. — Cette prime est calculée par application à chaque journée de travail effectué par l'Equipe des magasins au barème suivant par rapport au tonnage fictif T effectué pour les marchandises passant effectivement par les magasins du Wharf :

T.	P.
121 à 130	3
131 à 140	10
141 à 150	15
151 à 160	25
161 à 175	35
au-dessus de 175	50

Le tonnage fictif To est la somme du Tonnage à l'exportation du tonnage à l'importation majoré de moitié.

ART. 5. — La prime unitaire P étant déterminée comme il est dit ci-dessus elle est attribuée aux agents suivants ayant pris part effectivement aux opérations en la multipliant par un coefficient d'application pour chaque emploi déterminé comme suit :

Chef Pointeur	2,50
Chef d'Equipe	1,50
Pointeur	1,50
Manœuvre	1

ART. 6. — Tout agent dont le rendement sera notoirement insuffisant sera sanctionné par la suppression d'une fraction plus ou moins élevée de sa prime mensuelle.

II — Prime de voyage

ART. 7. — Il est alloué aux canotiers une prime dite de voyage fixée à 4,00 pour chaque voyage aller et retour effectué par le boat qu'ils montent.

ART. 8. — Il est également alloué au personnel de chaloupe (Patron, mécanicien, chauffeur, etc) une prime de voyage — Cette prime est fixée à 2,00 par boat chargé remorqué.

ART. 9. — La prime de voyage pourra être supprimée partiellement ou en totalité pour toute faute de service.

III — Dispositions diverses

ART. 10. — Le travail en heures supplémentaires éventuellement effectué par les agents du Wharf sera rémunéré dans les conditions fixées par les textes en vigueur.

ART. 11. — Les primes sont payables mensuellement sur état dressé par le Chef du Service du Wharf et arrêté par le Directeur du Réseau.

ART. 12. — Toute sanction entraînant mise à pied pendant une période déterminée entraîne automatiquement suspension des primes pendant cette période.

ART. 13. — Le Directeur du Réseau des Chemins de fer et du Wharf du Togo est chargé de l'exécution du présent arrêté qui annule et abroge toutes dispositions contraires et qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Il portera effet à dater du 1^{er} octobre 1955.

Lomé, le 29 décembre 1955.

J. BÉRARD.

DECISION N° 1936/D/CFT/DR. du 29 décembre 1955
portant résiliation du marché S.C.O.A. n° 9 du 22 novembre 1954 pour fourniture d'une chaloupe à vapeur.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu l'arrêté n° 796-54/F. du 9 août 1954 promulguant au Togo le cahier des clauses et conditions générales applicables aux marchés de fournitures et services de toutes espèces passés par le ministère de la France d'outre-mer;

Vu le procès-verbal de la commission des marchés en date du 15 décembre 1955;

Vu les nécessités du Service;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Le marché n° 9 en date du 22 novembre 1954 notifié à la Société Commerciale de l'Ouest Africain à Lomé le 25 février 1955, est résilié de plein droit, en exécution des articles 89 et 94 du cahier des clauses et conditions générales précité.

ART. 2. — Le cautionnement de cent soixante trois mille sept cent cinquante francs C.F.A. (163.750 C.F.A.) versé en garantie en vertu de l'article 4 du marché n° 9 précité, à la Caisse du Trésorier-Payeur du Togo — compte « C.D.C. » — sous récépissé n° 36 du 3 mars 1955 est consigné jusqu'à nouvelle décision.

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 29 décembre 1955.

J. BÉRARD.

Organisation administrative

Brigade routière

ARRETE N° 1036-55/GENDAR. du 28 décembre 1955 portant création d'une brigade routière à Lomé.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 20 mai 1903 portant organisation de la Gendarmerie Territoriale;

Vu le décret n° 53-274 du 27 mars 1953, fixant l'organisation et le service de la Gendarmerie stationnée dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 52-547 du 13 mai 1952 relatif à l'administration des Corps de Gendarmerie stationnés dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret du 11 mai 1934 portant extension au Togo du décret du 2 septembre 1933 sur la procédure criminelle en A.O.F. et tous actes modificatifs ultérieurs;

Vu l'arrêté n° 516/APA. du 17 septembre 1942 portant création d'une Brigade de Gendarmerie au Togo;

Vu l'arrêté n° 759 du 7 décembre 1941 portant organisation des services de Police Générale au Togo;

Vu l'arrêté n° 463/APA. du 25 août 1945 relatif à l'organisation et au service de la Brigade de Gendarmerie du Togo;

Vu le décret n° 47-696 du 8 avril 1947 portant création de la Section de Gendarmerie de Lomé;

Vu l'arrêté portant règlement sur le Service Spécial de la Gendarmerie au Togo;

Vu la décision du Chef de Corps affectant un Gendarme à la Section du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une brigade routière est créée à Lomé.

Cette brigade est placée sous l'autorité et la direction de l'Officier Commandant la Section de Gendarmerie du Togo.

ART. 2. — Son action préventive et répressive s'exerce principalement dans les Cercles de Lomé — Tsévié — Anécho.

ART. 3. — Le Commandant de la Brigade Routière de Lomé pourra être chargé de toutes missions sur l'ensemble du Territoire par le Capitaine Commandant la Section suivant les besoins du Service de la Gendarmerie.

ART. 4. — L'effectif de la Brigade sera fourni par le Colonel, Commandant le Détachement de Gendarmerie de l'A.O.F.-Togo à Dakar.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 décembre 1955.

J. BÉRARD.

Eaux et forêts

ARRETE N° 1052-55/EF. du 29 décembre 1955 rendant exécutoire la délibération n° 47/ATT. du 9 décembre 1955 réglant la pêche sur le Lac Togo et les lagunes des cercles d'Anécho et de Tsévié.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret n° 45-899 du 3 mai 1945 relatif aux pouvoirs des Gouverneurs Généraux, Gouverneurs, Résidents Supérieurs et Chefs de Territoire;

Vu le décret du 22 janvier 1954 portant réorganisation des Services des Eaux et Forêts dans les Territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, promulgué au Togo le 2 février 1954, modifié par le décret du 2 septembre 1954, promulgué au Togo le 14 septembre 1954;

Vu le décret du 23 juin 1952 autorisant les Officiers Ingénieurs des Eaux et Forêts à transiger en matière de pêche;

Vu la loi du 16 avril 1955 et le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application

de la loi du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu l'arrêté n° 1095 du 22 décembre 1954 portant organisation du Service des Eaux et Forêts dans le Territoire du Togo;

Vu l'arrêté du 29 juillet 1954 interdisant la pêche à l'aide d'explosifs, de poissons ou autres drogues de nature à enivrer le poisson;

Vu la délibération n° 47 du 9 décembre 1955 de l'Assemblée Territoriale du Togo;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. La pêche dans le Lac Togo et les lagunes des cercles d'Anécho et de Tsévié exclusivement est réglementée comme suit :

ART. 2. — Sont prohibés tous les filets traînants à l'exception de l'épervier (assabou) jeté à la main et manœuvré par un seul homme et du filet traînant à crevette dit Boloudo.

ART. 3. — L'emploi des filets traînants, type épervier (assabou) ou filets maillants (Awoulé) de mailles inférieures à 20 millimètres (maille assivé) est interdit. Les modèles autorisés sont déposés aux bureaux des Chefs de Circonscriptions Territoriales et chez les Chefs des villages bordant le lac.

ART. 4. — Il est également interdit de pêcher à la main, de troubler l'eau, de fouiller les fonds soit à l'aide de perches ou branchages et d'une manière générale tout procédé tendant à capturer les alevins ou poissons à l'aide de pièges en branches ou à rabattre le poisson. Ces procédés interdits sont ceux dits : Afodo, Doha, Amedjroti, Azan.

ART. 5. — L'usage des lignes et cordeaux est autorisé, à l'exception du cordeau à hameçons très rapprochés et sans appât, engin dit Gakpagnan.

ART. 6. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront passibles d'une amende de 1.000 à 24.000 francs métropolitains et d'un emprisonnement de 1 à 15 jours ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 7. — Le Chef du Service des Eaux et Forêts; les Chefs de Circonscriptions administratives riveraines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 29 décembre 1955.

J. BÉRARD.

DELIBERATION N° 47/ATT. du 9 décembre 1955
réglementant la pêche sur le Lac Togo et les lagunes des cercles d'Anécho et de Tsévié.

L'Assemblée Territoriale du Togo,

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative au Togo;

Délibérant conformément aux dispositions de l'article 33 de la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le rapport de présentation n° 95/AD. du 6 novembre 1955 de M. le Commissaire de la République au Togo;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

A adopté dans sa séance du 9 décembre 1955 les dispositions dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — La pêche dans le lac Togo et les lagunes des Cercles d'Anécho et Tsévié est réglementée comme suit :

ART. 2. — Sont prohibés tous les filets traînants à l'exception de l'épervier (assabou) jeté à la main et manœuvré par un seul homme et du filet traînant à crevette dit Boloudo.

ART. 3. — L'emploi des filets traînants, type épervier (assabou) ou filets maillants (awoulé) de mailles inférieures à 20 millimètres (maille assivé) est interdit. Les modèles autorisés sont déposés aux bureaux des Chefs de Circonscriptions Territoriales et chez les Chefs des villages bordant le Lac.

ART. 4. — Il est également interdit de pêcher à la main, de troubler l'eau, de fouiller les fonds soit à l'aide de perches ou branchages et d'une manière générale tout procédé tendant à capturer les alevins ou poissons à l'aide de pièges en branches ou à rabattre le poisson. Ces procédés interdits sont ceux dénommés Afodo, Doha, Amedjroti, Azan.

ART. 5. — L'usage des lignes et cordeaux est autorisé, à l'exception du cordeau à hameçon très rapprochés et sans appât, engin dit Gakpagnan.

ART. 6. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront passibles d'une amende de 1.000 à 24.000 francs métropolitains et d'un emprisonnement de 1 à 15 jours ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 7. — Le Chef du Service des Eaux et Forêts; les Chefs de Circonscriptions administratives riveraines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait et délibéré en séance publique à Lomé, le 9 décembre 1955.

Le Président de l'A.T.T.;
D. AYEVA.

Le Secrétaire,
L. LAWSON.

ARRETE N° 1053-55/EF. du 29 décembre 1955
portant classement de la Forêt dite de Sadji (Cercle de Bassari)

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 5 février 1938 portant organisation du régime forestier du Togo, promulgué au Togo par arrêté n° 141 du 9 mars 1938, complété par le décret du 20 mai 1955, promulgué au Togo par arrêté n° 560 du 14 juin 1955;

Vu la loi du 16 avril 1955 et le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi précitée relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu la décision n° 1.062 du 12 juillet 1955 portant composition de la commission de classement;

Vu le procès-verbal en date du 30 novembre 1955 de la réunion de cette commission;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est constituée en forêt classée la forêt dite de Sadji, d'une surface de 19.000 hectares environ, sise dans le cercle de Bassari et dont les limites sont définies comme suit :

Soient les points :

- A — sur la route Nawaré-Bapuré et à 2 Km. au Sud de Nawaré
- B — source du marigot Bousonné, à 800 m. à l'Ouest de A
- C — confluent du Bousonné et du Dakpé-pont de celui-ci à 1 km. au Nord de Nawaré
- D — confluent du Dakpé et du Naboué
- E — source du Naboué
- F — à l'intersection du marigot Kpatcha et d'une droite d'orientation magnétique de 305 grades de E
- G — source du marigot Kpatcha
- H — source du marigot Unsiedo
- I — confluent de l'Unsiedo et du Moué
- J — pont sur le Moué de la route Bapuré-Kupon-Nadouta
- K — ancien camp de prisonniers allemands dit « forteresse allemande » d'Iboubou sur la même route à l'Est de J
- L — à l'intersection du Moué et d'une droite d'orientation magnétique de 350 grades issue de K
- M — source du marigot Kinabou; affluent du Moué
- N — source du marigot Kouboéba; affluent du Moué
- O — sur la route Bassari Nawaré et à 4 kms. au Nord de Bapuré.

Les limites sont :

- La droite Est-Ouest AB
- Le marigot Bousonné de B à C
- Le marigot Dakpé de C à D
- Le marigot Naboué de D à E
- La droite Ouest-Est EF
- Le marigot Kpatcha de E à G
- La courbe GH
- Le marigot Unsiedo de H à I
- Le marigot Moué de I à J
- La route Kupon Bapuré de J à K
- La droite K L
- Le marigot Moué puis le marigot Kinabou de L à M
- La ligne M N O
- La route Bapuré Nawaré de O à A.

ART. 2. — Les droits d'usage maintenus sont ceux énumérés à l'article 14 du décret du 5 février 1938 sur le régime forestier du Territoire.

ART. 3. — Les fermiers qui cultivent dans le périmètre le quitteront à l'occasion du déplacement traditionnel de leurs cultures.

ART. 4. — La chasse au fusil des animaux non protégés sera autorisée de jour.

ART. 5. — La répression des infractions aux prescriptions du présent arrêté s'effectuera conformément aux dispositions du Titre V du décret du 5 février 1938.

ART. 6. — Le Chef du Service des Eaux et Forêts et le Commandant de Cercle de Bassari sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 29 décembre 1955.

J. BÉRARD.

Communes-Mixtes

ARRETE N° 1056-55/SG. du 29 décembre 1955 rendant exécutoire la délibération n° 48/ATT. du 9 décembre 1955 fixant pour 1956 la liste des impôts et taxes dont le montant sera ristourné aux Communes-Mixtes du Territoire.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 susvisée;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des Communes-Mixtes du Togo, ensemble tous les textes subséquents l'ayant modifié ou complété;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 créant la Commune-Mixte de Lomé;

Vu l'arrêté du 12 juillet 1950, créant la Commune-Mixte d'Aného;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1951, créant les Communes-Mixtes de Palimé, Atakpamé et Sokodé;

Vu l'arrêté du 13 février 1952, créant la Commune-Mixte de Tsévié;

Vu l'arrêté du 16 novembre 1953, créant la Commune-Mixte de Bassari;

Vu la délibération n° 48/ATT. du 9 décembre 1955 de l'Assemblée Territoriale du Togo;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire la délibération n° 48/ATT. en date du 9 décembre 1955 de l'Assemblée Territoriale du Togo, fixant pour 1956, la liste des impôts et taxes dont le montant sera ristourné aux Communes-Mixtes du Territoire.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 29 décembre 1955.

J. BÉRARD.

DELIBERATION N° 48/ATT. du 9 décembre 1955 fixant pour 1956, la liste des impôts et taxes dont le montant sera ristourné aux Communes-Mixtes du Territoire.

L'Assemblée Territoriale du Togo,

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative au Togo;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426 du 16 avril 1955;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer et les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 réglementant le fonctionnement des Communes-Mixtes du Togo et les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 créant la Commune-Mixte de Lomé;

Vu l'arrêté du 12 juillet 1950, créant la Commune-Mixte d'Aného;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1951, créant les Communes-Mixtes de Palimé, Atakpamé et Sokodé;

Vu l'arrêté du 13 février 1952, créant la Commune-Mixte de Tsévié;

Vu l'arrêté du 16 novembre 1953, créant la Commune-Mixte de Bassari;

Vu le rapport de présentation n° 102/SG. du 25 novembre 1955 de M. le Commissaire de la République sous réserve des prescriptions de l'article 35 du décret du 25 octobre 1946;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

A adopté dans sa séance du 9 décembre 1955, les dispositions dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — Il est attribué pour 1956 aux Communes-Mixtes du Territoire :

1° — La totalité du produit des impôts et taxes suivants perçus dans les limites de leur périmètre.

I impôt foncier

II impôt des patentes et licences.

2° — La moitié du produit des taxes suivantes perçues dans les limites de leur périmètre :

I Taxe sur les bicyclettes

II Taxe sur les permis de port d'armes et permis de chasse.

Fait et délibéré en séance publique à Lomé, le 9 décembre 1955.

Le Président de l'ATT.
Dermann AYEVA.

Le Secrétaire,
Lazarus LAWSON.

Personnel

ARRETE N° 1058-55/F. du 29 décembre 1955 étendant aux retraités de la caisse locale de retraites certaines dispositions de l'arrêté n° 790-55/F. du 29 septembre 1955 fixant le régime des prestations familiales applicables aux personnels des cadres généraux, supérieurs et locaux en service au Togo.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR.

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1955 précitée;

Vu l'arrêté n° 1077-54/F. du 18 décembre 1954 portant extension aux retraités de la caisse locale de certaines dispositions de l'arrêté n° 140-53/F. du 3 mars 1953;

Vu le décret du 29 mars 1954 réorganisant la caisse locale de retraites du Togo, promulgué par arrêté n° 379-54/F. du 16 avril 1954;

Vu l'arrêté n° 790-55/F. du 29 septembre 1955 fixant le régime des prestations familiales applicables aux personnels civils des cadres généraux, supérieurs et locaux en service au Togo;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont étendues aux retraités de la caisse locale de retraites du Togo :

Pour compter du 1^{er} juillet 1955

les dispositions des articles

4 relatif aux allocations familiales

5 relatif aux primes aux premiers âges

6 relatif aux allocations de salaire unique et des articles 9, 10 et 11 de l'arrêté n° 790-55/F. du 29 septembre 1955 fixant le régime des prestations familiales applicables aux personnels civils des cadres généraux, supérieurs et locaux en service au Togo.

ART. 2. — Le présent arrêté qui abroge les dispositions de l'arrêté n° 1077-54/F. du 18 décembre 1954 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 29 décembre 1955.

J. BÉRARD.

Aérodromes civils du Togo

ARRETE N° 1060-bis-55/DIS/AERO. du 29 décembre 1955 portant création d'une commission d'homologation des Aérodromes Civils du Territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'ordonnance n° 45-2401 du 18 octobre 1945 (article 4) relative au fonctionnement de l'Aéronautique Civile dans les Territoires d'outre-mer;

Vu le décret n° 47-1069 du 12 juin 1947, relatif au fonctionnement des Services de l'Aéronautique Civile dans les Territoires dépendant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu la loi du 31 mai 1924 relative à la Navigation Aérienne;

Vu l'arrêté n° 815-55/TP. du 7 octobre 1955 portant création d'un District Aéronautique au Togo;

Sur la proposition du Chef du District Aéronautique au Togo;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une commission d'homologation des aérodromes civils est créée au Togo.

ART. 2. — Cette commission placée sous la présidence du Chef du District Aéronautique du Togo est composée comme suit :

M. Le Chef du District Aéronautique ou son représentant *Président*

M. Le Chef du Cabinet Militaire du Territoire, ou son représentant

M. Le Chef du Service des Travaux Publics, ou son représentant } *Membres*

Un Fonctionnaire relevant du District Aéronautique *Secrétaire*

Le Conseiller de Gouvernement chargé du secteur des Travaux Publics et Transports assistera de droit aux réunions de la Commission.

ART. 3. — Le but de cette commission est de statuer sur l'opportunité de l'ouverture à la Circulation aérienne publique des aérodromes civils non encore ouverts ou sur l'opportunité de déclassement de certains aérodromes déjà ouverts.

Cette commission statuera soit après inspection du Terrain et de ses dégagements, soit d'après les renseignements et rapports qui pourront être réunis par les divers Chefs de services.

ART. 4. — L'ouverture d'un aérodrome à la Circulation Aérienne Publique fera l'objet d'un arrêté pris sur proposition du Chef du District Aéronautique, et au vu du rapport de la Commission d'homologation.

ART. 5. — Les attributions de la Commission d'homologation demeurent strictement limitées aux termes des articles 3 et 4 ci-dessus.

ART. 6. — M. le Chef du District Aéronautique, M. le Chef du Cabinet Militaire et M. le Chef du Service des Travaux Publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 29 décembre 1955.

J. BÉRARD.

Postes et télécommunications

DECISION N° 1941-D/PTT. du 29 décembre 1955 portant création d'une cabine téléphonique publique à Abrewanko (Cercle d'Atakpamé).

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté 986/PTT. du 25 décembre 1946 portant organisation du Service téléphonique au Togo;

Vu l'arrêté n° 859-51/PTT. du 5 décembre 1951 rendant exécutoire la délibération n° 32/ART. portant réaménagement des taxes téléphoniques du régime intérieur du Togo;

Vu la construction de la ligne téléphonique Badou-Abrewanko;

Sur la proposition du Chef du Service des Postes et Télécommunications;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Pour compter du 15 janvier 1956; il est ouvert à Abrewanko (Cercle d'Atakpamé) une cabine téléphonique publique dont la gérance est assurée gratuitement par le Secrétaire Administratif de ce Centre.

ART. 2. — Le Secrétaire Administratif de Abrewanko prêter le serment professionnel dans les formes réglementaires auprès du Gérant, des Postes et Télécommunications d'Atakpamé.

ART. 3. — Les taxes perçues par le Secrétaire Administratif de Abrewanko seront versées à la fin de chaque mois au Gérant d'Atakpamé qui les incorporera dans ses propres écritures.

ART. 4. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 29 décembre 1955.

J. BÉRARD.

DECISION N° 1942-D/PTT. du 29 décembre 1955 portant création d'une cabine téléphonique publique à Kpété-Bena (Cercle d'Atakpamé).

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté 986/PTT. du 25 décembre 1946 portant organisation du Service téléphonique au Togo;

Vu l'arrêté n° 859-51/PTT. du 5 décembre 1951 rendant exécutoire la délibération n° 32/ART. portant réaménagement des taxes téléphoniques du régime intérieur du Togo;

Vu la construction de la ligne téléphonique Badou-Kpété-Bena;

Sur la proposition du Chef du Service des Postes et Télécommunications;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Pour compter du 15 janvier 1956, il est ouvert à Kpété-Bena (Cercle d'Atakpamé) une cabine téléphonique publique dont la gérance est assurée gratuitement par le Secrétaire Administratif de ce Centre.

ART. 2. — Le Secrétaire Administratif de Kpété-Bena prêtera le serment professionnel dans les formes réglementaires auprès du Gérant des Postes et Télécommunications d'Atakpamé.

ART. 3. — Les taxes perçues par le Secrétaire Administratif de Kpété-Bena seront versées à la fin de chaque mois au Gérant d'Atakpamé qui les incorporera dans ses propres écritures.

ART. 4. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 29 décembre 1955.

J. BÉRARD.

DECISION N° 1943-D/PTT. du 29 décembre 1955
portant création d'une cabine téléphonique publique à Kpété-Maflo (Cercle d'Atakpamé).

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté 986/PTT. du 25 décembre 1946 portant organisation du Service téléphonique au Togo;

Vu l'arrêté n° 859-51/PTT. du 5 décembre 1951 rendant exécutoire la délibération n° 32/ART. portant réaménagement des taxes téléphoniques du régime intérieur du Togo;

Vu la construction de la ligne téléphonique Badou-Kpété-Maflo (Cercle d'Atakpamé);

Sur la proposition du Chef du Service des Postes et Télécommunications;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Pour compter du 15 janvier 1956, il est ouvert à Kpété-Maflo (Cercle d'Atakpamé), une cabine téléphonique publique dont la gérance est assurée gratuitement par le Secrétaire Administratif de ce Centre.

ART. 2. — Le Secrétaire Administratif de Kpété-Maflo prêtera le serment professionnel dans les formes

réglementaires auprès du Gérant des Postes et Télécommunications d'Atakpamé.

ART. 3. — Les taxes perçues par le Secrétaire Administratif de Kpété-Maflo seront versées à la fin de chaque mois au Gérant d'Atakpamé qui les incorporera dans ses propres écritures.

ART. 4. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 29 décembre 1955.

J. BÉRARD.

DECISION N° 1944-D/PTT. du 29 décembre 1955
portant création d'une cabine téléphonique publique à Ahouehouen (Cercle d'Atakpamé).

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté 986/PTT. du 25 décembre 1946 portant organisation du Service téléphonique au Togo;

Vu l'arrêté n° 859-51/PTT. du 5 décembre 1951 rendant exécutoire la délibération n° 32/ART. portant réaménagement des taxes téléphoniques du régime intérieur du Togo;

Vu la construction de la ligne téléphonique Badou-Ahouehouen;
Sur la proposition du Chef du Service des Postes et Télécommunications;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Pour compter du 15 janvier 1956, il est ouvert à Ahouehouen — Cercle d'Atakpamé, une cabine téléphonique publique dont la gérance est assurée gratuitement par le Secrétaire Administratif de ce Centre.

ART. 2. — Le Secrétaire Administratif de Ahouehouen prêtera le serment professionnel dans les formes réglementaires auprès du Gérant des Postes et Télécommunications d'Atakpamé.

ART. 3. — Les taxes perçues par le Secrétaire Administratif de Ahouehouen seront versées à la fin de chaque mois au Gérant d'Atakpamé qui les incorporera dans ses propres écritures.

ART. 4. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 29 décembre 1955.

J. BÉRARD.

Douanes

ARRETE N° 1061-55/SD. du 30 décembre 1955
rendant exécutoire la délibération n° 44/ATT., du 25 novembre 1955, portant refonte des textes institutifs de la taxe sur les transactions.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration pour l'application de la loi du 16 avril 1955, précitée;

Vu le décret n° 55-486 du 30 avril 1955, relatif à diverses dispositions d'ordre financier;

Vu le télégramme ministériel n° 50-158/AE., du 27 décembre 1955;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire, à compter du 1^{er} janvier 1956, la délibération n° 44/ATT. du 25 novembre 1955, de l'Assemblée Territoriale du Togo, portant refonte des textes institutifs de la taxe sur les transactions.

ART. 2. — Le Directeur des Finances, le Chef du Service des Douanes et le Chef du Service des Contributions Directes sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui, vu l'urgence, sera rendu applicable par voie d'affichage dans les Bureaux des Cercles et Subdivisions, au Bureau des Douanes de Lomé, ainsi que dans tous les Bureaux des Postes de Douanes et des Contributions Directes.

Lomé, le 30 décembre 1955.

J. BÉBARD.

DELIBERATION N° 44/ATT. du 25 novembre 1955 portant refonte des textes institutifs de la Taxe sur les Transactions.

L'Assemblée Territoriale du Togo.

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 52-130 du 6 février 1952, relative à la formation des Assemblées de groupes et des Assemblées locales;

Vu la loi n° 54-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1955;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires de la France d'outre-mer et tous actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 688/CD. du 8 décembre 1942 créant une taxe sur les transactions au Togo et les textes modificatifs ultérieurs;

Vu la délibération n° 3/ART. du 7 février 1952, modifiant le régime de la taxe sur les transactions;

Vu la délibération n° 28/ATT. du 1^{er} novembre 1952, complétant et modifiant les règles d'assiette de la taxe sur les transactions;

Vu la délibération n° 49/ATT. du 26 novembre 1954 modifiant le taux de la taxe sur les transactions;

Vu l'avis émis par la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Lomé;

Vu le rapport de présentation n° 91/SD/CD. du 6 novembre 1955 de M. le Commissaire de la République;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

A adopté dans sa séance du 25 novembre 1955, la délibération dont la teneur suit :

CHAPITRE PREMIER

Taxes sur les Transactions

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} janvier 1956, la réglementation de la taxe sur les transactions, résultant de l'arrêté n° 688/CD. de 8 décembre 1942 et des textes modificatifs ultérieurs, particulièrement des délibérations n° 3/ART. du 7 février 1952, 28/ATT. du 1^{er} novembre 1952 et 49/ATT. du 26 novembre 1954, est abrogée et remplacée par la réglementation suivante :

Affaires Imposables

ART. 2. — Sont frappées d'une taxe dite « Taxe sur les transactions » les affaires faites au Togo, telles qu'elles sont définies à l'article 3, par les personnes physiques ou morales qui, habituellement ou occasionnellement, achètent pour revendre ou accomplissent des actes relevant d'une activité industrielle, commerciale ou artisanale.

Le taux de la taxe est fixé à 4,25 % pour les opérations de louage de choses ou de service, les prestations de services de toute nature et, d'une manière générale, pour toutes les affaires non expressément exonérées qui ne sont pas taxables aux taux de 6,5 ou 8,5 %.

Ce taux est porté :

— à 6,5 % sur les ventes de produits, objets ou matières destinés à être consommés ou utilisés sur place lorsque ces opérations sont effectuées par des fabricants ou des exploitants de mines ou carrières, des artisans, des coopératives ouvrières de production, installés au Togo et achetant ou produisant les matières premières pour revendre ensuite les produits de leur fabrication.

— à 8,5 % pour les ventes en gros, en demi-gros, ou en détail effectuées quelle que soit la qualité de l'acheteur par les commerçants revendant en l'état des denrées alimentaires ou autres produits d'origine locale destinés à la consommation locale et non exemptés par les dispositions de l'article 4-11°.

ART. 3. — Pour l'application de l'article 2 ci-dessus, une affaire imposable est réputée faite au Togo s'il s'agit d'une vente lorsqu'elle est réalisée aux conditions de livraison au Togo; s'il s'agit de toute autre affaire lorsque le service rendu, le droit cédé, l'objet ou le matériel donné en location, sont utilisés ou exploités au Togo.

Exemptions

ART. 4. — Sont exemptées de la taxe sur les transactions :

— 1° les ventes de timbres ou de papiers timbrés au profit du budget local;

— 2° les ventes ou cessions faites par des services ou organismes administratifs, et les ventes ou fournitures faites par des exploitants ou concessionnaires de services publics, selon les tarifs homologués par l'Autorité Administrative;

— 3° les affaires effectuées par les sociétés ou compagnies d'assurances et tous autres assureurs, qui sont soumises à la taxe prévue au paragraphe 3 du

Tableau n° 2 du titre IV de l'arrêté n° 318 du 25 juin 1941 portant établissement de l'Enregistrement et du Timbre au Territoire du Togo;

— 4° les opérations ayant pour objet la transmission de propriété ou d'usufruit de biens immeubles et fonds de commerce ou clientèle, ou cession de droit à un bail, ou au bénéfice d'une promesse de bail portant sur tout ou partie d'un immeuble, sauf si ces opérations sont effectuées par des personnes exerçant la profession d'intermédiaire pour l'achat et la vente des immeubles ou des fonds de commerce, ou si les biens en cause ont été acquis en vue de les revendre;

— 5° les recettes provenant de la composition de l'impression de la vente des journaux ou périodiques à l'exception des recettes de publicité;

— 6° les transactions intérieures sur tous les produits ou marchandises destinés à être transformés par les industriels ou à être exportés, soit en l'état, soit après transformation;

— 7° les affaires faites par les commerçants vendant en l'état des marchandises achetées à d'autres commerçants et ayant déjà donné lieu au versement soit de la taxe sur les transactions aux taux de 6,5 ou 8,5 %, soit de la taxe représentative de cette dernière au taux de 10,20 %;

— 8° les affaires traitées au Togo concernant des marchandises flottantes et n'ayant pas franchi le cordon douanier;

— 9° les agios afférents à la mobilisation par voie de réescompte ou de pension des effets publics ou privés figurant dans le porte-feuille des banques, des établissements financiers et des organismes publics ou semi-publics habilités à réaliser des opérations d'escompte, ainsi que ceux afférents à la première négociation des effets destinés à mobiliser les prêts consentis par les mêmes organismes;

— 10° les ventes de marchandises ou produits faites localement sur marché direct par les industriels et commerçants aux administrations civiles ou militaires dans la mesure où les mêmes marchandises ou produits fournis à ces administrations par les industriels ou commerçants non installés au Togo bénéficieraient de l'exemption des droits perçus par la Douane;

— 11° les ventes ou fournitures pour la consommation locale des denrées alimentaires énumérées ci-après :

Pain, farine, pâtes alimentaires.

Céréales, manioc, semoules alimentaires.

Légumes, viandes, poissons, coquillages et crustacés, que ces denrées soient fraîches, ou séchées, salées ou fumées.

Fruits frais habituellement destinés à l'état naturel à l'alimentation, à l'exception des colas.

Huiles et corps gras, frais ou conservés, d'origine végétale ou animale, consommables en l'état où ils se trouvent au moment de la vente.

Lait à l'état naturel, laits concentrés sucrés ou non sucrés, lait en poudre, crème de lait, beurre, fromage, œufs, sel, sucre, glace, plats cuisinés à emporter, repas ou pension à l'exclusion du prix des boissons.

Fait Générateur

ART. 5. — Le fait générateur de la taxe est constitué pour les affaires visées à l'article 2 par la livraison de la marchandise ou l'accomplissement des services rendus.

Toutefois, les redevables de la taxe sur les transactions seront en droit de déduire de leurs déclarations mensuelles le montant des ventes ou services dont le règlement sera, après justification, reconnu irrécouvrable.

Valeur Imposable

ART. 6. — Le chiffre d'affaires imposable à la taxe sur les transactions est déterminé par la somme des paiements constitutifs du prix des ventes, des fournitures ou des services, tous frais et taxes compris

Les fabricants ou artisans important ou achetant les matières premières pour revendre ensuite les produits de leur fabrication sont toutefois autorisés à déduire chaque mois du montant de la taxe applicable aux recettes provenant de leurs opérations du mois précédent :

a) le montant de la taxe forfaitaire représentative de la taxe sur les transactions acquittés par eux au cours dudit mois à raison de leurs importations de matières ou produits entrés intégralement ou pour partie de leurs éléments dans la composition des produits ou objets dont la vente donne lieu au versement de la taxe à 6,50 %.

b) le montant de la même taxe compris dans le prix des matières ou produits ne constituant pas un outillage qui normalement et sans entrer dans le produit fini, sont détruits ou perdent leur qualité spécifique au cours d'une seule opération de fabrication;

c) le montant de la même taxe compris dans le prix des matières ou produits de même nature achetés par eux à des importateurs au cours dudit mois et utilisés dans les mêmes conditions.

Ce montant sera soit déterminé exactement au vu des inscriptions correspondantes à mentionner par l'importateur sur la facture délivrée à l'industriel ou artisan achetant des matières ou produits en question, soit déterminé forfaitairement par application du taux de 8,5 % au prix de facture.

Cette déduction ne peut être effectuée que sur la déclaration déposée par les redevables au titre du mois suivant celui de la réalisation de ses importations ou de l'établissement de ses factures.

La déduction susvisée ne peut aboutir à un remboursement même partiel des taxes ayant grevé ces importations ou achats. Dans le cas où le montant de la taxe due sur les recettes du mois sera inférieur au montant des déductions à opérer pour la même période, l'excédent serait imputé à la taxe due sur les affaires du ou des mois suivants.

2°) — En ce qui concerne les fournitures de service comportant accessoirement vente de marchandises ayant déjà supporté soit la taxe forfaitaire, soit la taxe sur les transactions, la valeur imposable est le prix payé par la clientèle, tous frais et taxes compris,

mais déduction faite de la valeur des marchandises ou produits accessoires ayant déjà supporté l'une ou l'autre taxe.

3°) — Dans le cas de marchés de travaux dont l'exécution est confiée en totalité ou en partie à des sous-traitants, ceux-ci sont redevables de la taxe sur les transactions sur le montant de leurs factures, mais l'entrepreneur principal est autorisé à déduire, du montant de la taxe dont il est redevable, le montant des taxes qui lui ont été facturées par les sous-traitants.

ART. 7. — Les succursales de vente dans l'intérieur des établissements industriels installés au Togo sont admises, pour l'établissement de la taxe sur les transactions, à déduire du prix de vente des marchandises imposables provenant de leur fabrication, tel qu'il est défini au paragraphe 1^{er} de l'article 6 ci-dessus, le prix du transport effectué au Togo de celles de ces marchandises qui ne sont pas exemptées de la taxe sur les transactions en vertu des dispositions de l'article 4 — 11° ci-dessus.

La somme à déduire est :

— le coût réel et effectivement versé lorsque le transport est effectué par un tiers,

— l'évaluation forfaitaire du transport calculée d'après le taux généralement pratiqué par les entrepreneurs spécialisés, lorsque cette opération est effectuée avec des véhicules appartenant à l'entreprise.

Dans cette hypothèse, l'entreprise est considérée comme son propre prestataire de services et doit la taxe à 4,25 % sur le montant de la déduction ainsi opérée.

Les déductions dont il s'agit ne sont cependant autorisées qu'à charge par l'entreprise intéressée :

1° — de remettre au Chef du Service des Contributions Directes dans les quinze premiers jours du mois pour le mois précédent le décompte présentant le détail chronologique :

— des paiements, s'il s'agit de transports effectués par des tiers,

— des opérations de transports effectuées par l'entreprise à l'aide de son propre matériel avec l'indication du mode de détermination de la somme à déduire calculée dans les conditions énoncées ci-dessus.

2° — de produire à toute réquisition les pièces justificatives correspondant aux opérations de transports des seules marchandises en cause.

Débitéur de l'Impôt

ART. 8. — La taxe sur les transactions est acquittée par les personnes effectuant des opérations imposables.

Elle doit également être acquittée par toutes personnes, sous quelque dénomination qu'elles agissent et quelle que soit leur situation au point de vue impôts cédulaires, qui vendent ou livrent pour le compte des personnes n'ayant pas d'établissement au Togo.

Obligations des Redevables

ART. 9. — Les redevables de la taxe sur les transactions devront se faire connaître dans le mois qui suivra le commencement de leurs opérations ou l'ouverture de leur établissement, suivant le cas, par une lettre recommandée adressée au Chef du Service des Contributions Directes. La déclaration indiquera le nom ou la raison sociale, l'adresse et la profession du redevable et, s'il y a lieu, le numéro du compte de chèques postaux dont le redevable dispose déjà au bureau des chèques postaux du chef-lieu.

Tout changement qui aurait pour résultat de modifier les indications de leur déclaration initiale devra être porté dans les quinze premiers jours à la connaissance du Chef du Service des Contributions Directes.

ART. 10. — Tout redevable de la taxe devra tenir une comptabilité régulière ou, à défaut, un livre-journal coté et paraphé par un agent de l'Administration, où sera inscrite chaque jour, sans blanc ni rature, chaque vente ou fourniture avec son prix.

Pour le calcul de la taxe, les ventes ou fournitures seront totalisées chaque mois par le redevable dans sa comptabilité ou sur le livre-journal spécial, de façon distincte suivant qu'il s'agira de transactions soumises à la taxe ou de ventes ou fournitures qui en sont exemptées.

Les livres ou pièces justificatives, notamment les factures d'achat, devront être conservés pendant trois ans après l'année au cours de laquelle les ventes ou fournitures auront été constatées dans les écritures comptables.

Les affaires faites entre commerçants ou industriels donneront lieu obligatoirement à la délivrance d'une facture faisant apparaître d'une manière distincte le montant de la taxe sur les transactions incluses dans le prix total.

Liquidation et Recouvrement

ART. 11. — Le paiement de la taxe sur les transactions sera assuré sans frais par virement de compte à compte à l'aide de chèques de virement d'un modèle spécial qui seront fournis gratuitement par le service liquidateur.

A cet effet, il sera ouvert au bureau de chèques postaux de Lomé à la demande du Chef du Service des Contributions Directes un compte spécial intitulé « Taxe sur les Transactions » et un compte particulier au nom de chaque redevable de la taxe qui n'aurait pas déjà de compte à son nom au bureau de chèques postaux en question. Il appartiendra aux redevables d'alimenter leur compte de façon à disposer, chaque mois, du crédit suffisant pour le paiement de la taxe.

Les chèques de virement dont le montant sera égal à 4,25 %, 6,5 % ou 8,5 % du total des services, ventes ou fournitures imposables faites au cours d'un mois déterminé, seront, dans les quinze premiers jours du mois suivant remis par les redevables au bureau de poste le plus proche ou adressés par lettre recommandée, en franchise, au bureau de chèques postaux du chef-lieu. La date apposée sur le chèque par le

bureau de poste, ou le récépissé de la lettre recommandée, qui devra être transmis par le redevable au Chef du Service des Contributions Directes, justifieront de la libération dans le délai fixé.

Toutefois, lorsque le virement n'aura pu avoir lieu faute de provision suffisante au compte du redevable, celui-ci ne sera réputé s'être libéré qu'à la date où le bureau de chèques postaux aura pu procéder au virement après reconstitution de la provision.

Les redevables qui ne se livrent qu'occasionnellement à des opérations taxables ou qui n'ont pas d'établissement commercial fixe seront autorisés par le service liquidateur à se libérer par virement direct au compte « Taxe sur les Transactions » en utilisant un mandat spécial.

Provisoirement, et jusqu'à la date de mise en service du bureau de chèques postaux de Lomé, le paiement de la taxe continuera à être effectué par versement au compte spécial ouvert dans les écritures du Trésor à Lomé. Les sommes dues par les assujettis pour les transactions d'un mois déterminé doivent être versées dans les quinze premiers jours du mois suivant. Le contribuable est réputé s'être libéré à la date où la Trésorerie a pu créditer le compte spécial « Taxe sur les Transactions ».

Le recouvrement de la taxe sur les transactions ne sera pas poursuivi contre les redevables lorsque le montant total de la taxe à verser sera inférieur à 15.000 francs pour l'année civile ou une période de douze mois consécutifs.

ART. 12. — Toute différence constatée entre le montant des sommes versées par les redevables et le montant de la taxe due, tel qu'il ressort de la comptabilité ou du livre-journal, fera l'objet d'un paiement immédiat, dans les mêmes formes que ci-dessus, sans préjudice de pénalités encourues.

ART. 13. — Le Chef du Service des Contributions Directes centralise la comptabilité des recettes relatives à la taxe sur les transactions. Il vérifie les versements effectués, au vu des notifications de versements qui lui sont adressées par les contribuables et des états mensuels de versements qui lui sont fournis par le Trésorier-Payeur.

Il établit les états de liquidations qu'il remet au Trésorier-Payeur en certifiant l'exactitude des versements faits par les redevables, et lui adresse en même temps l'ordre de virer du compte spécial à son compte général les versements correspondants.

Le comptable supérieur prend les états de liquidation en charge et poursuit par toutes voies de droit le recouvrement des sommes restant dues.

Pénalités — Poursuites

ART. 14. — Seront passibles d'une amende égale au quintuple des droits compromis, les redevables de la taxe sur les transactions dont les versements seront inférieurs aux sommes dues d'après leurs écritures comptables, ou dont la comptabilité présentera des inexactitudes ou des omissions de nature à réduire la valeur imposable.

Lorsque sera constaté non pas le défaut ou une insuffisance de versement, mais un simple retard,

l'amende du quintuple sera remplacée par une amende égale à 1 % par mois de retard des droits dont le versement aura été différé, tout mois commencé étant compté comme mois entier.

En cas de récidive ou de fraude caractérisée, les pénalités seront doublées.

ART. 15. — Le Service des Contributions Directes peut, soit avant, soit après jugement, transiger sur tous les procès relatifs aux contraventions prévues par la présente réglementation.

Les règles de compétence en matière de transaction seront déterminées par un arrêté du Commissaire de la République en Conseil de Gouvernement.

ART. 16. — Les poursuites pour le paiement des droits et des amendes en matière de taxe sur les transactions s'exercent par le moyen de contraintes décernées par le comptable et visées par le magistrat remplissant au chef-lieu les fonctions de juge de paix. Les contraintes s'exécutent par toutes les voies de droit.

Dispositions Diverses

ART. 17. — *Forfait* — Les redevables de la taxe sur les transactions qui seront susceptibles d'être admis, par application des dispositions nouvellement adoptées en matière d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux au régime du forfait pour l'assiette dudit impôt auront également la faculté, dans les mêmes conditions et sous les mêmes obligations, d'obtenir que le montant annuel de leurs affaires imposables à la taxe sur les transactions soit fixé forfaitairement et pour une même période de deux ans. Ce forfait sera renouvelable par tacite reconduction sauf dénonciation dans les mêmes délais et conditions que pour l'établissement des forfaits sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Le forfait proposé par l'Inspecteur des Contributions Directes sera notifié au contribuable par lettre recommandée.

L'intéressé disposera d'un délai de 30 jours pour faire parvenir son acceptation ou formuler ses observations en indiquant le chiffre d'affaires imposable qu'il serait disposé à accepter.

En cas de désaccord persistant, le forfait sera fixé par la Commission Territoriale déjà compétente en matière de fixation des bénéfices imposables forfaitaires et au vu des renseignements déjà fournis pour la détermination du montant de ces bénéfices.

Tout contribuable susceptible de bénéficier du régime du forfait en matière de taxe sur les transactions qui n'aurait pas fourni les renseignements demandés pour l'établissement du bénéfice commercial forfaitaire verra son chiffre d'affaires forfaitaire arrêté d'office par l'Administration.

Les redevables régulièrement admis ou taxés d'office au régime du forfait pour la perception de la taxe sur les transactions seront avisés par le Service des Contributions Directes du montant annuel correspondant des taxes dont ils seront redevables.

Lorsque ce montant atteindra 120.000 francs par an la taxe sera payable par douzième dans les conditions ordinaires.

Lorsque ce montant sera inférieur à 120.000 francs par an le versement des taxes dues pourra être opéré par trimestre en 4 paiements égaux venant à échéance pour le trimestre écoulé au 15 avril, 15 juillet, 15 octobre et 15 janvier.

En cas d'ouverture ou de clôture de commerce ou d'entreprise en cours d'année le forfait annuel régulièrement fixé sera réduit à concurrence du temps pendant lequel la profession aura été effectivement exercée.

ART. 18. — Les fonctionnaires ou agents chargés de l'assiette, de la liquidation, du contrôle ou du recouvrement de la taxe sur les transactions, sont tenus de garder secrets les renseignements de quelque nature qu'ils soient, qu'ils ont recueillis dans l'exercice de leurs fonctions.

ART. 19. — Un arrêté du Commissaire de la République, pris après avis de l'Assemblée Territoriale, fixera les conditions dans lesquelles des gratifications spéciales pourront être attribuées aux agents du service des Contributions Directes s'étant particulièrement signalés en matière de contentieux de la taxe de transaction.

ART. 20. — Des instructions particulières fixeront les détails d'application de la nouvelle réglementation de la taxe sur les transactions.

Dispositions Transitoires

ART. 21. — Dans le délai de deux mois, à compter du 1^{er} janvier 1956, date de mise en application des dispositions de la présente délibération instituant un régime nouveau en matière de liquidation et de paiement de la taxe forfaitaire représentative de la taxe sur les transactions, les importateurs, détenteurs de stocks de marchandises importées antérieurement au 1^{er} janvier 1956, devront dresser un inventaire détaillé indiquant la valeur au prix de revient des marchandises taxables détenues à la date du 31 décembre 1955 et adresser copie certifiée exacte de cet inventaire au Chef du Service des Contributions Directes.

Dans un délai de quatre mois à compter de la production de cet inventaire les déclarants devront verser au Trésor, dans les conditions habituelles et par acompte d'un quart avant l'expiration de chaque mois, le montant de la taxe forfaitaire correspondante calculée au taux de 10,2 sur la valeur au prix de revient, tous droits d'entrée et droits de douane compris, de ces marchandises taxables augmentée de la taxe elle-même.

Le non production de l'inventaire susvisé dans le délai imparti, l'absence d'inventaire, ou toutes inexactitudes dans les documents fournis aboutissant à dissimuler tout ou partie des droits effectivement dus seront sanctionnées par une amende fiscale égale au quintuple des droits compromis.

CHAPITRE II

Taxe Forfaitaire Représentative de la Taxe sur les Transactions à l'Importation et à l'Exportation.

Affaires Imposables

ART. 22. — A compter du 1^{er} janvier 1956, il sera perçu au Togo, au profit du budget local, une taxe dite taxe forfaitaire représentative de la taxe sur les transactions.

ART. 23. — Sont soumises à cette taxe :

— au taux de 5,5 %, les affaires d'exportation de tous produits ou marchandises, que ces opérations soient faites par des producteurs agricoles, forestiers ou miniers, des coopératives, des commerçants, des fabricants ou des commissionnaires.

— au taux de 10,2 % les affaires d'importation, quelle que soit la qualité de l'importateur.

Fait Générateur

ART. 24. — Le fait générateur de la taxe forfaitaire perçue sur les affaires d'exportation et d'importation, est constitué soit par la sortie du Territoire du Togo, soit par la mise à la consommation effective consécutive à l'importation au Togo.

Valeur Imposable

ART. 25. — La valeur imposable à la taxe forfaitaire représentative de la taxe sur les transactions est constituée :

— à l'importation, par la valeur réelle (valeur CAF) retenue par le Service des Douanes pour la perception des droits d'entrée, augmentée du montant des droits et taxes perçus par la douane et de la taxe forfaitaire elle-même.

— à l'exportation, par la valeur F.O.B. pour les exportations par voie maritime ou aérienne et la valeur marchande au point de sortie, pour les exportations par toute autre voie, tous frais, droits et taxes inclus, y compris la taxe forfaitaire elle-même.

En cas de taxation spécifique ou d'absence de droits, la valeur imposable est la valeur déclarée en douane et justifiée dans les conditions prévues par le Code des Douanes, augmentée le cas échéant du droit spécifique et des autres taxes perçues par la douane, ainsi que de la taxe elle-même.

Obligations des Déclarants

ART. 26. — La taxe est due par le déclarant en douane.

Ce dernier sera cependant dans l'obligation de mentionner, dans tous les cas, sur la déclaration en douane, les noms, prénoms, professions ou raisons sociales et adresses des importateurs ou exportateurs réels.

ART. 27. — La liquidation et le paiement de la taxe sont effectués comme en matière de droits d'entrée ou de sortie.

Pénalités — Poursuites

ART. 28. — En ce qui concerne la taxe forfaitaire représentative de la taxe sur les transactions, la cons-

tation des infractions le contentieux et en général tout ce qui a trait à l'application des tarifs sont soumis aux règles prévues en matière de droits d'entrée et de sortie par les textes portant réglementation du Service des Douanes du Togo.

En matière de règlement transactionnel des infractions, les règles de compétence et de répartition du produit des amendes demeurent celles prévues par la réglementation douanière.

Exonérations

ART. 29. — Sont exonérées de la taxe forfaitaire représentative de la taxe sur les transactions les affaires d'exportation de produits finis fabriqués au Togo et dont l'énumération figure au tableau de l'annexe I de la présente délibération.

ART. 30. — Sont également exemptés de la taxe :

— 1° les matériels industriels destinés à l'équipement des entreprises industrielles, minières et agricoles du Territoire indiqués au Tableau de l'Annexe II de la présente délibération;

— 2° les importations de timbres ou de papiers timbrés destinés à être vendus au profit du Budget local;

— 3° les importations et les exportations de journaux et périodiques ainsi que des papiers en rouleaux ou en feuilles destinés à l'impression des journaux et périodiques;

— 4° les affaires traitées au Togo et concernant des marchandises flottantes ou n'ayant pas franchi le cordon douanier;

— 5° les importations et exportations effectuées par les administrations civiles et militaires dans la mesure où elles bénéficient de l'exemption des droits perçus par la Douane;

— 6° les importations effectuées dans le but de satisfaire des marchés directs passés avec les administrations civiles et militaires dans la mesure où les mêmes marchandises seraient exemptées des droits perçus par la Douane si elles étaient importées directement par les administrations intéressées.

Le bénéfice de cette exemption est toutefois subordonné à la production, par l'importateur, d'une copie des contrats ou marchés certifiée conforme par l'ordonnateur du budget supportant la dépense ou, à défaut, d'une attestation délivrée par l'ordonnateur du budget intéressé;

— 7° les importations réalisées pour le compte de l'Organisation Mondiale de la Santé et de tous les organismes rattachés directement à la dite Organisation.

ART. 31. — Sont, en outre, exemptés de la taxe forfaitaire représentative de la taxe sur les transactions à l'importation :

— 1° les denrées alimentaires énumérées à l'article 4 paragraphe 11° ci-dessus;

— 2° les produits destinés à détruire les parasites et les insectes nuisibles à l'agriculture et à l'élevage, les produits destinés à la protection des bois, ainsi que les sérums et vaccins destinés à la préservation des animaux vivants contre les épizooties;

— 3° les produits destinés à la lutte antipalustre et à l'assainissement antipalustre, en général, lorsqu'ils sont importés par le Service d'Hygiène du Territoire;

— 4° les objets admis à titre exceptionnel en franchise des droits de douane conformément aux dispositions de la législation et de la réglementation douanières concernant les objets et les mobiliers (y compris les bicyclettes et armes de chasse en cours d'usage) apportés par les voyageurs, à savoir : les outils, instruments de travail, matériels agricoles et industriels, les trousseaux, de même que les objets destinés aux musées, bibliothèques, établissements scientifiques ou d'enseignement, les documents de propagande touristique, les dessins et modèles de fabrique;

— 5° les objets d'uniforme, l'armement réglementaire, l'équipement et le matériel de campement importés par les officiers et fonctionnaires pour leur compte personnel;

— 6° les ornements sacerdotaux, les emblèmes religieux et les objets servant à la célébration du culte;

— 7° les écussons, pavillons, emblèmes distinctifs de nationalité, livres, archives, documents officiels et imprimés de service, les articles de papeterie et les fournitures de bureau, les machines à écrire, ainsi que les coffres-forts destinés aux consulats et vice-consulats;

— 8° les ornements funéraires ou commémoratifs de faits de guerre importés isolément et en dehors de toute opération commerciale, ainsi que les objets et matériaux destinés à l'érection et à l'entretien des sépultures militaires;

— 9° les échantillons médicaux gratuits de produits pharmaceutiques adressés directement à des médecins;

— 10° les produits bruts ou fabriqués destinés directement soit à la Croix Rouge, soit à toutes œuvres similaires d'assistance ou de secours national désignés par le Commissaire de la République du Togo Français;

— 11° les produits et médicaments spécifiques de la lèpre (huile de chaulmoogra, diasome etc...), importés directement par les œuvres, missions ou hôpitaux ou par les particuliers autorisés par le Chef du Territoire, qui se consacrent au traitement des lépreux, et ceux destinés aux traitements des maladies sociales, importés par les œuvres, missions ou hôpitaux désignés par le Chef du Territoire.

Une décision du Chef du Territoire prise sur la proposition du Directeur du Service de Santé précisera la liste des médicaments;

— 12° les matières destinées à être utilisées au cours du traitement des produits admis temporairement;

— 13° les emballages admis temporairement ou exempts de droits d'entrée;

— 14° les appareils orthopédiques;

— 15° les engrais;

— 16° les catalogues;

— 17° les matériels d'enseignement ou d'éducation désignés ci-après :

a) les objets spécialement conçus pour le développement éducatif, scientifique ou culturel des aveugles, importés directement par des institutions ou organisations de secours des aveugles;

b) les modèles, maquettes et tableaux muraux destinés exclusivement à la démonstration et à l'enseignement et importés par les établissements d'enseignement;

c) les films, films fixes, microfilms et diapositives de caractère éducatif, scientifique ou culturel, importés par les établissements d'enseignement;

d) le matériel de physique, de chimie, ou de projection pour école.

(Les objets définis aux alinéas a, b, c et d, ci-dessus doivent être importés à des fins non commerciales, directement par les établissements intéressés).

18° — les objets, matériels ou mobiliers dont l'admission ou l'exportation exceptionnelle en franchise a été prévue aux tableaux des exonérations publiés en fin de tarif d'entrée et de sortie du Togo.

Fait et délibéré en séance publique à Lomé, le 25 novembre 1955.

Le Président de l'A.T.T.
D. AYEVA.

Le Secrétaire,
L. LAWSON.

ANNEXE I.

Exonérations à l'exportation

Tableau des Produits exonérés de la Taxe forfaitaire représentative de la Taxe sur les Transactions en vertu de l'article 29 de la présente délibération, lorsqu'ils ont été fabriqués au Togo.

Numéros de la nomenclature générale et du tarif des douanes du Togo	DÉSIGNATION DES PRODUITS
01-44 02-31 d 02-6	Beurre frais fondu ou salé; Noix de coco râpée ou séchée; Tous les produits du chapitre 02-6 : produits de la minoterie, malt, amidons et féculs;
03-21 c 03-21 e 03-21 f 03-21 g	Huile de coton brute; Huile de sésame brute; Huiles de ricin et de pulgère brutes; Huile de palme brute des types définis par les textes relatifs au conditionnement;
03-21 h 03-21 i 03-21 j 03-22	Huile de palmiste brute; Huile de coco ou de coprah brute; Huile de karité brute; Huiles végétales raffinées;

Numéros de la nomenclature générale et du tarif des douanes du Togo	DÉSIGNATION DES PRODUITS
04-11 04-12	Saucisses, saucissons et similaires; Foie conservés au naturel, saucissons de foie, pâtés, purée et mousses de foies de toutes espèces avec ou sans mélange d'autres viandes ou denrées;
04-15 a et b 04-16 04-17 04-2	Poissons préparés ou conservés; Crustacés et mollusques conservés; Caviar et succédanés du caviar; Tous les produits du chapitre 04-2 : sucres et sucrerie;
04-34 04-35 04-36	Beurre de cacao; Cacao en poudre; Chocolat en masse, en poudre ou en granulés;
04-37	Confiserie au cacao, au beurre de cacao ou au chocolat;
04-4	Tous les produits du chapitre 04-4 : préparations à base de farine ou de féculs;
04-5	Tous les produits du chapitre 04-5 : préparations à base de légumes, de plantes potagères, de fruits et d'autres plantes ou parties de plantes;
04-6	Tous les produits du chapitre 04-6 : préparations alimentaires diverses à l'exclusion de la chicorée torréfiée et d'autres succédanés torréfiés du café ne contenant pas de café;
04-71 b 04-72 04-78 04-81 04-92 04-93 05-23 06 07-1 07-2 07-3	Eaux minérales, artificielles et eaux gazeuses; Bière; Limonades, eaux gazeuses aromatisées et autres boissons non alcooliques; Farines ou poudre de viandes et de poissons; Tabacs fabriqués (cigares, cigarettes, autres tabacs à fumer, mâcher, à priser); Extraits ou sauces de tabac; Pierres concassées, cailloux et galets, et poudre de pierre; Tous les produits de la section VI : produits chimiques; Tous les produits du chapitre 07-1 : produits pharmaceutiques; Tous les produits du chapitre 07-2 : engrais; Tous les produits du chapitre 07-3 : produits de la distillation du bois, des térébenthines et des résines, extraits tannants et

Numéros de la nomenclature générale et du tarif des douanes du Togo	DÉSIGNATION DES PRODUITS
	tinctoriaux; matières colorantes à l'exception de l'indigo naturel (07-35 a);
07-4	Tous les produits du chapitre 07-4 : teintures, vernis, peintures, couleurs, mastics, encres, crayons, produits de la cérachimie;
07-51 a	Essence de citronnelle;
07-51 b	Essence d'orange;
07-51 z	Autres essences et produits;
07-52	Eaux distillées parfumées naturelles;
07-53	Solutions concentrées d'essences naturelles dans les graisses et huiles;
07-54	Compositions à base de parfums naturels ou artificiels destinés à la parfumerie ou à l'alimentation;
07-55	Parfumerie confectionnée (parfums, produits dentifrices, produits capillaires, produits pour les soins de la peau et le maquillage, etc...);
07-6	Tous les produits du chapitre 07-6 : dérivés de corps gras naturels ou synthétiques, savons, bougies, lessives, matières albuminoïdes et colles diverses à l'exception des cires artificielles et cires préparées (07-63);
07-7	Tous les produits du chapitre 07-7 : poudres, explosifs, articles de pyrotechnie, allumettes, ferrocérium, matières inflammables, extincteurs;
07-8	Tous les produits du chapitre 07-8 : surfaces sensibles, films, produits pour la photographie et la cinématographie;
07-9	Tous les produits du chapitre 07-9 : ouvrages en abrasifs, pièces et objets en charbon artificiel; baguettes et compositions pour la soudure, produits divers des industries parachimiques non dénommés ni compris ailleurs;
08	Tous les produits de la section VIII, dérivés de la cellulose; matières plastiques et résine artificielle, ouvrages en ces matières, caoutchouc, ouvrages en caoutchouc, à l'exception du caoutchouc brut et produits assimilés (08-31 a à z);
09-2	Tous les produits du chapitre 09-2 : cuirs et peaux simplement tannées, à l'exclusion des produits du 09-26 a (peaux de reptiles, de batraciens, de poissons et d'animaux marins) et des peaux d'antilopes (ex 09-26 z);
09-3	Tous les produits du chapitre 09-3 : cuirs corroyés et peaux travaillées après tannage

Numéros de la nomenclature générale et du tarif des douanes du Togo	DÉSIGNATION DES PRODUITS
	à l'exception des peaux d'antilopes travaillées après tannage (ex 09-38 z);
09-4	Tous les produits du chapitre 09-4 : déchets et cuirs artificiels;
09-5	Tous les produits du chapitre 09-5 : ouvrages en cuir ou en peau et ouvrages des industries annexes;
09-63	Pelleteries ouvrées ou confectionnées;
09-64	Pelleteries factices;
10	Tous les produits de la section X : bois et ouvrages en bois, ameublement, lièges, sparterie, vannerie à l'exclusion des bois bruts (10-11), et bois équarris ou sciés (10-12);
11	Tous les produits du chapitre XI : papier et ses applications;
12-32	Fils, ficelles et cordages de manille, d'abaca, de bananier, de sisal, d'agave, d'aloès, de maguey;
12-33	Fils de jute, de matières assimilées ou de typha;
12-34	Fils, ficelles, cables de coco;
12-35	Fils, ficelles et cordages d'alfa et de jonc;
12-36	Fils, ficelles et cordages d'autres végétaux filamenteux;
— a	— de baobab;
— z	— autres;
14-41	Plumes de parure apprêtées ou montées;
14-42	Articles confectionnés en plumes;
15	Tous les produits de la section XV : ouvrages en pierre et autres matières minérales, produit céramiques, verres et ouvrages en verres;
17	Tous les produits de la section XVII : métaux communs;
18	Tous les produits de la section XVIII : ouvrages en métaux;
19	Tous les produits de la section XIX : machines et appareils;
20	Tous les produits de la section XX : construction électrique;
21	Tous les produits de la section XXI : matériel de transport;
25	Tous les produits de la section XXV : produits divers non compris ailleurs à l'exception des matières minérales à tailler ou à mouler travaillées (25-12) et des matières végétales à tailler travaillées : (25-12).

ANNEXE II.

Exonérations à l'importation

Tableau des Produits exonérés de la taxe forfaitaire représentative de la taxe sur les transactions en vertu de l'article 30-1° de présente délibération.

NUMÉROS DE LA NOMEN- CLATURE GÉNÉRALE ET DU TARIF DES DOUANES DU TOGO	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	NUMÉROS DE LA NOMEN- CLATURE DU TARIF DES DOUANES MÉTROPOLITAINES
ex 15-22	Briques réfractaires.	ex 1202
ex 17-27	Rails, traverses métalliques, éclisses, selles d'assises, plaques et barres d'écartement.	ex 7316
ex 18-11/2a	Constructions métalliques en fer ou acier : pylones pour le transport d'énergie électrique.	ex 1399
ex 19-11	Chaudières.	1519
19-15/1 à 3	Machines à vapeur, turbines à vapeur et à gaz;	1526
19-16	Turbines et roues hydrauliques.	
ex 19-17/3	Autres moteurs à piston, à explosion ou à injection, fixe d'une puissance supérieure à 4 CV.	ex 1529 B.
ex 19-18	Élévateurs à liquides.	1533
ex 19-18	Pompes à liquides : autres pompes centrifuges d'une puissance égale ou supérieure à 5 chevaux.	ex 1535 A.
ex 19-18	Electro-pompes : groupes automatiques de pompage avec réservoir d'air sous pression d'une puissance égale ou supérieure à 5 chevaux.	ex 1536 A.
ex 19-18	Compresseurs et pompes à vide, à commande mécanique d'une puissance égale ou supérieure à 5 chevaux.	ex 1537
ex 19-18	Groupes moto-compresseurs et moto-pompes à vide, turbo-compresseurs et turbo-pompes à vide d'une puissance égale ou supérieure à 2 CV.	ex 1538
ex 19-21	Ventilateurs avec ou sans moteurs, appareils de tirage.	1540 à 1542
19-23/1	Fours industriels.	1547
ex 19-23/2	Carbonisateurs.	1548
ex 19-24	Équipements frigorifiques, à compression dont la puissance du compresseur est égale ou supérieure à 10 CV.	ex 1552 A
ex 19-31/1	Monte-charges, ascenseurs, descendeurs, skips.	1555 A, B, C
ex 19-31/2	Treuil et cabestans électriques ou mécaniques.	ex 1556 B, C
ex 19-31/3a	Grues d'une force supérieure ou égale à une tonne.	ex 1558
ex 19-31/3a	Portiques et bardeurs.	1559
ex 19-31/3 (a & z)	Ponts roulants, ponts tournants de locomotives, transbordeurs de wagons, monorails et birails de manutention, enfourneuses, défourneuses, strippeurs.	1557
19-31/4	Bennes preneuses, griffes articulées, crochets preneurs et organes similaires, présentés isolément ou avec leurs appareils de levage.	1560
ex 19-31/6	Crics et vérins d'une force supérieure à 7 tonnes.	ex 1562
ex 19-31/7	Palans et moufles, d'une force supérieure ou égale à 500 kgs, présentés isolément ou avec leurs appareils de levage.	ex 1563
ex 19-31/8	Transporteurs mécaniques à action continue, autres que par câbles.	1564
ex 19-31/8	Transporteurs aériens sur câbles, téléphériques.	1565

NUMÉROS DE LA NOMEN- CLATURE GÉNÉRALE ET DU TARIF DES DOUANES DU TOGO	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	NUMÉROS DE LA NOMEN- CLATURE DU TARIF DES DOUANES MÉTROPOLITAINES
ex 19-31/9	Dégrilleurs pour installations hydrauliques.	1566
ex 19-31/9	Appareils de levage et de manutention non dénommés ni compris ailleurs.	1567
ex 19-32	Matériels d'extraction, d'excavation et de préparation du sol.	1568
ex 19-32	Machines et appareils de concassage, de broyage et de pulvérisation.	ex 1569
ex 19-32	Appareils de criblage, de triage, de classement, de levage et de dépoussiérage, non dénommés ni compris ailleurs (y compris les appareils électrostatiques et magnétiques).	ex 1570
ex 19-32	Mélangeurs et malaxeurs non dénommés ni compris ailleurs.	ex 1571
ex 19-32	Machines et appareils centrifuges, séparateurs, épureurs etc, non dénommés ni compris ailleurs.	ex 1572
ex 19-32	Filtre-presses avec ou sans pompe non dénommés ni compris ailleurs.	1573
ex 19-32	Presses non dénommées ni compris ailleurs.	1574
ex 19-32	Machines et appareils à former, à mouler, à agglomérer, à couler, à briquer.	1575
19-33	Laminiers et calandres.	1576 A, B
ex 19-34/1	Machines et appareils pour la fabrication du ciment, de la chaux, du plâtre.	ex 1577
ex 19-34/2	Machines et appareils pour la préparation du béton d'une capacité de plus de 500 litres.	1578
19-34/3	Machines et appareils pour la préparation des asphaltes, bitumes, tarmacads, goudrons et appareils auxiliaires (chaudières, fondeurs, joints à temps, enrobeurs, etc... et leurs parties).	1579
ex 19-34/4 et 19-34/6	Machines et appareils non dénommés ni compris ailleurs pour la fonderie, la sidérurgie, l'aciérie et la métallurgie.	ex 1584
19-34/5 a et b	Machines et appareils non dénommés ni compris ailleurs pour les industries céramiques.	1581
ex 19-34/6	Machines et appareils pour cokeries et usines à gaz.	ex 1580
ex 19-34/6	Machines non dénommées ni comprises ailleurs pour les industries de la verrerie.	1582
ex 19-34/6	Machines pour la fabrication des lampes électriques.	1583
ex 19-34/6	Machines à décaper au sable ou à la grenaille pour les métaux, le verre et la pierre etc...	1585
19-51	Machines et appareils pour la laiterie et les produits laitiers (machines à traire, pots trayeurs, écrémeuses, pasteurisateurs à débit continu, barattes, barattes-malaxeurs avec ou sans chariot) autres machines de laiterie, de beurrerie, de fromagerie.	1596
ex 19-53	Machines préparatoires pour la minoterie.	ex 1598
ex 19-53	Machines et appareils pour le décorticage, la mouture, le fendage, le dégermage, le polissage, le glassage, le floconnage, le blutage, le sassage.	ex 1599
ex 19-54/3	Machines et appareils pour la préparation des huiles et graisses alimentaires, y compris la margarine.	ex 1603
ex 19-54/4	Machines et appareils pour la sucrerie, la raffinerie, la distillerie.	ex 1604
ex 19-54/5 a	Machines et appareils pour la malterie, la brasserie.	ex 1605
ex 19-54/5 z et ex 19-54/6	Autres machines et appareils pour les industries alimentaires.	ex 1606

NUMÉROS DE LA NOMENCLATURE GÉNÉRALE ET DU TARIF DES DOUANES DU TOGO	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	NUMÉROS DE LA NOMENCLATURE DU TARIF DES DOUANES MÉTROPOLITAINES
ex 19-54/6	Machines et appareils pour la boulangerie, la pâtisserie, la biscuiterie, la fabrication des pâtes alimentaires, du tapioca et des denrées similaires.	ex 1600
ex 19-54/6	Machines et appareils pour la confiserie, la chocolaterie, la préparation du cacao.	ex 1601
ex 19-54/6	Machines et appareils pour la boucherie, la charcuterie, les salaisons, le travail des viandes, la préparation des conserves alimentaires.	ex 1602
19-61/a et ex 19-61/z	Machines et appareils pour la savonnerie, la stéarinerie, la parfumerie et la fabrication des produits pharmaceutiques.	ex 1609
ex 19-61/z	Machines et appareils pour les industries du caoutchouc et des matières plastiques.	ex 1607
ex 19-61/z	Machines et appareils pour la fabrication des couleurs, vernis, encres et teintures.	ex 1608
ex 19-61/z	Autres machines et appareils pour les industries chimiques.	ex 1610
19-62/1	Machines et appareils pour la fabrication de la pâte à papier.	ex 1611
19-62/2	Machines pour la fabrication du papier et du carton.	ex 1612
19-62/3 a et z	Machines pour le travail du papier et du carton : machines et appareils pour le brochage et la reliure (y compris les machines à brocher au fil métallique); autres (à façonner, à rogner, à découper, à poser des œillets, à agraffer etc...) non dénommées ni comprises ailleurs (machines dites « presses à platines » sans encrage; autres).	ex 1614
ex 19-62/4	Machines pour l'apprêt et le finissage du papier et du carton (machine à coucher, à émailler, à cirer, à parcheminer, etc...) non comprises ailleurs.	ex 1613
ex 19-62/4	Machines et appareils accessoires d'imprimerie : margeurs, plieuses, transporteurs et élévateurs de rames autres (colleuses, coupeuses, piqueuses etc...)	ex 1616
19-66	Machines et appareils pour l'industrie des cuirs et peaux.	ex 1632
19-68	Machines et appareils pour les manufactures de tabac et d'allumettes.	1634-1635
ex 19-69	Machines et appareils à remplir, fermer, étiqueter, capsuler les récipients.	1638 A et B.
ex 19-81	Appareils et instruments de pesage : ponts-bascules.	ex 1659 A
ex 20-11	Générateurs et moteurs électriques d'une puissance de plus de cinq kilowatts.	ex 1700
ex 20-11	Transformateurs de plus de 5 kilowatts.	ex 1702
ex 20-18	Cables pour le transport de l'énergie électrique d'une section de plus de 10 mm ² .	ex (1724 à 1726)
ex 20-24/1	Appareils émetteurs de radiotélégraphie d'une puissance égale ou supérieure à 10 watts.	ex 1742
ex 20-24/2-a	Appareils récepteurs de trafic de radiotélégraphie d'une puissance égale ou supérieure à 10 watts.	ex 1743
20-24/3 a, b, c	Appareils radio-électriques et appareils électroniques non dénommés ni compris ailleurs.	1744
ex 21-11	Locomotives pour voies de plus de 0 ^m ,60 d'écartement.	1770
ex 21-11	Locotracteurs pour voies de plus de 0 ^m ,60 d'écartement.	1771
ex 21-11	Tenders de locomotives pour voies de plus de 0 ^m ,60 d'écartement.	1774

NUMÉROS DE LA NOMEN- CLATURE GÉNÉRALE ET DU TARIF DES DOUANES DU TOGO	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	NUMÉROS DE LA NOMEN- CLATURE DU TARIF DES DOUANES MÉTROPOLITAINES
ex 21-12	Wagons à marchandises pour voies de plus de 0 ^m ,60 d'écartement.	1777
ex 21-13	Locomotives et locotracteurs pour voies de moins de 0 ^m ,60 d'écartement.	ex 1781
ex 21-13	Tenders de locomotives pour voies de moins de 0 ^m ,60 d'écartement.	1783
ex 21-13	Wagons, wagonnets et berlines pour voies de moins de 0 ^m ,60 d'écartement.	1785
21-14	Parties et pièces détachées de matériel de transport ferroviaire.	1786 à 1794
21-15	Matériel fixe de voies ferrées et appareils de signalisation non électriques pour voies de communication.	1795 à 1796
ex 21-23	Tracteurs à chenilles d'un poids supérieur à 4 tonnes.	ex 1798 B
ex 21-23	Tracteurs à roues rowcrops.	ex 1798 B
ex 21-23	Tracteurs à roues standard d'un poids supérieur à 4 tonnes.	ex 1798 B
ex 21-24	Voitures à usages spéciaux et matériel de travail et de manutention automobile sur roue ou sur chenille : grues, pelles, excavateurs, chargeuses, décapeurs, rouleaux compresseurs, élévateurs à fourchettes d'une puissance supérieure ou égale à une tonne; niveleuses, chariots de manutention pour exploitation minière dits « Shuttlecars », engins sur chenilles destinés à la confection des revêtements routiers (finicher barber grenne et similaires.)	ex 1799-1800

Affaires économiques

ARRETE N° 1068-55 AE/PLAN/1. du 31 décembre 1955 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat des arachides de la récolte 1955-1956.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER;

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi validée du 14 mars 1942 et les textes modificatifs subséquents;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La campagne d'achat des arachides de la récolte 1955-1956 sera ouverte dans tout le Territoire à compter du 10 janvier 1956.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu applicable par voie d'affichage dans les bureaux des Communes-Mixtes, des Circonscriptions Administratives et des P.T.T.

Lomé, le 31 décembre 1955.

J. BÉRARD.

ARRETE N° 1069-55/AE/PLAN/1 du 31 décembre 1955 fixant les valeurs mercuriales pour le calcul

des droits fiscaux d'entrée et de sortie pendant le premier trimestre 1956.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté n° 665-49/D. du 20 août 1949 rendant exécutoire la délibération n° 8-49 du 11 avril 1949 fixant la valeur imposable pour la perception des taxes fiscales d'entrée et de sortie;

Vu l'arrêté 966-49/D. du 7 décembre 1949 rendant exécutoire la délibération n° 24-49 du 25 avril 1949 de l'Assemblée Représentative du Togo, modifiant les tarifs fiscaux d'entrée et de sortie;

Vu l'arrêté 1123-54/AE/PLAN. du 31 décembre 1954 fixant les valeurs mercuriales pour le calcul des droits ad-valorem pour le 1^{er} semestre 1955 et ses modificatifs;

Vu l'arrêté n° 598-55/AE/PLAN/1 du 22 juin 1955 fixant les valeurs mercuriales pour le deuxième semestre 1955 et modifié par les arrêtés n° 710/AE/PLAN/1 du 19 août 1955 et 794-55/AE/PLAN/1 du 19 septembre 1955;

Vu la décision n° 403-D/AE. du 2 juin 1949 et ses modificatifs désignant les membres de la commission des mercures;

Vu les propositions formulées par la commission des mercures en sa séance du 29 décembre 1955;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les droits ad-valorem applicables aux marchandises à l'entrée et à la sortie du Togo seront liquidés par le Service des Douanes pendant le premier semestre 1956 conformément aux indications des tableaux ci-annexés :

TABLEAU DES MERCURIALES OFFICIELLES

1^{re} — A L'importation

N° DE LA NOMENCLATURE GÉNÉRALE ET DU TARIF DU TOGO	N° DU TARIF MÉTROPOLITAIN	DÉSIGNATION DES PRODUITS	UNITÉ DE VALORATION	VALEURS MERCURIALES DU 1 ^{er} SEMESTRE 1956
01		I — Animaux vivants et produits du règne animal.		
		2 ^o — Viandes et abats.		
01-21	13	Viandes fraîches ou congelées des espèces bovines, ovines, porcines, chevalines, assines et mulassières .	le K. net	10
01-22	14	Abats comestibles	le K. net	50
01-23	15	Volailles et lapins morts	le K. net	50
01-3		3 ^o — Poissons-Crustacés & Mollusques. I		
01-32	24	Poissons de mer (vivants ou morts) ou conservés à l'état frais.	le K. net	50
01-34	26	Crustacés frais (vivants ou morts) ou simplement cuits, salés ou séchés.	le K. net	50
02		II — Produits du règne végétal.		
		2 ^o — Légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires.		
02-21 e	ex 67 E	Pommes de terre autres.	le K. net	10
02-3		3 ^o — Fruits comestibles.		
02-31 a	ex 71 E	Noix de colas.	le K. net	100
02-5		5 ^o — Céréales.		
02-55	97	Riz.	le K. net	25
02-6		6 ^o — Produits de la minoterie-malt-amidon et féculés.		
02-61	101	Farines de céréales.		
02-61 a	101 A	Farines de froment.	la T. nette	20.000
07		VII — Produits des industries parachimiques.		
07-8		3 ^o — Surfaces sensibles, films, produits pour la photographie et la cinématographie.		
07-86	670-671	Films cinématographiques impressionnés et développés en location.	le M. de long	0,50
10		X — Bois et ouvrages en bois, ameublement, lièges, sparterie et vannerie.		
10-1		1 ^o — Bois et ouvrages en bois.		
10-19	791 à 799	Articles divers en bois.		
10-19 b	792 A	Futs et futailles (montés ou démontés) — jusqu'à 250 litres.	la pièce	200
		de 250 à 500 litres.	la pièce	400
13		XIII — Articles confectionnés en tissus, vêtements, bonneteries.		
13-4		4 ^o — Articles confectionnés en tissus non dénommés ni compris ailleurs.		
13-47	1092 D	Sacs d'emballage présentés pleins à l'exception des sacs de sel et d'engrais lorsque ceux-ci sont soumis aux droits du contenu	la pièce	20

N° DE LA NOMENCLATURE GÉNÉRALE ET DU TARIF DU TOGO	N° DU TARIF MÉTROPOLITAIN	DÉSIGNATION DES PRODUITS	UNITÉ DE VALORATION	VALEURS MERCURIALES DU 1 ^{er} SEMESTRE 1956
15		XV — Ouvrages en pierre et autres matières minérales — produits céramiques, verres et ouvrages en verre.		
15-3		3° — Verres et ouvrages en verre.		
15-34	1233 à 1235	Bombones et Dames-Jeannes	la pièce	200
		Bouteilles : de plus de 0,50	le cent	400
		Flacons { de 01,10 à 01,50	le cent	300
		Bocaux et autres { moins de 01,10	le cent	150
		recipients d'emballage (1)		
		(1) la mercuriale ne s'applique qu'aux contenants importés pleins de marchandises taxées spécifiquement.		
		Bouteille de réemploi de plus de 0,50 litre	le cent	200
18		XVIII — Ouvrages en métaux.		
18-1		1° — Constructions métalliques, cuves et réservoirs, emballages métalliques, câbles, toiles, grillages et treillis, chaînes, ressorts, articles de poinçerie, de clouterie, de boulonnerie et de visserie.		
18-12	1403	Réservoirs, citernes, cuves et autres récipients analogues :		
18-12-1	ex 1403	Réservoirs et citernes	le M ³	1.000
18-13	1404 à 1412	Emballages métalliques —		
18-13 b	1405	Fûts, toupes et tonnelets —		
		jusqu'à 250 litres	la pièce	250
		de 250 à 500 litres	la pièce	500
01		II — A l'Exportation.		
01-3	25	1° — Animaux vivants et produits du règne animal.		
01-33	25	3° — Poissons crustacés ou mollusques.		
01-34	26	Poissons simplement salés, séchés ou fumés	100 kgs nets	8.000
01-5		Crevettes fumées	100 kgs nets	10.000
01-57	45	5° — Matières premières et autres produits bruts d'origine animale.		
01-57	45	Sabots de bétail	100 kgs nets	800
01-58	46	Cornes brutes de bétail	100 kgs nets	1.000
		{ de 5 à 10 kgs inclus	100 kgs nets	20.000
		{ de 10 à 20 kgs inclus	100 kgs nets	25.000
		{ de plus de 20 kilos	100 kgs nets	40.000
01-2		11° — Produits du règne végétal.		
02-24	70	2° — Légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires.		
01-31		Racines et tubercules à haute teneur en amidons, cossettes de manioc	la T. nette	5.000
02-31 d	71 C	3° — Fruits comestibles.		
02-4		Fruits des pays tropicaux frais ou secs.		
02-41	81 A	Noix de coco, coco râpé	la T. nette	12.143
		4° — Café — Thé et Epices.		
		Cafés de la variété Robusta, Niaouli.		
		Qualité Prima	la T. nette	50.000
		Qualité Brisures — Triage	la T. nette	56.000
		Qualité Supérieure	la T. nette	67.000
		Qualité Courante	la T. nette	100.000
		Qualité Limite et sous-limite	la T. nette	114.000

N° DE LA NOMENCLATURE GÉNÉRALE ET DU TARIF DU TOGO	N° DU TARIF MÉTROPOLITAIN	DÉSIGNATION DES PRODUITS	UNITÉ DE VALORATION	VALEURS MERCURIALES DU 1 ^{er} SEMESTRE 1956
02-41	81 A	Cafés de la variété Arabica.		
		Qualité Prima	la T. nette	54.000
		Qualité Brisures — Triage	la T. nette	64.000
		Qualité Supérieure	la T. nette	74.000
		Qualité Courante	la T. nette	105.000
		Qualité Limite et sous-limite	la T. nette	114.000
02-45	85	Piments { petits	100 kgs nets	6.000
		{ moyens	100 kgs nets	5.000
		{ gros	100 kgs nets	4.000
02-6		6° — Produits de la minoterie — Malt, amidons et féculés.		
02-65	105 et 106	Farine de manioc (gari)	la T. nette	15.000
02-67	108 et 109	Amidons et féculés	la T. nette	2.000
		Déchets de féculé et de gruaux	la T. nette	1.000
	110	Tapioca { qualité T. I et T. II	la T. nette	12.000
		{ qualité T. III et T. IV	la T. nette	6.000
02-7		7° — Graines et Fruits oléagineux.		
02-71	ex 112 A	Arachides décortiquées en sacs	la T. nette	35.000
02-71 b	112 B	Amandes de coco ou coprah en sacs	la T. nette	10.000
02-71 C	112 C	Palmistes en sacs	la T. nette	16.000
02-71 E	112 E	Graines de ricin et de pulgère en sacs	la T. nette	11.000
02-71 H	112 K	Graines de coton en sacs	la T. nette	6.000
02-71 M	112 O	Graines de kapok en sacs	la T. nette	6.000
02-71 G	112 P	Graines de karité en sacs	la T. nette	3.000
02-9		9° — Matières à tresser et à tailler et autres matières premières, produits bruts d'origine végétale.		
02-92	132 A	Kapok égrené blanc 1 ^{re} qualité	la T. nette	50.000
		Kapok égrené gris 2 ^e qualité	la T. nette	40.000
		Déchets de kapok égrené 3 ^e qualité	la T. nette	30.000
03		131 — Corps gras, graisses, huiles & produits de leur dissociation, graisses alimentaires élaborées, cires d'origine animale et végétale.		
03-2		2° — Huiles fluides et concrètes d'origine végétale.		
03-21	ex 146	Huiles fluides d'origine végétale brute.		
03-21 g	146 J	Huile de palme brute :		
		Embarquement en fûts à rendre :		
		Huile de palme types I et II	la T. nette	26.000
		Huile de palme types III, IV et V	la T. nette	16.000
04		IV — Produits des Industries alimentaires, boissons alcooliques en vinaigres — Tabacs.		
04-3	176	3° — Cacao et ses préparations.		
		Cacao en fèves, récolte principale 1955-1956	la T. nette	60.000
07		VII — Produits des Industries parachimiques.		
07-6		6° — Dérivés de corps gras naturels ou synthétiques, savon, cires artificielles, bougies, lessives, matières albuminoïdes et colles diverses.		
07-62	(163-632)	Savons	la T. nette	15.000

N° DE LA NOMENCLATURE GÉNÉRALE ET DU TARIF DU TOGO	N° DU TARIF MÉTROPOLITAIN	DÉSIGNATION DES PRODUITS	UNITÉ DE VALORATION	VALEURS MERCURIALES DU 1 ^{er} SEMESTRE 1956
09		IX — Cuir et peaux, ouvrages en cuir ou peaux et ouvrages des industries connexes.		
09-2		2° — Cuir et peaux simplement tannés.		
09-26 a k	735 B	Peaux de reptiles (moins de 20 cms de large) . . .	le M. de long	100
		de 20 à 24 cms de large	le M. de long	125
		plus de 24 cms de large.	le M. de long	150
09-26 a	735 B	Peaux d'iguanes et de varans	la peau	75
09-6		6° — Pelleteries et Fourrures.		
09-61 a		(1 ^{er} choix.	la peau	100
09-62	759 à 762	(2 ^{me} choix.	la peau	80
09-64		(3 ^{me} choix.	la peau	60
12		XII — Matières textiles, fils, tissus et articles similaires.		
12-15	ex 880	1° — Matières premières textiles.		
		Coton en masse égrené.	la T. nette	35.000

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage.

Lomé, le 31 décembre 1955.

J. BÉRARD.

ARRETE No 1070-55/AE/PLAN/1 du 31 décembre 1955 prescrivant la frappe et l'émission de pièces de cinq francs.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo, sous tutelle française,

Vu le décret du 16 octobre 1923 autorisant le Commissaire de la République au Togo à faire frapper et à émettre des jetons métalliques de 2 francs, 1 franc et 50 centimes;

Vu le décret n° 48-2004 du 30 décembre 1948 et les arrêtés interministériels d'application des 4 mars 1949 et 7 octobre 1955;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il sera procédé à la frappe et à l'émission pour le compte du Territoire du Togo de dix millions de pièces de cinq francs dont les caractéristiques sont les suivantes :

DÉNOMINATION	DIAMÈTRE (MILLIMÈTRES)	POIDS DROIT (GRAMMES)	TOLÉRANCE AU-DESSUS OU AU-DESSOUS (MILLIÈMES)	TITRE CUIVRE 91 ALUMINIUM 9	TOLÉRANCE AU-DESSUS OU AU-DESSOUS (MILLIÈMES)	TRANCHE LISSE
5 francs	20	3	50		20	

ART. 2. — Le type de ces pièces sera conforme au modèle exécuté par M. Bazor, graveur de la Monnaie et déposé à l'Administration des Monnaies et Médailles.

ART. 3. — Le Directeur de l'Institut d'Emission du Togo est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 31 décembre 1955.

J. BÉRARD.

Budget d'état

ARRETE No 1-56/F. du 3 janvier 1956 ouvrant des crédits provisoires pour le Compte du Budget Etat, Exercice 1956.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo, sous tutelle française,

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1955 précitée;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Territoires d'outre-mer et les actes modificatifs subséquents (Art. 5);

Vu la loi n° 48-85 du 7 janvier 1948 — art. 3;

Vu l'urgence du paiement des soldes et accessoires divers;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont ouverts pour le compte du Budget Etat les crédits provisoires suivants :

Chapitre 31-41 art. 1 Traitement Personnel d'autorité	300.000 FM.
— 31-42 Indemnité et allocations div.	30.000 —
— 31-91 art. 2 Indemnité spéciale	3.000.000 —
— 31-91 art. 4 Indemnité pour difficulté exceptionnelle d'existence	15.000 —
— 33-91 art. 1 Prestation familiale	15.000 —
— 33-91 art. 2 Supplément familial	10.000 —
— 34-41 Remboursement des frais personnel d'autorité	30.000 —
	3.400.000 FM.

ART. 2. — Les crédits seront annulés lors de la réception des ordonnances délivrées par le Budget Etat.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 3 janvier 1956.

P. Le Commissaire de la République et par
délégation,
Le Secrétaire Général;
J. RIGAL.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Intégration

Par arrêté du Ministre de la France d'Outre-Mer en date du :

8 décembre 1955. — M. Grunitzky (Nicolas) adjoint technique principal 4^e échelon, des Travaux Publics du Togo, est intégré dans le cadre général des Travaux Publics, des Mines et des Techniques Industrielles de la France d'Outre-Mer au grade d'adjoint technique

principal de 1^{re} classe pour compter du 1^{er} janvier 1955, en conservant une ancienneté civile de 1 an.

Echelons personnels

Par arrêté du Ministre de la France d'Outre-Mer en date du :

7 décembre 1955. — Les magistrats dont les noms suivent bénéficient des échelons personnels de traitements suivants :

M. Mabilat — Juge de Paix à compétence étendue de 2^e classe d'Atakpamé, de l'échelon après deux ans à compter du 21 mars 1955 (services militaires utilisés 11 mois 25 jours épuisés).

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Intégration

Par arrêtés et décisions du Commissaire de la République :

N° 1065-55/CP, du :

30 décembre 1955. — Sont intégrés dans le corps des commis ou monteurs électriciens du cadre local des Transmissions du Togo, les facteurs ci-après désignés, qui ont subi avec succès les épreuves de l'examen professionnel, qui se sont déroulées à Lomé le 31 octobre 1955.

En qualité de monteurs électriciens adjoints.

Sossavi Dossou, facteur adjoint de 3^e classe
Lawson Pierre, facteur adjoint de 4^e classe
Wilson Jean, facteur adjoint de 3^e classe
Djafalo Bassabi, facteur adjoint de 4^e classe

En qualité de monteurs électriciens adjoints de 6^e classe

Osséni Alandou, facteur adjoint de 3^e classe
Tchédré Poulma Albert, facteur adjoint de 3^e classe
Aziaba Folikoué Joseph, facteur adjoint de 3^e classe
Aglamey Kokou Emmanuel, facteur principal de 3^e classe

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1956.

Nominations

N° 1037-55/IA, du :

28 décembre 1955. — Les moniteurs de l'Enseignement Officiel dont les noms suivent, titulaires du Brevet Elémentaire, sont nommés instituteurs-adjoints stagiaires pour compter du 1^{er} janvier 1956 :

Doussévi Paul, moniteur adjoint de 6^e classe
Akakpo Charles, moniteur adjoint stagiaire
Vovor Jean, moniteur journalier, ancien élève de l'Ecole Normale d'Atakpamé

M. Tchédre Michel, moniteur adjoint de 5^e classe de l'Enseignement, titulaire du Brevet d'Etudes du premier cycle (B.E.P.C.) est nommé, pour compter du 1^{er} janvier 1956, instituteur-adjoint stagiaire.

N° 1920/D/CP. du :

28 décembre 1955. — M. Lamy René, agent contractuel d'agriculture, chef de la circonscription agricole de Lomé, est nommé chef de la circonscription agricole de Bassari et directeur du Centre-Pilote de Kabou, avec résidence à Kabou.

M. Gassou Anani Ernest, ingénieur d'agriculture auxiliaire, provisoirement affecté à la direction du Service, est nommé chef de la circonscription agricole de Lomé, avec résidence à Lomé, en remplacement de M. Lamy.

N° 1924-D/CP. du :

28 décembre 1955. — M. Barraud Pierre, Médecin Capitaine des Troupes d'Outre-Mer, nouvellement affecté au Togo et arrivé à Lomé, le 18 décembre 1955, par avion, est nommé Médecin-Chef de l'ambulance de Sokodé, en remplacement du Médecin Capitaine Guiraud, rapatrié.

N° 1925-D/CP. du :

28 décembre 1955. — M^{lle} Donkèlè Elisabeth (en religion Sœur Marie François) titulaire du diplôme d'Etat de Sage-Femme, de retour de congé, est nommée directrice du Dispensaire privé de Tomégbé — Cercle d'Atakpamé — en remplacement de M^{lle} Cais-saigne Anna — en religion Sœur Germaine.

Elle aura droit, en cette qualité, à un salaire mensuel de 25.000 francs, à l'exclusion de tous accessoires ou indemnités.

La présente décision aura son effet pour compter du 1^{er} octobre 1955.

N° 1063-55/CP. du :

30 décembre 1955. — Les candidats ci-après désignés qui ont subi avec succès les épreuves du concours direct, qui se sont déroulées à Lomé les 2 et 3 novembre 1955, sont admis dans le cadre supérieur des Postes et Télécommunications du Togo, en qualité d'agents d'exploitations stagiaires :

M.M. Locoh Thomas

Ocloo Komi Elias.

Les intéressés sont mis à la disposition du chef du service des Postes et Télécommunications du Togo.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1956.

N° 1064-55/CP. du :

30 décembre 1955. — Les commis adjoints du cadre local des Transmissions du Togo, ci-après désignés, qui ont subi avec succès les épreuves du concours professionnel qui se sont déroulées à Lomé les 4 et 5 novembre 1955, sont admis, pour compter du 1^{er} janvier 1956, dans le cadre supérieur des Postes et

Télécommunications du Togo, en qualité d'agents d'exploitation stagiaires de 2^e classe 1^{er} échelon :

M. Houédakor Mathias, commis adjoint de 3^e classe

M^{lle} d'Almeida Imelda, commis adjoint de 4^e classe

M.M. Ramanou Adolphe, commis adjoint de 4^e classe

Gbédey Emmanuel, commis adjoint de 1^{re} classe

Amoussou Martial, commis adjoint de 5^e classe

Ekue-Akpa Ezéchiel, commis adjoint de 3^e cl.

Daboni Ambroise, commis adjoint de 4^e classe.

N° 1952/D/CP. du :

31 décembre 1955. — M. Lorquiu Jean, agent contractuel d'agriculture, mis à la disposition du chef du service de l'agriculture par décision n° 1929-D/CP. du 28 décembre 1955, est nommé adjoint au chef de la circonscription agricole de Tsévié, avec résidence à Tsévié.

Promotion

N° 1034-55/CP. du :

26 décembre 1955. — M. De Souza Cosme, aide-météorologiste adjoint de 4^e classe le 15 juillet 1953, qui conserve 1 an 2 mois de rappel d'ancienneté pour services militaires, est promu aide-météorologiste adjoint de 3^e classe pour compter du 1^{er} janvier 1955 au point de vue l'ancienneté et du 1^{er} décembre 1955 au point de vue de la solde (conserve 7 mois 15 jours R.S.M.).

Disponibilités

N° 1026-55/CP. du :

23 décembre 1955. — Est et demeure rapporté, pour compter du 7 décembre 1955, l'arrêté n° 974-55/CP. du 5 décembre 1955, plaçant d'office M. Johnson Jean Josiah, médecin africain principal de 1^{re} classe, dans la position de disponibilité.

N° 1935-D/CP. du :

29 décembre 1955. — M. Byll Ahlinvi Benjamin, aide-météorologiste adjoint de 4^e classe du cadre local du Togo, placé en disponibilité sans traitement, par décision n° 75-D/CP. du 12 janvier 1955, est, sur sa demande, maintenu dans la même position pour une nouvelle période d'un an, à compter du 12 janvier 1956.

Retraite

N° 1047-55/CP. du :

29 décembre 1955. — Les fonctionnaires ci-après désignés, atteints par la limite d'âge, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite, pour ancienneté de service, pour compter du 1^{er} mars 1956 :

MM. Adouvi Charles, commis d'administration principal de 2^e classe.

Perlas François, agent d'Hygiène de 1^{re} classe.

Forces de police

N° 3-56/CGC. du :

5 janvier 1956. — Le garde de 2^e classe Kégben Bagnan, N° M^{le} 1891, du Centre d'instruction de Lomé, est licencié pour inaptitude physique non imputable au service et rayé des contrôles actifs du Corps des gardes cercles du Territoire pour compter du 20 février 1956.

La gratuité du transport lui est accordée pour rejoindre ses foyers avec sa famille.

DIVERS**Allocation**

Par arrêtés et décisions du Commissaire de la République :

N° 1937/D/F. du :

29 décembre 1955. — Est accordée, pour l'année 1955 et pour compter du 1^{er} avril 1955, une allocation à un jeune métis ci-après désigné, résidant au Territoire :

CERCLE	NOM DE L'ENFANT	AGE	TAUX JOURNALIER DE L'ALLOCATION	PERSONNE HABILITÉE A TOUCHER LE MONTANT DE L'ALLOCATION
Sokodé	André Gadonou	8 mois (né le 19/3/55).	20 francs.	M ^{lle} Bernadette Gadonou, chez M ^{me} Akouavi, revendeuse domiciliée à Sokodé au quartier Zongo.

Centre de rééducation

N° 1896/D/SG. du :

23 décembre 1955. — Est placé au centre rééducation de Tové, en exécution du jugement du 2 septembre 1955 du Tribunal Civil de Lomé, jusqu'à sa majorité, le nommé Aboudou Issaka, né vers 1942 à Palimé (Cercle de Klouto), fils de Issaka Ousman et de Amina, élève à l'école coranique, demeurant au quartier Zongo — Palimé.

Commission

N° 1046-55/AP. du :

28 décembre 1955. — En vue du recensement général des votes des élections du 2 janvier 1956 à l'Assemblée Nationale, la commission du recensement général des votes prévue à l'article 10 du décret n° 46-2189 du 9 octobre 1946 est composée de :

M.M. Cayssalie, Président du Tribunal de 1 ^{re} Instance de Lomé	Président
Tourot, Administrateur en chef de la F.O.M.	Membres
Aubanel, Administrateur de la F.O.M.	
Guiot, Chef de Bureau de l'A.G.O.M.	
Occansey, Notable	

Elle siège à Lomé, au Tribunal de Première Instance, sur la convocation de son président.

Cette commission devra avoir achevé ses travaux au plus tard le cinquième jour suivant le scrutin.

Commission d'avancement

N° 1.048-55/CP du :

29 décembre 1955. — Les commissions d'avancement des cadres supérieurs et locaux du Togo, ayant compétence en matière d'avancement et de discipline, prévues à l'article 19 de l'arrêté n° 147-52/P. du 13 février 1952, sont composées comme suit :

*Pour tous les cadres :**Président :*

Le Secrétaire Général du Togo

Membres :

Le Chef du Service des Finances

Le Chef du Bureau du Personnel.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Pour le cadre supérieur des Services Administratifs, Financiers et Comptables

a) — *Corps des Secrétaires d'Administration*
Membres titulaires élus pour trois ans :

M.M. Apédo-Amah Georges, Secrét. d'Adm. 1^{re} cl. 2^e échelon
Dossèvi Pierre, Secrét. d'Adm. 1^{re} cl. 2^e échelon
Gbedey Robert, Secrét. Ppal d'Adm. 1^{er} échelon

b) — *Corps des Commis des S.A.F.C.*

Membres titulaires élus pour trois ans :

M.M. Johnson Kodjo André, Cis. Ppl de classe except.
Malazoué Paul, Cis. de 2^e cl. 4^e échelon
Akouété Paulin, Cis. Ppl de classe except.

Membres suppléants élus pour trois ans :

- M.M. Messavoussou Pierre, Cis. Ppl de classe except.
 Koué Hermann, Cis. Ppl de classe except.
 Vieira François, Cis. Ppl de classe except.

Pour le cadre local des Commis d'Administration**Membres titulaires élus pour trois ans :**

- M.M. Brym André, Cis. d'Adm. adjt. de 3^e classe
 Akué Pierre, Cis. d'Adm. adjt. de 3^e classe
 Boukari Bonfo, Cis. d'Adm. adjt. de 3^e classe

Membres suppléants élus pour trois ans :

- M.M. Agopomé Prospère, Cis d'Am. adjt. de 3^e classe
 Awuté Félix, Cis. d'Adm. adjt. de 5^e classe
 Idrissou Boukari, Cis. d'Adm. adjt. de 5^e classe

Pour le cadre local des Plantons :**Membres titulaires élus pour trois ans :**

- M.M. Houngbédji Coffi, planton Ppl de 1^{re} classe
 Bossou Anatole Joseph, planton Ppl de 1^{re} cl.
 Dossou Joseph, planton Ppl de 1^{re} classe.

Membres suppléants élus pour trois ans :

- M.M. Tossou Hindé, planton Ppl de 1^{re} classe
 Tahoulan Christoph, planton Ppl de 1^{re} classe
 Togbé Daniel, planton de 1^{re} classe.

ENSEIGNEMENT**Pour le cadre supérieur de l'Enseignement Primaire****Membres titulaires élus pour trois ans :**

- M.M. Sohier Marcel, Inst. Principal de 1^{re} classe
 Ekué Martin, Inst. de 5^e classe
 Ayayi Alphonse, Inst. de 4^e classe

Membres suppléants élus pour trois ans :

- M.M. Courrieu Hector, Inst. Ppl de 2^e classe
 Amédégnato Richard, Inst. de 2^e classe
 Mikem Michel, Inst. de 4^e classe

Pour le cadre de l'Enseignement primaire dit supérieur**Membres titulaires élus pour trois ans :**

- M.M. Géraldo Nassirou, Inst. adjt. de 2^e classe
 Ameganvi Louis, Inst. adjt. hors classe
 Dagba Victor, Inst. hors de 2^e classe

Membres suppléants élus pour trois ans :

- M.M. Sodji Jean Laurent, adjt. de 5^e classe
 Gbégbéni Nanamale Robert, Inst. adjt. de 6^e cl.
 Kabraithouka Claude, Inst. adjt. de 6^e classe

Pour le cadre local des moniteurs de l'Enseignement**Membres titulaires élus pour trois ans :**

- M.M. Lawson Benoît, Moniteur principal de 1^{re} classe
 Goudéagbé William, Moniteur Ppl de 1^{re} classe
 Akué Théophile, Moniteur adjt. de 6^e classe

Membres suppléants élus pour trois ans :

- M.M. Dissou Vincent, Moniteur adjt. de 3^e classe
 Ayéva Amidou, Moniteur adjt. de 4^e classe
 Zakari Yadjia, Moniteur adjt. de 3^e classe.

POLICE ET SURETE**Pour le cadre supérieur de la Police****Membres titulaires élus pour trois ans :**

- M.M. Pauc Pierre, Commissaire de Police de 1^{re} classe 2^e échelon
 Lenoir Fabien, Inspecteur de Police de 3^e classe 2^e échelon
 Fumey Gabriel, Inspecteur Ppl de 3^e classe.

Membres suppléants élus pour trois ans :

- M.M. Akpokli Folivi Charles, Commissaire de police de 3^e classe 1^{er} échelon
 Rieudemont Louis, Commissaire de police de 3^e classe 1^{er} échelon
 Raynaud Bernard, Inspecteur Ppal de 2^e cl.

Pour le cadre local des Assistants de Police**Membres titulaires élus pour trois ans :**

- M.M. Comlan Georges, Assistant Ppal de 2^e classe
 Gnofam Mani, Assistant de 1^{re} classe
 Aguihah Hubert, Assistant adjt. de 1^{re} classe

Membres suppléants élus pour trois ans :

- M.M. Afantodji Michel, Assistant adjt. de 3^e classe
 Tétévi Raphaël, Assistant adjt. de 5^e classe
 Attiogbé Louis, Assistant adjt. de 6^e classe

Pour le cadre local des Agents de Police**Membres titulaires élus pour trois ans :**

- M.M. Baouéna Michel, Adjudant-chef de police
 Tchobo Sossou, Adjudant-chef de police
 Agbam Tana Bernard, Adjudant-chef de police

Membres suppléants élus pour trois ans :

- M.M. Assogba Kodjovi Robert, Adjudant-chef de Pce
 Ibrahim Guédé, Adjudant-chef de police
 Kpokou Comlanvi Faustin, Agent de police de de 3^e classe

TRAVAUX-PUBLICS ET TOPOGRAPHIE**Pour les cadres supérieurs des Travaux Publics et du service Topographique, les cadres locaux des Dessinateurs, Comptables, Surveillants et Ouvriers d'Art.****Membres titulaires élus pour trois ans :**

- M.M. Dogbè Godwin, Chef-comptable après 2 ans
 Brenner C. Marcellin, Chef-compt. après 2 ans
 Quashie William, Chef-compt. Ppal avant 2 ans

Membres suppléants élus pour trois ans :

- M.M. Sodoga Michel, Conducteur 1^{er} échelon
 Bour Alfred, Adjt. Techn. Mécani. Ppal 4^e échel.
 Sitti Gratien, Surveillant de 2^e cl. 1^{er} échelon

Pour le cadre local secondaire des Travaux Publics**Membres titulaires élus pour trois ans :**

- M.M. Todo Louis, Calqueur de 2^e classe
 Dossah Philippe, Maître-ouvrier Ppal de 2^e cl.
 Gbegnedji Mathias, Ouvrier de 5^e classe

Membres suppléants élus pour trois ans :

- M.M. Agbenyigan Jean, Ouvrier de 6^e classe
 Sant'Anna Ouabi, Maître-ouvrier Ppl de 2^e cl.
 Maathey Pierre, Maître-ouvrier Ppal de 3^e cl.

CHEMINS DE FER ET WHARF*Pour le cadre supérieur des chemins de fer et wharf**a) Corps des Agents de Maîtrise :**Membres titulaires élus pour trois ans :*

- M.M. Cassier Pierre, Contremaître Ppal échelle 8, chevron 1
 Venault Louis Laurent, Chef de District, 2^e cl. échelle 6, échelon 3
 Walter Claire, S/chef Section, échelle 9, chev. 2

Membres suppléants élus pour trois ans :

- M.M. Brenner Frédéric, Chef de Gare Ppal échelon 9, chevron 2
 Gnassounou Victor, Chef de Groupe, échelle 7, échelon 2
 Afangbom Emmanuel, Chef-ouvrier, 1^{re} classe échelle 5, échelon 4

*b) Corps des Agents d'exécution**Membres titulaires élus pour trois ans :*

- M.M. Pofagi Marcel, Employé en chef des Sces gén. échelle 3, chevron 1
 Vignon Antoine, Chef-pointeur, échelle 3, éch. 1
 Plinn Couéssan, Chef de Brig. échelle 3, éch. 1

Membres suppléants élus pour trois ans :

- M.M. Descous Pierre, Employé Ppal échelle 2, éch 1
 Allade Pascal, Ouvrier, échelle 1 échelon 2
 Attoh Mensah Honoré, S/chef Section, échelle 2, échelon 5

*Pour les cadres locaux des chemins de fer et du wharf**Pour le Corps des écrivains :**Membres titulaires élus pour trois ans :*

- M.M. d'Almeida Jules, Ecrivain Ppal de 2^e classe
 Adjignou Paul, Ecrivain Ppal de 2^e classe
 Agbovor Grégoire, Ecrivain de 1^{re} classe

Membres suppléants élus pour trois ans :

- M.M. Hetsou Godwin, Ecrivain de 1^{re} classe
 da Silveira Emmanuel, Ecrivain de 1^{re} classe
 Digoh Jean, Ecrivain de 3^e classe

*Pour les corps des Chefs de Station et des Facteurs**Membres titulaires élus pour trois ans :*

- M.M. Akolly Augustin, Chef de Station de 2^e classe
 Kuadjovi Jonas, Facteur Ppal de 1^{re} classe
 Schuppis Iris, Facteur de 1^{re} classe

Membres suppléants élus pour trois ans :

- M.M. Date Mathieu, Facteur Ppal de 2^e classe
 Fourn Henri, Facteur de 2^e classe
 Agossou Félix, Facteur de 1^{re} classe

*Pour les corps des Chefs de train et des Receveurs**Membres titulaires élus pour trois ans :*

- M.M. Djeguede Antoine, Receveur de 1^{re} classe
 Lawson Elias, Chef de train Ppal de 2^e classe
 Nyassogbo Gerson, Chef de train de 1^{re} classe

Membres suppléants élus pour trois ans :

- M.M. Jacobi Bernard, Chef de train de 3^e classe
 Sitti Albert, Chef de train de 4^e classe
 Ayéna Sévérin, Chef de train Ppal de 1^{re} classe

*Pour les corps des Ouvriers et des Matelots du wharf**Membres titulaires élus pour trois ans :*

- M.M. Kluvi Folly Justin, Ouvrier de 1^{re} classe
 Dekpo Etienne, Maître-ouvrier de 2^e classe
 Hunlede Alfred, Ouvrier de 1^{re} classe

Membres suppléants élus pour trois ans :

- M.M. Assogba Rigobert, Ouvrier de 3^e classe
 Salifou Boukari, Ouvrier Ppal de 2^e classe
 Yovo Gabriel, Ouvrier de 1^{re} classe

*Pour les corps des Mécaniciens et Chauffeurs de Locomotives**Membres titulaires élus pour trois ans :*

- M.M. Sossou Boniface, Mécanicien Ppal H.C.
 Anatoh Nicolas, Mécanicien Ppl de 2^e classe
 Abalo Paul, Mécanicien de 2^e classe

Membres suppléants élus pour trois ans :

- M.M. Da Ernesto Raphaël, Chauffeur de 4^e classe
 Wurah Thomas, Chauffeur de 4^e classe
 Adigo Francis, Chauffeur de 4^e classe

*Pour le corps des Chefs de Brigade et des Chefs d'Equipe**Membres titulaires élus pour trois ans :*

- M.M. Koutodjo Ayayi Maurice, Chef d'équipe Ppal hors classe
 Kodjo Bénédictus, Chef d'équipe Ppal 2^e classe
 Dovey Robert, Chef d'équipe de 2^e classe

Membres suppléants élus pour trois ans :

- M.M. Fagla Jean, Chef d'équipe Ppal de 2^e classe
 Akouété Faustin, Chef d'équipe de 2^e classe
 Eklou Raphaël, Chef d'équipe Ppal de 1^{re} cl.

*Pour le corps des pointeurs du Wharf**Membres titulaires élus pour trois ans :*

- M.M. Dagan Anselme, Pointeur Ppal H.C.
 Beni Loco Comlanvi, Pointeur Ppal H.C.
 Kouaovi Gabriel, Pointeur de 2^e classe

Membres suppléants élus pour trois ans :

- M.M. Toglo Salomon, Pointeur de 1^{re} classe
 Wilson Elias, Pointeur de 1^{re} classe
 Kpodar Joseph, Pointeur de 1^{re} classe

AGRICULTURE

*Pour le cadre supérieur de l'Agriculture**Membres titulaires élus pour trois ans :*

- M.M. Gaillaguet Louis, Conduc. Ppal de cl. except.
 Knill Marcel, Conducteur Ppal 3^e échelon
 Chillou Eusèbe, Conduc. 2^e classe 2^e échelon

Membres suppléants élus pour trois ans :

- M.M. Atsu Kodjo François, Aide-conduc. 2^e cl. 1^{er} éch.
 Kloussé Mensah Joseph, Aide-conduc. Ppal 1^{er} échelon
 Allaglio Thomas, Aide-conduc. 2^e cl. 1^{er} échelon

*Pour le cadre local des moniteurs d'Agriculture**Membres titulaires élus pour trois ans :*

- M.M. Hounsihoué Anatole Samson, Moniteur Ppl de 2^e classe
 Tossou Michel, Moniteur hors classe
 Kouégah Ambroise, Moniteur de 1^{re} classe

Membres suppléants élus pour trois ans :

- M.M. Deckon Antoine, Moniteur de 4^e classe
 Gokounous Rémy, Moniteur Ppl de 3^e classe
 Sodji Léandre, Moniteur Adj. de 1^{re} classe.

SANTÉ PUBLIQUE

*Pour le cadre supérieur des Agents Techniques**Membres titulaires élus pour trois ans :*

- M.M. Ohin Richard, Agent Technique, 2^e classe 2^e échelon
 Mensah G. Louis, Agent Technique, 1^{re} classe 2^e échelon
 Kouévidjen Pierre, Agent Technique, 2^e classe 2^e échelon

Membres suppléants élus pour trois ans :

- M.M. Kpodar Godfried, Agent Technique, 2^e classe 2^e échelon
 Adjangba Marc, Agent Technique, 2^e classe 1^{er} échelon.

*Pour le cadre local des Agents Sanitaires**Membres titulaires élus pour trois ans :*

- M.M. Béhanzin Barnabé, Agent Sanitaire de 5^e classe
 De Souza Etienne, Agent Sanitaire Ppl de 3^e cl.
 Zékpa Samuel, Agent Sanitaire Ppl de 3^e classe

Membres suppléants élus pour trois ans :

- M.M. Amegnigan Urbain, Agent Sanitaire Ppl de 1^{re} classe
 Adigbli Conrad, Agent Sanitaire de 5^e classe.

*Pour le cadre local des infirmiers et infirmières**Membres titulaires élus pour trois ans :*

- M.M. Folly Pierre, Infirmier de 4^e classe
 Fatchao Michel, Infirmier de 4^e classe
 Edorh Emmanuel, Infirmier en Chef de 3^e classe

Membres suppléants élus pour trois ans :

- M.M. Dagadzie Agbétonyo Félix, Infirmier de 3^e cl.
 Dravie Michel, Infirmier de 4^e classe
 Bédzra Clément, Infirmier de 4^e classe.

*Pour le cadre local des Agents d'Hygiène**Membres titulaires élus pour trois ans :*

- M.M. Koudouwovoh Michel, Agent d'Hygiène de 2^e classe
 Adjonou Christian, Agent d'Hygiène de 5^e cl.
 Lawson Augustin, Agent d'Hygiène de 4^e classe

Membres suppléants élus pour trois ans :

- M.M. Blabou Jacob, Agent d'Hygiène en Chef de 2^e classe
 Byll Barthélémy, Brigadier-Chef de 2^e classe
 Kougbéata Pierre, Agent d'Hygiène de 5^e cl.

DOUANES

*Pour le cadre supérieur des Agents de Constataion et des Agents Brevetés**Membres titulaires élus pour trois ans :*

- M.M. d'Oliveira Paul, Agent breveté Ppl, 3^e échelon
 Eclou Michel, Agent de constatation Ppl de C.E.
 Gbégléwoo Nicolas, Agent de constatation Ppl de C.E.

Membres suppléants élus pour trois ans :

- M.M. Fabre Louis, Agent Ppl de constatation, 1^{er} échelon
 Byll Hilaire, Agent breveté, 1^{re} cl. 2^e échelon
 Nyaku François, Agent de constatation, 2^e classe 4^e échelon.

*Pour le cadre local des Agents des Bureaux et des Agents des Brigades**Membres titulaires élus pour trois ans :*

- M.M. Anku Barnabas, Préposé de 2^e classe
 Edoh Pierre, Préposé de 2^e classe
 Akouégnon Thomas, Commis Adj. de 4^e classe

Membres suppléants élus pour trois ans :

- M.M. Kpadenou Gabriel, Commis Adj. de 1^{re} classe
 Ajavon Albert, Commis Adjoint de 4^e classe
 Gbaguidi Martin, Commis Adjoint de 5^e classe.

*Pour le cadre local des Gardes-frontières des Douanes**Membres titulaires élus pour trois ans :*

- M.M. Mensah Emmanuel, Garde-Frontière de 1^{re} cl.
 Lawson Bernard, Caporal Garde-Frontière
 Assiongbon Just, Garde-Frontière de 3^e classe

Membres suppléants élus pour trois ans :

- M.M. Gbédévi Albert, Caporal Garde-Frontière
 Bruce Isaïe, Caporal Garde-Frontière
 Houndjo Gaudens, Sergent Garde-Frontière.

POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

*Pour le cadre supérieur des Postes et Télécommunications**Membres titulaires élus pour trois ans :*

- M.M. Bonin Calixte, Agent d'Exploitation Principal de classe exceptionnelle
 Poénou Marcellin, Agent d'Exploit. Ppl de C.E.
 Leblond Louis, Agent d'Exploit. de 1^{re} classe 2^e échelon

Membres suppléants élus pour trois ans :

- M.M. Kwaku Benjamin, Agent d'Exploit. 2^e classe
2^e échelon
Ekué Innocent, Agent d'Exploit. 2^e classe
2^e échelon
Geay Maurice, Agent d'Exploit. 2^e cl. 3^e éch.

Pour le cadre local des Postes et Télécommunications**Membres titulaires élus pour trois ans :**

- M.M. Géraldo Nouréni, Commis Adjt. de 2^e classe
Langdon Dorotheé, Commis Adjt. de 2^e classe
Amegnan Vincent, Facteur Adjt. de 3^e classe

Membres suppléants élus pour trois ans :

- M.M. Houédakor Mathias, Commis Adjt. de 3^e cl.
Loisel Augustin, Commis Adjt. de 4^e classe
Locoh Lucien, Commis Adjt. de 5^e classe.

MÉTÉOROLOGIE**Pour le cadre local des Aides-Météorologistes****Membres titulaires élus pour trois ans :**

- M.M. Kowu Polycarpe, Aide-Météo. Adjt. de 5^e cl.
Mensah Clément, Aide-Météo. Adjt. de 1^{re} cl.
Mensah Michel, Aide-Météo. Adjt. de 5^e cl.

Membres suppléants élus pour trois ans :

- M.M. Wilson Robert, Aide-Météo. Adjt. de 4^e cl.
Ajavon Emmanuel, Aide-Météo. Adjt. de 6^e cl.

ELEVAGE**Pour le cadre local des Infirmiers-vétérinaires****Membres titulaires élus pour trois ans :**

- M.M. Issifou Souley, Infirmier-Vétérinaire de 4^e cl.
Kengbo Daniel, Infirmier-Vétérinaire de 1^{re} cl.
Nadio Assakoua, Infirmier-Vétérinaire de 3^e cl.

Membres suppléants élus pour trois ans :

- M.M. Kombaté Mipam, Infirmier-Vétérinaire de 5^e cl.
Dermani Moussa, Infirmier-Vétérinaire de 5^e cl.
Alia Aurelien, Infirmier-Vétérinaire de 3^e cl.

Eaux et Forêts**Pour le cadre local des gardes forestiers****Membres titulaires élus pour trois ans :**

- M.M. Possian Antoine, Adjudant des Eaux et Forêts
Padonou Grégoire, Adjudant des Eaux et Forêts
Ayoub Assani, Adjudant-Chef des Eaux et Forêts

Membres suppléants élus pour trois ans :

- M.M. Guessou Jean-Mari, Brigadier-Chef des Eaux et Forêts
Dangbo Alphonse, Brigadier de 1^{re} classe
Gbohoun Ambroise, Garde de 1^{re} classe.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de sa signature.

Enseignement

N° 1882/D/IA du :

20 décembre 1955. — Sont autorisés à enseigner dans les classes des écoles de la Mission Evangélique au Togo, les nommés :

Bassari Ebia	Hékpo Johnson
Koubang Boudoulaye	Gbédzé Daniel
Ahialegbédzi Gustave	Anyigba Joseph
Hor Kokou Samuel	Atakli Gédéon
Kpondjo Simon	Batawili Solitoko dit Koulékou Ch.
Wéla-Kpessa dit Bakoléa Karma	

N° 1884/D/IA du :

21 décembre 1955. — Sont autorisés à enseigner dans les classes des écoles de la Mission Catholique au Togo, les nommés :

Tamisier André	Quenum Faustin
Reibel Albert	Séglah Venance
Melis Paul	Honkou Fidèle
Sœur Angélique	Anipah Georges
Sœur Julien	Max-Aithson Edith
Sœur Françoise-Marie	Bandeira Marie
Sœur Cécile	Gbikpi Anne-Marie
Sœur Noël-Marie	Adjangba Thérèse
Frère Rodolphe St. Pierre	Agbodjan Alberta
Frère Manue-Paul	Amorin Eulalie
Frère Irenée	d'Almeida Alice
Dorkenoo Théophile	Padonou Marthe
Badassi Pierre	Abréni Cécile
Lawson François	Nyanda Alice
Akpémado Eugène	Nathan Lamba Odile
Adabrah Marcellin	Tété Christine
Simons de Fanti Jacob	Bondeuma Badar Bernard
Moevi Agnès	Bagna Jacob
Ama Collette Brisson	Awesso Alphonse
Gnassounou Basile	Koutolbéna Pierre
Kokou Godefroy	Sogoyou Justine
Kuakuvi Athanase	Kombaté Kpiétib Patrice
Gninofou Bruno	Atchalé Léon
Gaméfio Raphaël	Bamazi Télou Gilbert
Biraïma Sylvestre	Sourma Jean-Marie
Kotowu Michel	Bilho Kessahouma Théophile
Adri André	Edjaïdé Antoine
Amekudji Linus	Anthony Awaga Emmanuel
de Souza Thomas	Aléza Tchalémé
Edoh Komlan Laurent	Sœur Marthe-Gabriel.
Lawson Alfred	

Justice

N° 1050-55/CP du :

29 décembre 1955. — M. Pean (Michel), Juge au Tribunal de 2^e classe de Lomé, rentré de congé à Dakar le 3 décembre 1955 par le s/s « Maréchal Foch » ayant quitté Marseille, le 25 novembre 1955, reprend les fonctions dont il est titulaire.

N° 1051-55/CP du :

29 décembre 1955. — M. Oriol (Vincent), Juge suppléant en service au Tribunal de 1^{re} Instance de Lomé, est nommé provisoirement Juge de Paix à Compétence Étendue intérimaire d'Anécho (Togo), en remplacement de M. Fabre, titulaire du poste en instance de départ en congé.

La nomination provisoire de M. Oriol (Vincent) est présumée devoir durer plus de six mois et ne donne pas lieu en conséquence à l'indemnité prévue par les articles 2 et 57 du décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la Magistrature d'Outre-Mer.

Libérations conditionnelles

N° 1023-55/SG du :

20 décembre 1955. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au nommé Garba Salifou, détenu à la prison de Mango (Cercle dudit), né vers 1935 à Sévagan (Cercle d'Anécho), fils de Garba et de Ablan, tanneur demeurant à Lomé, condamné pour complicité de vol à 15 ans de Travaux Forcés et 20 ans d'interdiction de séjour de la Cour d'Assises du Togo.

Le nommé Garba Salifou est astreint à la résidence obligatoire jusqu'à l'expiration de sa peine de prison à laquelle il avait été condamné.

L'intéressé ne pourra quitter sa résidence obligatoire que sur autorisation spéciale du Commandant de cercle d'Anécho.

N° 1024-55/SG du :

20 décembre 1955. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au nommé Kodjo d'Oliveira Julien, détenu à la prison de Tsévié (Cercle dudit) né vers 1922 à Ouidah (Dahomey), fils de feu Antoine d'Oliveira et de Laure Assogba, cuisinier demeurant à Lomé, condamné pour vol — restitution de 75.000 francs, à dix huit mois de prison par le Tribunal Correctionnel de Lomé.

La résidence sur tout le Territoire du Togo est interdite à M. Kodjo d'Oliveira Julien. Il devra se retirer après sa libération à Cotonou (Dahomey) son pays d'origine.

Pensions

N° 1074-55/F du :

31 décembre 1955. — Une pension pour ancienneté de service est attribuée sur les fonds de la Caisse Locale de retraites du Togo à l'ex-Ouvrier Principal de 1^{re} classe du cadre Local des C.F.T. Mensah François (indice 375).

Le montant annuel de cette pension est fixé à :
68.596 francs pour compter du 1^{er} mai 1954;
69.108 francs pour compter du 1^{er} juillet 1954;
71.148 francs pour compter du 1^{er} janvier 1955;
73.440 francs pour compter du 1^{er} octobre 1955.

Par application des dispositions de l'article 13 paragraphe IV du décret du 29 mars 1955 il est alloué

à M. Mensah François sur les fonds de la même Caisse Locale de retraites, une majoration pour famille nombreuse calculée comme suit :

10% pour compter du 1^{er} mai 1954 au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après :

Mensah Antoinette Dédé née le 15 septembre 1934;

Mensah Amavi né le 2 août 1936;

Mensah Cécile Kokoe née le 13 septembre 1937;

Cette majoration est portée à 15% au titre de son enfant (4^e rang) Mensah Amaté né le 28 janvier 1939 pour compter du 28 janvier 1955.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à :

6.860 francs pour compter du 1^{er} mai 1954;

6.912 francs pour compter du 1^{er} juillet 1954;

7.116 francs pour compter du 1^{er} janvier 1955;

10.672 francs pour compter du 28 janvier 1955;

11.016 francs pour compter du 1^{er} octobre 1955.

Par application des dispositions de l'arrêté n° 1077-54/F du 18 décembre 1954, l'intéressé pourra prétendre et sur justification des droits au bénéfice des avantages familiaux au titre de ses enfants (5^e et 6^e rang) ci-après et pour compter du 1^{er} août 1955.

a) Allocations familiales

Mensah Toussaint Amaté né le 1^{er} novembre 1952

Mensah Marguerite Dédé née le 20 juillet 1955.

b) Primes aux premiers âges au taux de 3.000 francs l'an

1^o) durant la période du 1^{er} novembre 1953 au 31 octobre 1954 (2^e tranche) pour l'enfant Mensah Toussaint Amaté né le 1^{er} novembre 1952.

2^e) pendant la période du 20 juillet 1955 au 19 juillet 1957 (1^{re} et 2^e tranches) pour l'enfant Mensah Marguerite Dédé née le 20 juillet 1955.

Pour un même enfant la majoration pour famille nombreuse ne peut pas se cumuler avec les avantages familiaux.

Le présent arrêté aura effet du 1^{er} mai 1954.

N° 1075-55/F du :

31 décembre 1955. — Une pension pour invalidité non imputable au service est attribuée sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo à l'ex-Maître Ouvrier Principal de 1^{re} classe des C.F.T. Thomas Hounou Rambert (indice 530).

Le montant annuel de cette pension est fixé à :

Cent huit mille cent soixante (108.160) francs C.F.A. pour compter du 1^{er} août 1955 et cent onze mille deux cent quatre vingt (111.280) francs C.F.A. pour compter du 1^{er} octobre 1955.

Par application des dispositions de l'arrêté n° 1077-54/F du 18 décembre 1954, l'intéressé pourra prétendre sur justification des droits au bénéfice des avantages familiaux au titre de ses enfants désignés ci-après :

Thomas Hounou Messan Alfred Avit né le 16 juin 1940

Thomas Hounou Honorée Jeannette Afiavi née le 15 mai 1942

Thomas Hounou Ambroise François Yawovi né le 7 décembre 1944

Thomas Hounou Appollinaire Comlan né le 21 juillet 1947

Thomas Hounou Eusèbe Kodjo né le 14 août 1950.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} août 1955.

RECTIFICATIF à l'arrêté n° 182-55/F. du 9 février 1955.

Au lieu de :

10 % pour compter du 1^{er} janvier 1955 au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après :

Ayawovi Vidjrakou né le 5 juillet 1934

Messanvi Vidjrakou né le 15 janvier 1937

Zoudoho Vidjrakou né en 1939

Le montant annuel de cette majoration est fixé à : 6.474 francs pour compter du 1^{er} janvier 1955.

Allocations familiales

Messanvi Vidjrakou né le 15 janvier 1937

Lire :

10 % pour compter du 1^{er} juillet 1955 au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après :

Ayawovi Vidjrakou né le 5 juillet 1934

Messanvi Vidjrakou née le 15 janvier 1937

Zoudoho Vidjrakou né en 1939

Le montant annuel de cette majoration est fixé à : 6.474 francs pour compter du 1^{er} juillet 1955.

Allocations familiales

Massanvi Vidjrakou née le 15 janvier 1937

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF à l'arrêté n° 799-55/F. du 5 octobre 1955 accordant une allocation de veuve.

Au lieu de :

Est rétablie pour compter du 1^{er} octobre 1955 l'allocation de retraite concédée par arrêté n° 898/F. du 13 novembre 1948 à Mme Anna Massan Apaloo veuve de l'ex-commis d'Administration principal de Souza Dominique, décédé à Lomé le 16 décembre 1947, inscrite sous le n° 289.

Lire :

L'allocation de retraite concédée sous le n° 289 par arrêté n° 898/F du 13 novembre 1948 à Mme Anna Massan Apaloo, veuve de l'ex-commis d'Administration principal de Souza Dominique, décédé le 16 décembre 1947, suspendue depuis le 1^{er} janvier 1954, est rétablie à titre exceptionnel à compter du 1^{er} octobre 1955.

Le reste sans changement.

Rôles

N° 2-56/CD du :

4 janvier 1956. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles exercice 1955 ci-après :

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
551	C.M. Lomé	Impôt général	18.250,—	
		Taxe de circonscription	400,—	
		Centimes additionnels	80,—	18.730,—
552	—	Patentes	5.600,—	
		Centimes additionnels	1.120,—	6.720,—
553	—	Impôt général	80.400,—	
		Taxe de circonscription	800,—	
		Centimes additionnels	160,—	81.360,—
554	Cerc. Tsévié	Impôt général	30.000,—	106.810,—
555	C.M. Tsévié	Impôt général	15.000,—	30.000,—
556	C. M. Atakpamé	Impôt général	94.000,—	15.000,—
557	Lama-Kara	Impôt général	12.500,—	94.000,—
		Total		258.310,—

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de : Deux cent cinquante

huit mille trois cent dix francs est fixée au 31 décembre 1955.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Concours

Par arrêté du Haut Commissaire de la République, Gouverneur Général de l'A.O.F. en date du :

21 décembre 1955. — Un concours direct d'admission à l'Ecole des Assistants d'Elevage de Bamako aura lieu les lundi 9 et mardi 10 juillet 1956.

Les épreuves se dérouleront dans l'ordre suivant :

9 juillet :

de 8 heures à 11 heures : Composition française.
de 14 h. 30 à 17 h. 30 : Mathématiques.

10 juillet :

de 8 heures à 11 heures : Sciences Naturelles.

Les sujets, pour toutes les matières, porteront sur le programme officiel du B. E. P. C.

Le concours aura lieu dans les localités suivantes :

Dakar	Aidjan
Saint-Louis	Conakry
Bamako	Cotonou
Ouagadougou	Lomé
Niamey	

Les épreuves se dérouleront dans les locaux des services de l'Elevage de ces localités.

Le nombre de places mises au concours sera précisé ultérieurement.

Les dossiers de candidature, établis suivant les dispositions de l'article 4 de l'arrêté n° 2186/SET du 26 mars 1953 devront être parvenus au Gouvernement Général (Direction Générale du Personnel) le 9 mai 1956 au plus tard.

Domaine minier

Demandes de cinq concessions minières pour exploiter les Phosphates de chaux et d'aluminium, formulées le 17 novembre 1955 par la Société Minière du Bénin — Siège social à Lomé.

(Insertion n° 2 du 16 janvier 1956)

Société Minière du Bénin

Société anonyme au Capital de 100 000.000 de Fr. CFA

Siège Social à LOMÉ-TOGO Boite Postale 362

DIR. 1918/RSG

Lomé, le 17 novembre 1955.

Bureau de Paris

19, Rue Hamelin — 16^e

M. le Commissaire de la République
à Lomé

Hahotoé « C »

Demande de Concession Minière (N° 1)

M. le Commissaire de la République,

En application du décret du 26 octobre 1927, modifié par le décret du 28 juillet 1938, nous avons

l'honneur de vous demander de bien vouloir nous attribuer, pour une durée de Cinquante ans, une concession minière pour les phosphates de chaux et d'alumine, appartenant à la troisième catégorie, dérivant du périmètre N° 3 (Hahotoé C), défini par le décret du 5 juillet 1955, paru au Journal Officiel du Togo du 1^{er} août 1955, accordant à notre Société un permis de recherches minières au Togo.

Le périmètre de la concession que nous demandons ici coïncide avec le périmètre du permis N° 3 dont elle dérive. Ce périmètre est figuré en trait rouge plein sur le plan ci-joint en double exemplaire, à l'échelle du dix-millième.

A titre de définition accessoire, l'angle Nord-Est du périmètre que nous demandons est défini par un poteau-signal F. Ce poteau-signal F, que nous mettons en place, est situé à l'Ouest-Vrai, à la distance de 3.000 mètres du poteau-signal matérialisant les sommets communs de nos quatre permis Akoumapé (1, 2, 3 et 4 du décret du 29 juillet 1953). Il porte l'inscription suivante : « Société Minière du Bénin — Demande de concession — Signal F ».

Conformément aux dispositions de l'article 48 du décret du 26 octobre 1927, nous procéderons au bornage dans un délai de six mois après l'institution de la concession.

Notre Société est titulaire de l'autorisation personnelle délivrée par arrêté n° 91-55/Mines, du 21 janvier 1955, publié au Journal Officiel du Territoire du Togo, en date du 16 février 1955.

Ainsi que le précise l'article 40 du décret du 26 octobre 1927, portant réglementation de la recherche et de l'exploitation des gîtes de substances minérales au Togo, nous vous remettons ci-inclus les documents suivants :

- un exemplaire des statuts de notre Société
- la composition du Conseil d'Administration de notre Société
- le certificat de nationalité de chacun de ses Administrateurs (personnes physiques) et du Directeur Général
- un plan de surface à l'échelle du dix-millième, orienté au Nord-Vrai et indiquant d'une manière exacte la position du périmètre (en double exemplaire)
- un certificat attestant le versement du droit fixe de 10.000 Francs
- une note technique contenant tous les renseignements utiles sur les résultats des recherches effectuées déterminant la nature et les caractéristiques du gisement à exploiter.

Nous vous prions d'agréer, M. le Commissaire de la République, l'expression de notre haute considération.

Le Directeur Général,
Signé : R. SAINT-GUILHEM.

Société Minière du Bénin*Société Anonyme au Capital de 100.000.000 de Fr. CFA*

Siège Social à LOME-TOGO Boîte Postale 362

DIR. 1917/RSG

Lomé, le 17 novembre 1955.

Bureau de Paris

19, Rue Hamelin — 16^eM. le Commissaire de la République
à Lomé

Akoumapé « C »

Demande de Concession Minière (N° II)

M. le Commissaire de la République,

En application du décret du 26 octobre 1927, modifié par le décret du 28 juillet 1938, nous avons l'honneur de vous demander de bien vouloir nous attribuer, pour une durée de Cinquante ans, une concession minière pour les phosphates de chaux et d'alumine, appartenant à la troisième catégorie, dérivant du périmètre N° 3 (Akoumapé C), défini par le décret du 29 juillet 1953, promulgué par arrêté du 12 août 1953, paru au Journal Officiel du Togo du 1^{er} septembre 1953, accordant au Comptoir des Phosphates de l'Afrique du Nord un permis général de recherches minières au Togo.

Le Comptoir des Phosphates de l'Afrique du Nord a cédé ce permis à notre Société peu après la constitution de celle-ci (transfert accepté par lettre N° 82/Mines, en date du 17 février 1955, du Service des Mines du Togo).

Le périmètre de la concession que nous demandons ici coïncide avec le périmètre du permis N° 3 (Akoumapé C) dont elle dérive. Ce périmètre est figuré en trait rouge plein sur le plan ci-joint en double exemplaire, à l'échelle du dix-millième.

A titre de définition accessoire, le sommet Nord-Ouest du périmètre que nous demandons est défini par un poteau-signal F. Ce poteau-signal F, que nous mettons en place, est situé à l'Ouest-Vrai, à la distance de 3.000 mètres du poteau-signal matérialisant les sommets communs de nos quatre permis Akoumapé (1, 2, 3 et 4 du décret du 29 juillet 1953). Il porte l'inscription suivante : « Société Minière du Bénin — Demande de concession — Signal F ».

Conformément aux dispositions de l'article 48 du décret du 26 octobre 1927, nous procéderons au bornage dans un délai de six mois après l'institution de la concession.

Notre Société est titulaire de l'autorisation personnelle délivrée par arrêté n° 91-55/Mines, du 21 janvier 1955, publié au Journal Officiel du Territoire du Togo, en date du 16 février 1955.

Ainsi que le précise l'article 40 du décret du 26 octobre 1927, portant réglementation de la recherche et de l'exploitation des gîtes de substances minérales au Togo, nous vous remettons ci-inclus les documents suivants :

— un exemplaire des statuts de notre Société

- la composition du Conseil d'Administration de notre Société
- le certificat de nationalité de chacun de ses Administrateurs (personnes physiques) et du Directeur Général
- un plan de surface à l'échelle du dix-millième, orienté au Nord-Vrai et indiquant d'une manière exacte la position du périmètre (en double exemplaire)
- un certificat attestant le versement du droit fixe de 10.000 Francs
- une note technique contenant tous les renseignements utiles sur les résultats des recherches effectuées déterminant la nature et les caractéristiques du gisement à exploiter.

Nous vous prions d'agréer, M. le Commissaire de la République, l'expression de notre haute considération.

Le Directeur Général,

Signé : R. SAINT-GUILHEM.

Société Minière du Bénin*Société Anonyme au Capital de 100.000.000 de Fr. CFA*

Siège Social à LOME-TOGO Boîte Postale 362

DIR. 1920/RSG

Lomé, le 17 novembre 1955.

Bureau de Paris

19, Rue Hamelin — 16^eM. le Commissaire de la République
à Lomé

Habotoé « B »

Demande de Concession Minière — (N° III)

M. le Commissaire de la République,

En application du décret du 26 octobre 1927, modifié par le décret du 28 juillet 1938, nous avons l'honneur de vous demander de bien vouloir nous attribuer, pour une durée de Cinquante ans, une concession minière pour les phosphates de chaux et d'alumine, appartenant à la troisième catégorie, dérivant du périmètre n° 2 Habotoé B défini par le décret du 5 juillet 1955, paru au Journal Officiel du Togo du 1^{er} août 1955, accordant à notre Société un permis de recherches minières au Togo.

Le périmètre de la concession que nous demandons est constitué par la moitié Est du permis n° 2 dont elle dérive. Ce périmètre est donc constitué par un rectangle. Les côtés orientés Nord-Sud de celui-ci ont une longueur de 3 kilomètres et les côtés orientés Est-Ouest ont une longueur de 1,5 kilomètre.

Ce périmètre est figuré en trait rouge plein sur le plan ci-joint en double exemplaire, à l'échelle du dix-millième.

A titre de définition accessoire, l'angle Sud-Est du périmètre que nous demandons est défini par un poteau-signal F. Ce poteau-signal F que nous mettons en place est situé dans la direction de l'Ouest-Vrai, à la distance de 3.000 mètres du poteau-signal

matérialisant les sommets communs de nos quatre permis d'Akoumapé (1, 2, 3 et 4, du décret du 29 juillet 1953). Il porte l'inscription suivante : « Société Minière du Bénin — Demande de concession — Signal F ».

Conformément aux dispositions de l'article 48 du décret du 26 octobre 1927, nous procéderons au bornage dans un délai de six mois après l'institution de la concession.

Notre Société est titulaire de l'autorisation personnelle délivrée par arrêté n° 91-55/Mines, du 21 janvier 1955, publié au Journal Officiel du Territoire du Togo, en date du 16 février 1955.

Ainsi que le précise l'article 40 du décret du 26 octobre 1927, portant réglementation de la recherche et de l'exploitation des gîtes de substances minérales au Togo, nous vous remettons ci-inclus les documents suivants :

- un exemplaire des statuts de notre Société
- la composition du Conseil d'Administration de notre Société
- le certificat de nationalité de chacun de ses Administrateurs (personnes physiques) et du Directeur Général
- un plan de surface à l'échelle du dix-millième, orienté au Nord-Vrai et indiquant d'une manière exacte la position du périmètre (en double exemplaire)
- un certificat attestant le versement du droit fixe de 10.000 Francs
- une note technique contenant tous les renseignements utiles sur les résultats des recherches effectuées déterminant la nature et les caractéristiques du gisement à exploiter.

Nous vous prions d'agréer, M. le Commissaire de la République, l'expression de notre haute considération.

Le Directeur Général,
Signé : R. SAINT-GUILHEM.

Société Minière du Bénin

Société Anonyme au Capital de 100.000.000 de Fr. CFA

Siège Social à LOMÉ-TOGO Boite Postale 362

DIR. 1919/RSG

Lomé, le 17 novembre 1955.

Bureau de Paris
19, Rue Hamelin — 16^e

M. le Commissaire de la République
à Lomé

Akoumapé « D »

Demande de Concession Minière (N° IV)

M. le Commissaire de la République,

En application du décret du 26 octobre 1927, modifié par le décret du 28 juillet 1938, nous avons l'honneur de vous demander de bien vouloir nous attribuer, pour une durée de Cinquante ans, une concession minière pour les phosphates de chaux et d'alumine, appartenant à la troisième catégorie, dérivant du permis N° 4 (Akoumapé D), défini par le

décret du 29 juillet 1953, promulgué par arrêté du 12 août 1953, paru au Journal Officiel du Togo du 1^{er} septembre 1953, accordant au Comptoir des Phosphates de l'Afrique du Nord un permis général de recherches minières au Togo.

Le Comptoir des Phosphates de l'Afrique du Nord a cédé ce permis à notre Société peu après la constitution de celle-ci (transfert accepté par lettre N° 82/Mines, en date du 17 février 1955, du Service des Mines du Togo).

Le périmètre de la concession que nous demandons ici coïncide avec le périmètre du permis N° 4 (Akoumapé D) dont elle dérive. Ce périmètre est figuré en trait rouge plein sur le plan ci-joint en double exemplaire, à l'échelle du dix-millième.

A titre de définition accessoire, le sommet Sud-Ouest du périmètre que nous demandons est défini par un poteau-signal F. Ce poteau-signal F que nous mettons en place est situé dans la direction de l'Ouest-Vrai, à la distance de 3.000 mètres du poteau-signal matérialisant les sommets communs de nos quatre permis Akoumapé (1, 2, 3 et 4 du décret du 29 juillet 1953). Il porte l'inscription suivante : « Société Minière du Bénin — Demande de concession — Signal F ».

Conformément aux dispositions de l'article 48 du décret du 26 octobre 1927, nous procéderons au bornage dans un délai de six mois après l'institution de la concession.

Notre Société est titulaire de l'autorisation personnelle délivrée par arrêté n° 91-55/Mines, du 21 janvier 1955, publié au Journal Officiel du Territoire du Togo, en date du 16 février 1955.

Ainsi que le précise l'article 40 du décret du 26 octobre 1927, portant réglementation de la recherche et de l'exploitation des gîtes de substances minérales au Togo, nous vous remettons ci-inclus les documents suivants :

- un exemplaire des statuts de notre Société
- la composition du Conseil d'Administration de notre Société
- le certificat de nationalité de chacun de ses Administrateurs (personnes physiques) et du Directeur Général
- un plan de surface à l'échelle du dix-millième, orienté au Nord-Vrai et indiquant d'une manière exacte la position du périmètre (en double exemplaire)
- un certificat attestant le versement du droit fixe de 10.000 Francs
- une note technique contenant tous les renseignements utiles sur les résultats des recherches effectuées déterminant la nature et les caractéristiques du gisement à exploiter.

Nous vous prions d'agréer, M. le Commissaire de la République, l'expression de notre haute considération.

Le Directeur Général,
Signé : R. SAINT-GUILHEM.

Société Minière du Bénin*Société Anonyme au Capital de 100.000.000 de Fr. CFA*

Siège Social à LOME-TOGO Boîte Postale 362

DIR. 1916/RSG

Lomé, le 17 novembre 1955.

Bureau de Paris

19, Rue Hamelin — 16^eM. le Commissaire de la République
à Lomé

Sakow

Demande de Concession Minière (N° V).

M. le Commissaire de la République,

En application du décret du 26 octobre 1927, modifié par le décret du 28 juillet 1938, nous avons l'honneur de vous demander de bien vouloir nous attribuer, pour une durée de Cinquante ans, une concession minière pour les phosphates de chaux et d'alumine, appartenant à la troisième catégorie, dérivant du permis N° 6 (Sud Akoumapé Ouest), défini par le décret du 23 janvier 1954, paru au Journal Officiel du Togo du 1^{er} mars 1954, page 160, accordant au Comptoir des Phosphates de l'Afrique du Nord un permis général de recherches minières au Togo.

Le Comptoir des Phosphates de l'Afrique du Nord a cédé ce permis à notre Société peu après la constitution de celle-ci (transfert accepté par lettre N° 82/Mines, en date du 17 février 1955, du Service des Mines du Togo).

Le périmètre de la concession que nous demandons ici coïncide avec le périmètre du permis N° 6 dont elle dérive, déduction faite de la partie de ce périmètre qui se trouve couverte par les deux demandes de concession objets de nos lettres N° 1917 et 1918 de ce jour et qui dérivent respectivement du permis de recherches N° 3 (Akoumapé C), accordé au Comptoir des Phosphates de l'Afrique du Nord, par le décret du 29 juillet 1953, promulgué par arrêté du 12 août 1953 (Journal Officiel du Togo du 1^{er} septembre 1953), permis également transféré à notre Société et du permis de recherche N° 3 (Hahotoé C) accordé à notre Société par le décret du 5 juillet 1955, promulgué par arrêté du 20 juillet 1955 (Journal Officiel du Togo du 1^{er} août 1955).

Ce périmètre est figuré en trait rouge plein sur le plan ci-joint en double exemplaire, à l'échelle du dix-millième.

A titre de définition accessoire, la limite Nord du périmètre que nous demandons est constituée par une ligne d'orientation Est-Ouest passant par le poteau-signal J. Ce poteau-signal J que nous mettons en place, est situé dans la direction du Sud-Ouest Vrai, à la distance de 4.242 mètres du poteau-signal matérialisant les sommets communs de nos quatre permis Akoumapé (N° 1, 2, 3 et 4 du décret du 29 juillet 1953). Il porte l'inscription suivante : « Société Minière du Bénin — Demande de concession — Signal J ».

Le sommet I du périmètre se trouve à la distance de 2.380 mètres à l'Ouest du poteau-signal J.

Le sommet K du périmètre se trouve à la distance de 620 mètres à l'Est du même poteau. La limite Sud est constituée par la limite Sud du permis N° 6 (Sud Akoumapé Ouest).

Conformément aux dispositions de l'article 48 du décret du 26 octobre 1927, nous procéderons au bornage dans un délai de six mois après l'institution de la concession.

Notre Société est titulaire de l'autorisation personnelle délivrée par arrêté n° 91-55/Mines, du 21 janvier 1955, publié au Journal Officiel du Territoire du Togo, en date du 16 février 1955.

Ainsi que le précise l'article 40 du décret du 26 octobre 1927, portant réglementation de la recherche et de l'exploitation des gîtes de substances minérales au Togo, nous vous remettons ci-inclus les documents suivants :

- un exemplaire des statuts de notre Société
- la composition du Conseil d'Administration de notre Société
- le certificat de nationalité de chacun de ses Administrateurs (personnes physiques) et du Directeur Général
- un plan de surface à l'échelle du dix-millième, orienté au Nord-Vrai et indiquant d'une manière exacte la position du périmètre (en double exemplaire)
- un certificat attestant le versement du droit fixe de 10.000 Francs
- une note technique contenant tous les renseignements utiles sur les résultats des recherches effectuées déterminant la nature et les caractéristiques du gisement à exploiter.

Nous vous prions d'agréer, M. le Commissaire de la République, l'expression de notre haute considération.

Le Directeur Général,
Signé : R. SAINT-GUILHEM.

DOMAINES**Avis de demande d'immatriculation***au livre foncier du Territoire du Togo.*

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois à compter de l'affichage des présentes avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire de la Justice de Paix à C. E. d'Anécho et du Tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 2.761, déposée le 14 décembre 1955, le sieur Dissou Tossou Hounyiken né à Agbétiko (Cercle d'Anécho) vers 1920, profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Agbétiko, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier complanté de palmiers à huile, d'une contenance totale de 6 h. 40 a. 56 c., situé à Agbétiko

(Ahouetomé) Cercle d'Anécho, connu sous le nom d'Agbétiko (Ahouetomé) et borné au Nord par Gafan Kenvemizo, à l'Est par Dovi Adandjogbé, au Sud par Koumatéplé Mawoussi et Ewanvor Amoussou, à l'Ouest par Dogbé Bessan, Amah et Adouvi Dansou.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2.762, déposée le 14 décembre 1955, le sieur Joseph Yawo né à Palimé vers 1928, profession de Propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé (Boulevard Circulaire), majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier complanté de cultures vivrières, d'une contenance totale de 20 ares 38 cas, situé à Lomé Tokoin, Cercle de Lomé, connu sous le nom de Tokoin et borné au Nord, à l'Est et à l'Ouest par des rues en projet et au Sud par les héritiers Dadzie Adjallé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2.763, déposée le 14 décembre 1955, le sieur Martin Segbor, né à Dzolo (Cercle de Tsévié) en 1916, profession d'Employé de Commerce, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier, d'une contenance totale de 13 ares 76 cas, situé à Tsévié, Cercle de Tsévié, connu sous le nom de Kogbé et borné au Nord par une rue non dénommée, à l'Est par la dame Dagnameto Gnama, au Sud par Koukou Woamé et à l'Ouest par Adédjé Gavi.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2.764, déposée le 15 décembre 1955, le sieur Hubert Ekué Hettah, né à Anécho le 30 mai 1908, profession d'Employé à U.A.C., demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, complanté de cacaoyers, d'une contenance totale de 3 ha 14 ares 59 cas, situé à Baguida, Cercle de Lomé, connu sous le nom de Dévégo et borné au Nord par Adanlessossi Adjaka et Messan Henri Koumakou, à l'Est par Sewodo Housoukpéto, Miboutamékpo Housoukpéto et Amouzou Koumakou, au Sud par Mihesso Mechiya, Sodoga Adjaka et Midjagon Adjaka et à

l'Ouest par Guéfli Améwoto et Soffo Djégnon Logossa.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2765, déposée le 17 décembre 1955, le sieur Lawson Godfroy Latékoué, né à Anécho (Togo) en décembre 1905, profession d'Employé de Commerce, demeurant et domicilié à Douala, représenté par le sieur Lawson Balagho Léonard, Commis d'Administration à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6 ares 56 cas, situé à Lomé, Cercle de Lomé et borné au Nord et au Sud par Norbertus Anthony, à l'Est par une ruelle projetée et à l'Ouest la rue de France prolongée.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2766, déposée le 19 décembre 1955, le sieur Herman Ahooméy, né à Palimé le 7 août 1919, profession de Commis d'Administration, demeurant et domicilié à Lomé, mandataire du sieur Améga Djaka N'Ku, Planteur Propriétaire, demeurant et domicilié à Kpélé Atsavié, Cercle de Klouto, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, complanté en partie de caféiers, cacaoyers et de palmiers à huile, d'une contenance totale de 9 ha 62 ares 60 cas, situé à Kpélé-Atsavié-Avého, Cercle de Klouto, connu sous le nom de Kessou et borné au Nord par Komlan Doh, Akakpo Aménouvo et Améga Djaka, à l'Est par Akakpo Aménouvo, au Sud par Akouko Koumi et Kouwogan Apédo et à l'Ouest par Akouko Koumi et Aba Adakpo.

Il déclare que ledit immeuble appartient à son mandant et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2767, déposée le 23 décembre 1955, le sieur Ignace Houndjago Amoussou, né à Grand-Popo (Dahomey) vers 1907, profession de Facteur-Enregistreur, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6 ares 58 cas, situé à Nyékonakpoé-Togbato, Cercle de Lomé, connu sous le nom de Nyékonakpoé-

Togbato et borné au Nord par la Rue Blagoege prolongée, à l'Ouest et à l'Est par le surplus du terrain appartenant au sieur Angélo Koffi O. Olympio, vendeur, et au Sud par le marécage.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2768, déposée le 28 décembre 1955, le sieur Darius Akpokli, né Anécho (Togo) profession de Topographe-Dessinateur, demeurant et domicilié à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, mandataire de la dame Fidélia Dutteh, revendeuse, domiciliée à Lomé, demande l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6 ares 66 cas, situé à Tokoin, Cercle de Lomé, et bordé au Nord par une rue en projet, à l'Est, à l'Ouest et au Sud par la Collectivité Adjallé Dadzi.

Il déclare que ledit immeuble appartient à sa mandante et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,
Félix DE GUIN.*

Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le vendredi 3 février 1956, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé-Tokoin, Cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain non bâti ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 3 ha 50 ares, connu sous le nom d'Amoutivé-Tokoin, et borné au Nord et à l'Ouest par la Collectivité d'Adjallé-Dadzi, à l'Est par la route de Lomé à Palimé au voisinage du nouvel hôpital et au Sud par une rue en projet, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Joseph Adjallé Dadzi, Chef de Canton d'Amoutivé à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel, suivant réquisition du 20 mai 1955, n° 2672.

Le mardi 21 février 1956, à 14 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Badou-Litimé (ville), Cercle d'Atakpamé, consistant en un terrain urbain non bâti ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 10 ares 12 cas, et borné au Nord par Okla et Odjoh, au Sud par la route vers Kadjébi, à l'Est par Goka et à l'Ouest par Okla, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Oscar F. Kotiko, Commerçant à Badou-Litimé, suivant réquisition du 6 septembre 1955, n° 2712.

Le mercredi 22 février 1956, à 14 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble si-

tué à Akloa, Cercle d'Atakpamé, consistant en un terrain rural non bâti en forme d'un polygone irrégulier, complanté de jeunes cacaoyers d'une contenance de 1 ha 72 ares 65 cas, connu sous le nom d'Ekpè et borné au Nord par Jean Kpodzro, à l'Est par Pierre Gnahoho et Albert Gnaledomé, au Sud par Asso Raphaël et à l'Ouest par Jean Kpodzro, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Michel Kudjawu, Commerçant particulier à Tomégbé (Litimé), suivant réquisition du 8 septembre 1955, n° 2716.

Le mercredi 22 février 1956, à 8 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Akloa, Cercle d'Atakpamé, consistant en un terrain rural non bâti en forme d'un polygone irrégulier complanté de cacaoyers en partie productive, d'une contenance de 83 ares 15 cas, connu sous le nom d'Okpafoni (Litimé), et borné au Nord par Herman Amedodji et Albert Ewum, à l'Est par Benoît Koudjramé et Henri Ewum, au Sud par route Badou-Tomégbé et à l'Ouest par Dovi Ewum, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Michel Kudjawu, Commerçant particulier à Tomégbé (Litimé), suivant réquisition du 8 septembre 1955, n° 2717.

Le lundi 6 février 1956, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain non bâti ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 3 a. 61 c., et borné au Nord par une rue non dénommée, au Sud par le T.T. 1.965, à l'Est par la rue Jean Bart prolongée et à l'Ouest par le T. 427 Wove, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Hubert Amavi Ajavon, Comptable à Unelco à Lomé, suivant réquisition du 14 septembre 1955, n° 2720.

Le jeudi 23 février 1956, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Ahouenhouen, Cercle d'Atakpamé, consistant en un terrain rural non bâti en forme d'un polygone irrégulier, complanté en partie de cacaoyers, caféiers et de quelques pieds de palmiers à huile, d'une contenance de 241 h., connu sous le nom de Chewoua et borné au Nord par Aklakou Johnson, Amoui Adjoli, Tognebou, Afoto et Tsohamélé, au Sud par Afola Fomedi, Amoui Adjoli et Kumenyan Gbadjé, à l'Est par Atawia Dumé, Nyakossi Alphonse et Gbesso et à l'Ouest par Kumenyan Gbadjé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Jean Kokou Vivor, Géomètre à Badou, mandataire du sieur Frimouth K. Akou, Propriétaire à Ahouenhouen, Akposso, Cercle d'Atakpamé, suivant réquisition du 15 septembre 1955, n° 2721.

Le vendredi 10 février 1956, à 8 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Avépozo — Baguida, Cercle de Lomé, consistant en un terrain rural non bâti en forme de quadrilatère irrégulier complanté de jeunes cocotiers, d'une contenance de 10 h. 77 a. 77 c. et borné au Nord par Kunaké et Kentzler, à l'Est par Kumondji Obonfu,

au Sud par la voie ferrée Lomé-Anécho et à l'Ouest par Kentzler, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Kunakey Atsu Kplaka, Propriétaire-Planteur à Avépozo (Baguida), suivant réquisition du 16 septembre 1955, n° 2.722.

Le samedi 4 février 1956, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé (Nyékonakpoé), Cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain non bâti en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 a. 40 cas, et borné au Nord par une rue en projet, à l'Est par le lot n° 11, au Sud par le lot n° 25 et à l'Ouest par le prolongement de la rue Monseigneur Cessou, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Gabriel Kumapley, Employé de Commerce (John Holt) à Palimé, suivant réquisition du 19 septembre 1955, n° 2.723.

Le samedi 4 février 1956, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé (Nyékonakpoé), Cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain non bâti en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 a. 39 cas, et borné au Nord par une rue en projet, au Sud par le lot n° 25, à l'Ouest par le lot n° 12 et à l'Est par le lot n° 10, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Gabriel Kumapley, Employé de Commerce (John Holt) à Palimé, suivant réquisition du 19 septembre 1955, n° 2.724.

Le samedi 25 février 1956, à 14 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tomégbé, Cercle d'Atakpamé, consistant en un terrain rural bâti ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 11 ares 35 cas, connu sous le nom d'Aholo et borné au Nord par la route de Kadjébi, à l'Est par la place du marché, au Sud par Karl Doumegna et à l'Ouest par Sylvestre Kouassi Eklor T.T. 2.274, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Gertrude Yawa Kossinyami, Cultivatrice à Tomégbé — Litimé, suivant réquisition du 23 septembre 1955, n° 2.725.

Le vendredi 10 février 1956, à 14 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anécho, quartier Adjidogan, Cercle d'Anécho, consistant en un terrain urbain bâti ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 4 a. 21 cas, et borné au Nord par la route intercoloniale Togo-Dahomey, au Sud par Joseph Kouami et Amaizo, à l'Est par un passage sablonneux et à l'Ouest par Kponton et Célestin Adordjissi, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Félix A. Sittie, Géomètre-Dessinateur à Anécho, mandataire du sieur Léopold Ayité Tèvi Ayilloh, Maître-Menuisier à Anécho, quartier Adjido-Landjo, suivant réquisition du 27 septembre 1955, n° 2.726.

Le samedi 4 février 1956, à 9 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier Nyékonakpoé, Cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain non bâti ayant la

forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 2 a. 21 cas, et borné au Nord, Sud et à l'Ouest par Mme Priscilla de Médeiros et à l'Est par la route de Palimé, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Améyo Alice Gamadekou, Revendeuse à Lomé, 5 Rue de Paris, suivant réquisition du 29 septembre 1955, n° 2.727.

Le mardi 28 février 1956, à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Akoda, Cercle d'Anécho, consistant en un terrain rural bâti en forme de polygone irrégulier, planté de cocotiers, d'une contenance de 1 ha 18 ares 26 cas, connu sous le nom de Vodoughékopé, et borné au Nord par Tété Gbigan, à l'Est par Adodzi, au Sud par Pierre Azi et à l'Ouest par Logossi Tobovi, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Elias M. Anani, Acheteur de produits à Agou-Gare, suivant réquisition du 10 octobre 1955, n° 2.732.

Le mardi 14 février 1956, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, Cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain non bâti ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 ares 3 cas, connu sous le nom de quartier Nyékonakpoé, et borné au Nord par une rue non dénommée, à l'Est par Agbéko Zankou, au Sud par Toudji Zankou et à l'Ouest par Gogoe Agbonyito, dont l'immatriculation a été demandée par la dame Patience A. Henyo, revendeuse à Lomé, suivant réquisition du 30 septembre 1955, n° 2.728.

Le mercredi 15 février 1956, à 8 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé-Gakli (Aflao), Cercle de Lomé, consistant en un terrain rural non bâti ayant la forme de polygone irrégulier, complanté de cultures vivrières et de quelques cocotiers d'une contenance de 84 ares 69 cas, connu sous le nom de Gakli (Aflao), et borné au Nord par la voie ferrée Lomé-Palimé, à l'Est par Tati Lanvoen Agbezoudor et Kossi Lanvoen, au Sud par la route Lomé-Palimé et Kumodji Azanglo et à l'Ouest par Sedovon Azanglo, Apédido et Ekpé Gaglozu, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Georges Fiagan, moniteur de l'enseignement à Agouévé, suivant réquisition du 6 octobre 1955, n° 2.731.

Le mardi 14 février 1956, à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé-Tokoin-Amoutivé, Cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain non bâti ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 2 ares 28 cas, connu sous le nom de Tokoin-Amoutivé, et borné au Nord par Remy Daté Tèvi, à l'Est par une ruelle, au Sud par Mathias Akuétévi T. T. 2.232 et à l'Ouest par Paul Sédzro T. T. 2.115, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Paul Sédzro, ouvrier des C.F.T. à Lomé, suivant réquisition du 10 octobre 1955, n° 2.733.

*Le Conservateur de la Propriété foncière,
Félix de Guise.*

AVIS DE PERTE

Conformément à l'article 99 du décret du 24 juillet 1906, avis est donné au public de la perte du Titre Foncier N° 601 du Cercle de Lomé appartenant à Karl Kanyi à Lomé (Togo).

(Pour deuxième insertion)

Conformément à l'article 99 du décret du 24 juillet 1906, avis est donné au public de la perte du Titre Foncier N° 259 du Cercle d'Anécho appartenant à Monsieur John Kunake Creppy.

Pour Première insertion.